

Tocqueville

Durkheim

Freud

Les GRANDS PENSEURS des Sciences Humaines

Darwin

James

Watson

Mauss

Piaget

Weber

Vygotski

Elias

Marx

Lévi-Strauss

Lorenz

Arendt

Éditions Sciences Humaines

LES GRANDS PENSEURS DES SCIENCES HUMAINES

Sous la direction de
Nicolas Journet

La Petite Bibliothèque de Sciences Humaines
Une collection dirigée par Véronique Bedin

Dessins/vignettes de Clément Quintard (©Sciences Humaines).
Maquette couverture et intérieur : Isabelle Mouton.

Retrouvez nos ouvrages sur
www.scienceshumaines.com
http://editions.scienceshumaines.com/

Distribution : Volumen

38, rue Rantheaume
BP 256, 89004 Auxerre Cedex
Tél. : 03 86 72 07 00/Fax : 03 86 52 53 26
ISBN = 9782361063849

PRÉSENTATION DE L'OUVRAGE

Les sciences humaines sont les plus jeunes d'entre toutes les sciences : elles n'ont que deux siècles, durant lesquels la recherche des faits, l'observation directe, l'expérience et le laboratoire deviennent leur marque de fabrique et les sciences naturelles, leur boussole. Mais leur divorce d'avec la philosophie ne les dispense pas de recouper sa route chaque fois que l'esprit de science se heurte à la complexité du fait humain.

Le XIXe siècle est celui de l'histoire et de l'évolution. Au tournant du XXe siècle, les disciplines s'affirment : sociologie, linguistique, psychologie, économie, anthropologie connaissent leur âge « classique ». Le XXe siècle est celui des écoles, des courants et des grands récits : positivisme, behaviorisme, libéralisme, marxisme, structuralisme, néoévolutionnisme, cognitivisme… Ils rivalisent souvent et se succèdent sur le devant de la scène, avant de laisser la place à un grand doute : et si le progrès du savoir sur l'homme n'était au fond qu'illusion ? À cette autocritique les sciences humaines se sont montrées résilientes, et ont résisté par la spécialisation. Mais tous les chercheurs ne s'y sont pas résignés et l'ambition d'une nouvelle synthèse est toujours présente.

Sans prétendre être exhaustif, ce livre offre une présentation de 50 penseurs à travers les concepts majeurs qu'ils ont forgés, leurs recherches et leurs ouvrages : un indispensable vademecum de culture générale !

ADAM SMITH (1723-1790)
De la morale à l'économie



En 1759 paraît la *Théorie des sentiments moraux*, le premier ouvrage du philosophe écossais Adam Smith. Immédiatement, le livre connaît un succès international. Son objet : définir les principes de la morale, saisir les vertus nécessaires au bon fonctionnement de la société et comprendre d'où vient le sens moral. Le principe de sympathie est au cœur de la *Théorie*, car il permet l'existence du lien social. Ce n'est pourtant pas cet ouvrage que retiendra la postérité, mais *l'Enquête sur la nature et les causes de la richesse des nations* (1776), considéré par les économistes comme l'œuvre fondatrice de leur discipline. Tel est le paradoxe : l'auteur de la *Théorie des sentiments moraux* est perçu comme l'inventeur de l'économie en tant que science indépendante de la philosophie morale et politique. Il en aurait fait une science positive, neutre, dégagée des interrogations morales qui prévalaient auparavant[1]. Un pas semble donc franchi avec *La Richesse des nations*… Comment Smith, philosophe et moraliste de formation, est-il devenu le père de la science économique ?

Contre les mercantilistes

Pour comprendre, il faut revenir sur la trajectoire intellectuelle qui l'a conduit d'un ouvrage à l'autre. Sa renommée vaut à Smith d'être choisi comme précepteur du jeune duc de Buccleuch. Il démissionne alors de l'université et entreprend de voyager en Europe. Il y rencontre Hume et Voltaire, d'Alembert, d'Holbach, Helvétius, Necker, Morellet, Turgot, Quesnay…

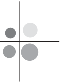
1- Voir les ouvrages de A. Hirschman, *Les Passions et les Intérêts*, Puf, 1980, de É. Halévy, *La Formation du radicalisme philosophique*, 3 vol., 1901-1904, rééd. Puf, 1995, et de L. Dumont, *Homo Aequalis*, 2 vol., Gallimard, 1977-1978, qui ont favorisé cette représentation.

François Quesnay (1694-1774), médecin à la cour de Louis XV, est le chef de file des « physiocrates », qui font de l'agriculture la source de la richesse. Si Smith n'adhère pas à ce courant de pensée, il ne le voit pas non plus comme un danger très sérieux. Il juge en revanche le « système mercantile » comme réellement nuisible à l'intérêt général. Pour les « mercantilistes », l'accroissement de la richesse nationale passe par l'excédent de la balance commerciale et l'accumulation de métaux précieux. Ils sont donc favorables au protectionnisme, contre lequel Smith s'inscrit. Pour lui, la seule source de création de richesse est le travail. Accroître la richesse suppose ainsi en premier lieu d'accroître la productivité du travail et/ou la proportion de la population occupée à des tâches productives. Au premier rang des moyens permettant d'accroître la productivité du travail vient la division du travail, comme l'illustre bien le célèbre exemple de la manufacture d'épingles (voir encadré). L'enrichissement résulte donc des progrès de la productivité du travail et de la part de la population occupée à des tâches productives. Or, c'est l'accumulation du capital qui permet d'employer toujours plus de personnes à des tâches productives. L'accumulation capitaliste a sa source dans la recherche du profit par les marchands. Le désir d'enrichissement d'une classe de la société, les marchands, devient ainsi compatible avec l'intérêt général. C'est cette idée qu'illustre « la main invisible (du marché) », mécanisme par lequel des actes individuels intéressés peuvent contribuer à la richesse collective sans avoir d'intention bienveillante.

L'économiste reste un philosophe

La « main invisible » est une notion souvent interprétée comme étant au fondement du libéralisme économique : le maximum de liberté accordée aux agents économiques, marchands en particulier – c'est-à-dire le minimum d'intervention de l'État dans l'économie – conduit au maximum de bien-être pour tous, grâce à ce mécanisme qualifié alors de « providentiel ».

Mais Smith était-il vraiment ce libéral attaché à défendre le désir d'enrichissement marchand ? « Ce n'est pas de la bienveillance du boucher, du marchand de bière ou du boulanger que



nous attendons notre dîner, mais bien du soin qu'ils apportent à leurs intérêts. » Cette citation de *La Richesse des nations* figure dans tous les manuels. Et la messe semble dite : non seulement Smith ne voit pas d'inconvénients à l'égoïsme, mais il affirme au contraire que c'est un principe bienfaisant. On a donc souvent fait de Smith le fondateur du libéralisme économique et de *La Richesse des nations* un plaidoyer en faveur des propriétés auto-régulatrices des marchés. Avec Smith, les désirs capitalistes de quelques-uns étant favorables à tous, il devenait possible d'étudier les mécanismes marchands en ignorant la question morale liée à l'enrichissement, et de séparer ainsi la science économique de la philosophie morale.

Cette vision est aujourd'hui battue en brèche. Le philosophe Michaël Biziou[2] montre que la « main invisible » de Smith ne prétend pas être l'incarnation de la providence : Smith sait que les comportements individuels ont des conséquences qui peuvent aussi bien être bénéfiques que nuisibles à la société. L'opinion qu'il a des marchands est méfiante, et liée au fait que leurs agissements, s'ils ne sont pas encadrés par l'État, lui semblent plutôt nuisibles. Smith croit aussi au rôle de la vertu dans la régulation sociale, qui n'est pas entièrement assurée par les mécanismes marchands. Cette nouvelle lecture de Smith remet donc en cause la présentation habituelle de *La Richesse des nations*, qui ne devrait pas être séparée de la *Théorie des sentiments moraux*. Smith n'a sans doute jamais pensé que la science économique devait tourner le dos à toute considération morale, ni épargner aux individus le souci d'être vertueux, et n'a pas affirmé que la main invisible était capable à elle seule d'assurer l'équilibre et la prospérité générale des sociétés. Le Smith économiste ne doit pas éclipser le philosophe…

Dorothée Picon

2- M. Biziou, *Adam Smith et l'origine du libéralisme*, Puf, 2003. Voir aussi son article consacré à A. Smith dans *Penseurs de la société*, éd. Sciences Humaines, coll. « PBSH », 2015.

La théorie du libre marché

Porteur d'une double casquette d'économiste et de philosophe politique, Adam Smith a donc laissé un héritage complexe, destiné à être dispersé par la recherche d'une science économique plus autonome, capable de décrire les mécanismes de la croissance industrielle.

Plus que par ses idées politiques – qui n'avaient encore aucun aperçu sur ce qu'allaient être les démocraties libérales –, sa postérité consiste en une poignée de notions qui forment le noyau dur de la théorie économique dite « classique ».

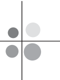
• **La « main invisible du marché »** n'est qu'une image, mais elle a fait le tour du monde. Elle préfigure, selon George Stigler, « le plus important des axiomes » du libéralisme économique, à savoir qu'en régime de concurrence, le marché – le jeu des acteurs intéressés – est autorégulateur, et tend à l'équilibre. Cela ne représente qu'un aspect de la pensée de Smith, mais il sera retenu sans condition par les économistes libéraux.

Les économistes néoclassiques Léon Walras, Alfred Marshall, puis Kenneth Arrow et Gérard Debreu élaboreront une théorie (celle de l'« équilibre général ») qui postule qu'il existe, à l'échelle d'un système économique, un état calculable des prix tel qu'il assure sa stabilité.

• **La théorie de la valeur travail**, qui considère que la valeur d'échange des biens a son origine dans la quantité de travail consacrée à leur production. Cette conception prévaudra jusqu'en 1870 chez des penseurs aussi bien libéraux comme David Ricardo, Thomas Malthus et John Stuart Mill, qu'interventionnistes, comme Karl Marx. Elle sera reléguée ensuite par la théorie de l'utilité marginale de Carl Menger et Léon Walras, qui attribue la formation des prix au seul rapport entre l'offre et la demande.

• **La notion d'avantage absolu**, avancée par Smith, justifie le développement des échanges commerciaux au long cours : chaque pays trouve son avantage en exportant ce qu'il produit à moindre coût, et en important ce que d'autres font mieux que lui. Ce théorème sera repris et mathématisé par D. Ricardo en 1817, prenant le nom d'avantage comparatif.

D. P.



La manufacture d'épingles

L'une des idées fondamentales de *La Richesse des nations* (1776) est que la division du travail accroît la productivité. Elle est illustrée par le fameux exemple de la manufacture d'épingles : « J'ai vu une manufacture d'épingles qui n'employait que dix ouvriers, et où, par conséquent, quelques-uns d'eux étaient chargés de deux ou trois opérations. Mais quoique la fabrique fût fort pauvre et, par cette raison, mal outillée, cependant, quand ils se mettaient en train, ils venaient à bout de faire entre eux environ douze livres d'épingles par jour. (…) Chaque ouvrier faisant une dixième partie de ce produit peut être considéré comme donnant dans sa journée quatre mille huit cents épingles. Mais s'ils avaient travaillé à part et indépendamment les uns des autres, et s'ils n'avaient pas été façonnés à cette besogne particulière, chacun d'eux assurément n'eût pas fait vingt épingles, peut-être pas une seule, dans sa journée. (…) La division du travail, aussi loin qu'elle peut être portée, amène un accroissement proportionnel dans la puissance productive du travail. »

Cette idée n'est pas une découverte d'Adam Smith, on la trouve aussi chez David Hume et bien d'autres auteurs de l'époque. A. Smith a semble-t-il utilisé plusieurs sources pour décrire la manufacture d'épingles, notamment un article « Épingle » de l'*Encyclopédie* de Diderot et de d'Alembert (1751-1772).

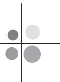
D. P.

JULES MICHELET (1798-1874)
L'invention de l'histoire nationale



« J'aperçus la France. Elle avait des annales et non point une histoire. » Au soir de sa vie, dans une nouvelle préface à sa monumentale *Histoire de France*, Jules Michelet affirme tout simplement qu'avant lui l'histoire de France n'existait pas. Elle n'aurait été jusque-là que succession chronologique d'événements contés dans des Chroniques ou des Annales. Or, la vraie histoire, selon Michelet, suppose une saisie globale, une vue d'ensemble qui rassemble le passé d'un peuple dans une vaste épopée. Dans son *Introduction à l'histoire universelle*, écrite en 1831, il envisage toute l'histoire humaine comme un combat prométhéen pour la liberté : c'est celui que les hommes mènent depuis toujours pour s'arracher aux poids des contraintes naturelles et des croyances fausses.

Vers la même époque, le philosophe Victor Cousin, qui avait été son professeur, proposait dans son *Cours d'histoire de la philosophie* (1828) une version simplifiée assez mal digérée de la philosophie de Hegel. Toute l'histoire humaine y apparaît comme une marche de la pensée vers la raison universelle. Pour Hegel, l'histoire devait conduire vers le savoir, pour Michelet vers la liberté. Autre différence : Michelet goûte assez peu la philosophie ; il refuse la vision « pétrifiée » du penseur allemand, l'histoire guidée par des principes généraux. Il veut une histoire humaine, où les hommes travaillent, se battent, inventent, voyagent, s'unissent, rêvent. Une histoire vivante en somme. Si l'histoire possède un sens, elle le fait comme le cours d'un fleuve. Il y a bien une pente naturelle (la route vers la liberté), mais le trajet n'est pas fixé à l'avance. Parfois calme et sinueux, il peut devenir torrentiel.



« La France est une religion »

Son *Histoire de France* sera la grande œuvre de sa vie. Lorsqu'il entreprend sa rédaction, en 1831, Michelet a trente-trois ans. Il vient d'être nommé chef de section aux Archives nationales. En 1834, il est promu à la Sorbonne et en 1838, à quarante ans, il est élu au Collège de France et à l'Académie des sciences morales et politiques.

Les premiers volumes de son *Histoire de France* nous plongent dans les « âges sombres » du Moyen Âge. C'est à Michelet que l'on doit l'image noire de cette période, que des médiévistes au siècle suivant s'attacheront à réhabiliter. Pour lui, c'est le temps des barbares, de la misère paysanne, des croisades, des superstitions, des « rois pourris », une « mer superbe de sottises ». Mais tout n'est pas négatif dans son histoire. Il fait la part belle au peuple paysan, et même à la « pucelle de Domrémy ». L'histoire y est vue de « bas en haut ».

Arrivé au règne de Louis XI, il interrompt sa rédaction pour s'atteler à la rédaction d'une copieuse *Histoire de la Révolution française*. Le projet est aussi vaste que le précédent (7 volumes parus entre 1847 et 1853). La Révolution n'y est pas simplement vue comme la révolte du peuple et l'abolition de la monarchie. À travers elle s'est construite la nation française. L'unité nationale y a été célébrée comme une religion nouvelle. « La France est une religion », écrira curieusement Michelet dans son petit livre sur *Le Peuple* (1846). Que faut-il entendre par là ? Qu'après des siècles obscurs pendant lesquels les hommes ont été écrasés « sous la roue du char des faux dieux », ils ont retrouvé avec la Révolution un nouveau dieu, un nouvel espoir, une nouvelle légende.

En 1855, Michelet reprend le cours de sa grande *Histoire de France*. Le septième volume (l'ensemble en comptera 17) s'ouvre sur la période de la Renaissance. Michelet n'a pas inventé le mot, mais il lui a donné un sens original. Par contraste avec le Moyen Âge, il célèbre la Renaissance comme une civilisation nouvelle, un esprit collectif marqué par l'optimisme, la foi en l'homme. Bien entendu, la Renaissance n'est pas française mais commence en Italie, à Venise, Florence, Rome. Michelet le reconnaît, mais

affirme que c'est en France qu'elle a connu son plein épanouissement et a essaimé dans le monde entier. Michelet est nationaliste : il n'hésite pas à tirer un peu l'histoire du côté de son beau pays.

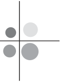
Michelet n'était pas seul

Dans la préface rédigée en 1869, Michelet se pose donc en véritable inventeur de l'histoire. Il est vrai qu'il règne alors en maître sur son domaine. De son vivant, on parle de lui en disant « Michelet », comme on disait « Balzac » ou « Zola ». Son œuvre monumentale ne doit pas faire oublier qu'avant lui et à la même époque d'autres historiens avaient déjà proposé de l'histoire une vision nouvelle : une vision moins romantique, moins poétique, moins propre à susciter l'émoi national, mais qui mérite justement considération.

Avant Michelet, il y eut François Guizot (son aîné à la Sorbonne). L'homme politique libéral (« Enrichissez-vous ! »), le ministre de l'Instruction publique de 1832 à 1837 (la loi Guizot de 1833 généralise l'enseignement primaire), le chef d'un gouvernement monarchiste renversé en 1848, est aussi l'auteur d'une œuvre importante. Il a écrit notamment une *Histoire de la révolution d'Angleterre,* une *Histoire de la civilisation en Europe*, et une *Histoire de la civilisation en France*. Sa vision de l'histoire accorde ainsi déjà toute sa place à la notion de « civilisation ».

Contemporain de Michelet, citons aussi Augustin Thierry. Karl Marx a emprunté à ce dernier sa théorie de la lutte des classes. En effet, dans ses *Considérations sur l'histoire de France* (1840), A. Thierry propose ce schéma historique. La société française s'est construite au ve siècle par la conquête et la domination des Francs sur les Gaulois. Les deux peuples ont fait une nation, les Francs formant la classe des seigneurs et des nobles, les Gaulois celle du peuple. La « lutte des races » est devenue une lutte de classes. La Révolution française sera la « revanche des vaincus ».

Martine Fournier



Jules Michelet, historien ou mythographe ?

Historien consacré, Jules Michelet a plus d'une fois été accusé d'avoir écrit un « roman national » en lieu et place d'une histoire conforme aux exigences scientifiques. Avant d'examiner ces reproches, il est bon de rappeler que Michelet est responsable d'avoir balisé l'histoire de France avec des événements et des figures inscrites dans la mémoire de chaque écolier : Clovis, François Ier, Henri IV, Louis XIV, Napoléon, et surtout Jeanne d'Arc, campée en héroïne du sentiment national, tous lui doivent beaucoup. Le style lyrique de Michelet a beaucoup fait pour créer leur légende.

Mais est-ce au détriment de l'histoire ? Si certains, comme l'écrivain Sainte-Beuve, l'historien Louis Chevalier et, plus tard, Pierre Chaunu, lui ont reproché son manque de rigueur, d'autres, comme François Furet, lui reprochent d'avoir confondu l'histoire avec une « école de morale ». Plus précisément, il s'est avéré que, malgré son travail sur les archives, Michelet, emporté par ses convictions, avait pris des libertés avec les faits. Ainsi, le médiéviste Pierre Riché l'a accusé d'avoir forgé le mythe de la « terreur de l'an mil », qui n'aurait pas existé sous cette forme dramatique. L'historien Charles Haskins lui a reproché d'avoir propagé la légende selon laquelle l'exil des savants de Constantinople, lors de sa prise par les Turcs (1453), serait à l'origine de la Renaissance en Europe. En réalité, c'est à des sources plus anciennes que l'on doit les traductions des Anciens qui feront le bonheur des humanistes. La thèse de Michelet est aujourd'hui abandonnée. Mais n'est-ce pas le destin des historiens que d'être corrigés par leurs successeurs ?

Il est clair que le style littéraire et passionné de Michelet, qu'on l'apprécie ou non, ne correspond plus à la manière moderne d'écrire l'histoire. Mais Lucien Febvre, le fondateur de l'école des Annales, lui rendit hommage à plusieurs reprises, voyant en lui le créateur d'un genre inédit, l'histoire nationale.

Nicolas Journet

ALEXIS DE TOCQUEVILLE (1805-1859)
Concilier égalité et liberté

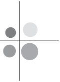


Dans les années 1830, un jeune aristocrate normand, Alexis de Tocqueville, fait parler de lui. Après un séjour aux États-Unis où il est parti étudier le système pénitentiaire avec son ami Gustave de Beaumont, il rédige un ouvrage au succès immédiat : *De la démocratie en Amérique*. Alors que la France n'est toujours pas parvenue à se doter d'un régime stable et que la monarchie anglaise perd de son attrait, son livre met le doigt sur un dilemme né des révolutions américaine et française. Tocqueville est parti d'un constat : l'inexorable égalisation des conditions qu'il a vu se développer en Europe appelle selon lui une plus grande liberté politique. La démocratie doit donc remplacer la monarchie. Mais un problème demeure : l'égalité des conditions est-elle compatible avec l'exercice de la liberté ?

L'exemple de la démocratie américaine

C'est en Amérique que Tocqueville cherche la réponse à cette question. Dans son premier volume, il s'inspire de l'œuvre de Montesquieu et répertorie les lois, les mœurs et la géographie qui font la particularité des États-Unis. Puis dans le second, il en extrait une sorte « d'idéal-type » qui lui permet de comparer le système américain avec ce qui se passe dans la société et la vie politique françaises. En Amérique, l'égalité ne se limite pas à la sphère des droits politiques, mais imprègne tous les rapports sociaux. Ce n'est pas une égalité économique, mais une norme culturelle. La démocratie américaine est donc pour Tocqueville un laboratoire. Les institutions américaines semblent cependant difficilement transposables en France.

Le coup d'État de Louis Napoléon Bonaparte en 1851, après lequel Tocqueville quitte la vie politique, confirme la difficulté



d'y concilier égalité et liberté. Pourquoi ? Dans son dernier ouvrage, *L'Ancien Régime et la Révolution*, qui connut un accueil mitigé en 1856, Tocqueville tente de comprendre le phénomène révolutionnaire et la situation politique française. Alors qu'aux États-Unis, l'État est né à partir de communautés libres et indépendantes, en France, il s'est imposé par le haut, par la volonté du monarque. Cette histoire a laissé un État centralisé et despotique en héritage à la Révolution française. Le fédéralisme américain, lui, s'est développé sur une table rase. Ce parallèle permet à Tocqueville de mettre le doigt sur la tension entre égalité et liberté, et d'avertir ses contemporains des dangers du despotisme qui guettent la démocratie minée par la recherche de l'égalité.

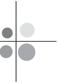
Ces réflexions ont fait de Tocqueville l'un des grands penseurs politiques de son temps. Élu à l'Académie française, député, connu pour ses positions libre-échangistes et abolitionnistes, il avait tous les atouts en main pour rester dans l'histoire de la pensée. Mais à la fin du XIXe siècle, face aux transformations de la société, ainsi qu'à la perte de crédit du modèle américain depuis la guerre de Sécession, il sombrera dans l'oubli. Il n'est redécouvert que dans les années 1960 par Raymond Aron (*Les Étapes de la pensée sociologique*, 1967), qui voit en lui un précurseur de la sociologie compréhensive.

Un penseur libéral ?

Mais cette réhabilitation n'eut pas l'heur de plaire à tout le monde, certains jugeant ses opinions colonialistes comme incompatibles avec un libéralisme authentique. C'est d'ailleurs aussi pour son libéralisme que Tocqueville a pu être mal reçu par de nombreux intellectuels de gauche : R. Aron ne l'avait-il pas tiré de l'oubli pour faire pièce au centralisme marxiste, à une époque où Jean-Paul Sartre faisait l'éloge du communisme ? Mais ce rôle lui convenait-il ? Dans son *Mémoire sur le paupérisme* (1835), Tocqueville critique effectivement la charité légale et l'État providence. Mais il cherche aussi d'autres moyens pour lutter contre la pauvreté et affirme l'utilité de l'État pour réglementer la classe industrielle. Certes, Tocqueville a violemment critiqué le socialisme dans son *Discours sur le droit au travail*

(1848). Mais il défend le rôle de l'État et considère la pauvreté ouvrière comme un danger pour la démocratie. Ce qui interdit de le classer parmi les chantres d'un libéralisme radical. Certes, il a soutenu la colonisation de l'Algérie, comme presque tout le monde à l'époque, mais il a prôné l'abolition de l'esclavage. Il s'est aussi opposé au racialisme d'Arthur de Gobineau, qui fut pourtant son ami et protégé. En outre, sa réflexion sur la démocratie est encore d'actualité. Il a su prévoir la baisse des pratiques religieuses, la massification de l'art et la montée de l'individualisme. Beaucoup de ses thèses sociologiques se sont vérifiées dans les années 1960 avec le développement de la classe moyenne et le nivellement des conditions, signalés par Henri Mendras. À la différence de Montesquieu, il a voulu dire que la démocratie n'était pas seulement un système politique, mais aussi un « état social » particulier et qu'il fallait des conditions spécifiques pour que l'égalité sociale aille de pair avec la démocratie libérale.

Solenn Carof



Contre la démission du citoyen

L'enjeu d'une relecture d'Alexis de Tocqueville tient à son avertissement : selon lui, aucune démocratie n'est à l'abri d'un despotisme « doux et prévoyant ». Ce dernier surgit lorsque les individus abandonnent leur liberté au profit d'une plus grande égalité garantie par un État fort. Tocqueville en avait vu les premiers signes en observant la société américaine, dont le conformisme des opinions le frappait. Plutôt que de défendre leurs idées et leurs droits, les Américains se laissaient porter par leur goût du bien-être privé et laissaient à l'État le soin d'encadrer leur vie. Pour Tocqueville, cet abandon volontaire devait mener au despotisme. Pour conjurer ce danger, il suggérait de restaurer les corps intermédiaires, comme les corporations et les associations, afin de lutter contre la toute-puissance de l'État.

L'avertissement de Tocqueville hante toujours les démocraties modernes, où l'on dénonce la montée de l'individualisme, de l'abstentionnisme, du matérialisme et du recours systématique à l'État. Tocqueville signale les dangers de la désaffection politique et sociale des citoyens. Seul l'exercice de la liberté citoyenne, selon lui, peut empêcher la démocratie de tomber malade de ses propres ambitions, tels que la recherche de l'égalité à tout prix.

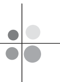
S.C.

CHARLES DARWIN (1809-1882)
De l'animal à l'homme



Lorsque, douze ans après le succès de *L'Origine des espèces* (1859), Charles Darwin publie un gros traité de plus de six cents pages intitulé *La Descendance de l'homme* (1871), il s'acquitte d'une obligation qu'il a longtemps repoussée. On ne déclare pas impunément que l'homme descend du singe : encore faut-il montrer en quoi les lois naturelles de l'évolution s'appliquent non seulement à sa physiologie, mais aussi à ses comportements. Or, l'homme est « civilisé » : non seulement il n'agit pas exclusivement de manière égoïste, mais il est « cultivé », c'est-à-dire qu'il porte des jugements moraux, sociaux, esthétiques, et enfin il exerce toutes sortes d'activités dont on ne voit pas en quoi elles contribuent à rendre les individus plus ou moins aptes à survivre, comme l'exige le principe de la sélection naturelle. Combien de fois n'avait-on pas dénoncé les conséquences désastreuses pour l'homme de ce principe éliminatoire ? Si Darwin avait raison, les sociétés humaines étaient vouées à n'être, comme l'écrivait Samuel Butler, qu'un chaos d'individus en lutte les uns contre les autres. Ou bien la sélection naturelle serait-elle le lot de toutes les espèces vivantes sauf l'humaine ?

La réponse que donne Darwin à ses détracteurs peut se résumer en trois points. Premièrement, l'homme n'échappe pas aux lois naturelles de l'évolution : beaucoup de ses comportements, même les plus conscients, ont leur source dans des instincts présents chez les animaux. Deuxièmement, parmi les instincts présents chez l'homme, certains ne semblent pas favorables à la recherche individuelle de la survie : ce sont les « instincts sociaux », de solidarité et d'altruisme. Troisièmement, s'il en va ainsi, c'est que les hommes (et certains animaux) ne sont pas tant triés selon leur aptitude à survivre, mais selon leur succès à



se reproduire dans un contexte concurrentiel : c'est la « sélection sexuelle ».

Les instincts sociaux et l'évolution

Des fourmis, qui vivent en société, aux chiens, qui vivent en meutes, en passant par les corbeaux, qui vivent en bandes, et les babouins, qui n'hésitent pas à mettre leur vie en danger pour sauver leurs congénères, tout indique selon Darwin que l'on trouve, chez les animaux, des comportements sociaux, des sentiments et même des formes d'intelligence qui ne diffèrent de ceux de l'homme qu'en degré, et non en nature. Par conséquent, les formes de solidarité familiales, tribales, et les impératifs moraux que l'on observe dans toutes les sociétés humaines n'ont pas besoin qu'on leur trouve une justification autre que celle des lois de l'évolution : si elles ont rencontré le succès, c'est qu'elles présentaient des avantages.

Quelles sortes d'avantages ? Là-dessus, les considérations de Darwin ne peuvent être simples. Il lui faut rendre compte d'une contradiction évidente : en quoi le fait de partager, de se restreindre, de compatir voire de se sacrifier peut-il présenter un avantage pour l'individu ? Darwin constate les faits : la « civilisation » a mené l'homme à un degré élevé d'altruisme et de conscience morale. Est-ce par intérêt bien compris ou par l'effet d'une véritable conscience de groupe ? Il ne tranche pas vraiment, mais livre de nombreuses réflexions sur l'effet de l'imitation, sur celui de la coutume (dont il pense qu'elle peut devenir héréditaire) et sur le destin des nations barbares. En fait, c'est à un autre argument que Darwin fait porter le poids de l'explication.

La « sélection sexuelle » prend sa source, comme toujours chez Darwin, dans une abondante documentation. Dans de nombreuses espèces animales, on observe deux faits : l'existence d'une compétition entre les mâles pour l'accès aux femelles, et des différences morphologiques importantes entre les sexes. Les mâles sont plus grands, plus forts, armés de cornes, mais aussi pourvus d'organes vocaux puissants ou bien encore parés de couleurs plus voyantes que les femelles. Ce dimorphisme, et les comportements de séduction qui vont avec, sont, selon Darwin,

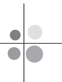
les produits de la sélection sexuelle : à la différence de la sélection naturelle (qui agit sur les deux sexes), la sélection sexuelle résulte du succès reproductif remporté par certains individus sur d'autres du même sexe et de la même espèce. Darwin voit dans la sélection sexuelle la raison du dimorphisme sexuel chez l'humain. Qu'est-ce qui intéresse tant Darwin dans la sélection sexuelle ? C'est qu'elle introduit de la complexité dans l'évolution : séduire n'est pas seulement une question de force brute, mais requiert d'autres qualités telles que la beauté, naturelle ou artificielle, et des compétences morales, économiques, etc.

Le darwinisme est-il un humanisme ?

La sélection sexuelle favorise donc des qualités qui relèvent de la sociabilité et sollicitent des aptitudes mentales supérieures : intelligence, musique, langage, arts, etc. C'est, indiscutablement, pour Darwin, l'un des plus puissants moteurs de la civilisation, plus que la sélection naturelle. C'est aussi, selon lui, un des facteurs expliquant la divergence des types physiques (c'est-à-dire des « races ») chez les êtres humains.

Selon l'historien Patrick Tort, loin donc de prolonger la leçon éliminationniste de *L'Origine des espèces*, *La Descendance de l'homme* témoigne d'une vision humaniste de l'évolution qui, tout en obéissant à des causes naturelles, explique le succès des qualités humaines les plus élevées : solidarité et altruisme, traits que Darwin associe à ce qu'il estime être un acquis de la civilisation. Oui, mais voilà : *La Descendance de l'homme* est un ouvrage touffu, truffé de considérations péjoratives sur les peuples « sauvages », sur les pauvres qui « se multiplient » et sur l'infériorité intellectuelle des femmes. Ce sont des propos aujourd'hui difficiles à entendre. Mais ils étaient communs à l'époque et témoignaient de forts préjugés ethnocentriques sur le sens du progrès humain. Or, attribuer une direction à l'évolution revient à ériger en loi de la nature ce qui n'est qu'une idéologie : Karl Popper affirmera en 1978 que la sélection naturelle (et sexuelle) n'est pas une théorie scientifique, mais une conjecture métaphysique.

Nicolas Journet



La descendance de l'homme

Dans *La Descendance de l'homme* (1871), Darwin propose sa vision de l'évolution de l'homme. Il met au centre de son analyse un nouveau mécanisme : la sélection sexuelle. Publié en 1871, douze ans après *L'Origine des espèces*, le livre *The Descent of Man* est destiné à appliquer la théorie de l'évolution à l'espèce humaine : « L'unique objet de cet ouvrage, écrit Darwin en introduction, est de considérer, premièrement, si l'homme, comme toute autre espèce, est issu par filiation de quelque forme préexistante ; deuxièmement, le mode de son développement, et, troisièmement, la valeur des différences entre ce que l'on appelle les races de l'homme. »

La continuité évolutive entre l'homme et les animaux supérieurs est attestée par les ressemblances anatomiques (chap. I). Les caractères spécifiques de l'homme (taille du crâne, faible pilosité, etc.) sont attribuables à l'action de la sélection naturelle (chap. II). Mais qu'en est-il des aptitudes mentales : l'intelligence, les émotions, et les « instincts sociaux » (amour, sympathie, sociabilité) ? Dans les deux chapitres suivants, Darwin s'attache à montrer « qu'il n'existe aucune différence fondamentale entre l'homme et les mammifères supérieurs pour ce qui est de leurs facultés mentales ». Si les humains sont incontestablement plus intelligents que les animaux supérieurs, cette différence est plus de degré que de nature. La différence la plus importante entre les animaux et l'humain réside dans l'existence du « sens moral » (chap. V), qui provient de l'aptitude humaine à orienter et à étendre ses « instincts sociaux » par l'usage de l'éducation et de l'intelligence. Dans les chapitres suivants (VI et VII), Darwin argumente en faveur de l'unité de l'espèce humaine, malgré les distinctions de races qui lui paraissent mineures. Il avance l'hypothèse selon laquelle l'espèce humaine serait apparue en Afrique.

La deuxième partie du livre (soit les deux tiers du livre) est consacrée au mécanisme de la sélection sexuelle (dont l'importance est d'ailleurs annoncée par le titre complet du livre : *The Descent of Man. and Selection in Relation to Sex*). Dans le monde animal, on constate chez de nombreuses espèces une différence morphologique entre mâles et femelles. La sélection sexuelle provient de la compétition pour la reproduction. Certains oiseaux mâles possèdent des caractères avantageux (un beau plumage, un beau chant) pour séduire la femelle (qui est sensible à l'esthétique). La compétition entre mâles favorise les plus forts d'entre eux, leur permettant de transmettre leurs caractères à leur descendance.

Quel est l'effet de la sélection sexuelle sur l'évolution de l'homme ? Tel est l'objet de la troisième et dernière partie du livre. Pour Darwin, la sélection sexuelle est un facteur fondamental qui explique les différences dans la taille, la force, la pilosité, ainsi que les aptitudes intellectuelles et les émotionnelles différentes entre femmes et hommes.

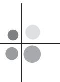
KARL MARX (1818-1883)
Le philosophe malgré lui



Avant d'être révolutionnaire, Karl Marx a failli être philosophe. En 1841, à l'âge de vingt-quatre ans, le jeune homme vient de passer son doctorat de philosophie. Sa thèse porte sur la *Différence de la philosophie de la nature chez Démocrite et Épicure*. Derrière le débat érudit, il y a déjà deux conceptions de la liberté et une confrontation aux thèses de Hegel, dont la pensée à l'époque tient lieu de « philosophie d'État de la monarchie prussienne » (Friedrich Engels). Le jeune Marx appartient alors à un petit cercle de « jeunes hégéliens ». Ce groupe réunit des disciples agités de Hegel. Ils adoptent certaines idées du maître : l'idéalisme (l'histoire est le devenir progressif de la raison), la dialectique (le devenir se fait par conflits entre force contraires). Mais ils refusent sa lecture conservatrice : l'État prussien n'est pas la réalisation de la raison, le christianisme n'est pas la vertu incarnée, il est « l'opium du peuple » et le suppôt d'un ordre social. Il faut retourner « les armes de la critique », contre la philosophie d'État et la religion.

Durant les années 1841-1847, Marx s'émancipe de ce milieu. Il s'engage dans le mouvement ouvrier naissant, vient à Paris, puis en Belgique, se lance dans le journalisme d'idées, rencontre les révolutionnaires parisiens, se lie d'amitié avec F. Engels. Sa pensée se radicalise et, en quelques années, il rompt avec ses attaches philosophiques et élabore une nouvelle vision du monde.

Les hégéliens sont athées ? Lui va plus loin, il récuse l'idéalisme en général et se proclame matérialiste. Ils croient que les idées peuvent changer le monde ? Lui pense de plus en plus que le monde change par le bas : l'économie, le travail, les conflits de classes.



Le matérialisme historique

Tout tourne alors autour de l'idée d'aliénation. Les hommes font leur histoire mais sans savoir laquelle ils font. Ils ont une « conscience fausse » d'eux-mêmes et de la société. Le rôle de la critique était, pour les jeunes hégéliens, de déchirer le voile d'illusion pour faire apparaître le monde tel qu'il est. Désormais, Marx a renversé la perspective. Pour lui, l'aliénation prend ses sources dans l'exploitation. Et la fin de l'aliénation passe d'abord par la disparition de la société qui la produit. Marx, devenu révolutionnaire professionnel, s'investit sans compter dans l'étude du monde réel. Il se plonge dans la lecture des économistes anglais (Adam Smith, Thomas Malthus et David Ricardo, à qui il emprunte la théorie de la valeur-travail), des historiens français (Augustin Thierry à qui il emprunte l'idée de lutte de classes) ; il lira plus tard Charles Darwin et sera fasciné par sa théorie de l'évolution des espèces. Sa critique du capitalisme veut mettre en évidence les contradictions internes qui le minent. Et cela passe par une critique de l'économie politique de son époque. L'objectif est donc double : critique et scientifique. Critique parce que sont dénoncées les failles d'un mode de production, scientifique car il va en exposer les lois d'évolution et les contradictions.

Le mécanisme de l'exploitation

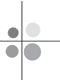
En 1848, durant la révolution, il rédige en quatre jours, avec F. Engels, le *Manifeste du Parti communiste* (1848). S'y trouvent tracées les grandes lignes de sa vision de l'histoire : la lutte des classes est le moteur de l'histoire, les modes de production se succèdent – communisme primitif, antique, féodal, capitaliste et bientôt communiste. L'histoire progresse par bonds ; les contradictions d'une époque engendrent la lutte de classes. La bourgeoisie a détrôné l'aristocratie. Bientôt le prolétariat va renverser la bourgeoisie et instaurer un nouveau monde.

La révolution de 1848 fut un échec, mais un échec provisoire. Les conditions n'étaient pas encore mûres. Marx a un peu de temps pour s'atteler à sa grande œuvre : *Le Capital* (1867). Pour lui, la clé du capitalisme, de son dynamisme et de ses crises

à répétition réside dans un dispositif caché : le mécanisme de l'exploitation. La soustraction au prolétaire d'une partie de son travail est source de profit, d'investissement mais aussi de crise. À terme, il y a conflit entre la surproduction de marchandises et l'incapacité pour les économies de les absorber. L'exploitation est, sur le plan économique, le pendant de ce qu'était « l'aliénation » hégélienne sur le plan de la conscience.

Sur le plan des attaches, il est clair que Marx avait rompu dès 1845 avec son passé de philosophe comme en témoigne le titre explicite de son dernier opus contre-philosophique : *Misère de la philosophie* (1847). Sur le fond, il conserve tout de même de Hegel deux idées clés. Celle d'une « raison » dans l'histoire, une raison en devenir qui épouse les lois cachées et implacables du capital. Et celle de la dialectique et de la lutte des contraires. Même reconverti en matérialiste, le fond hégélien est encore là.

Jean-François Dortier



Marx après le mur de Berlin

Aux frontières du marxisme, le renouveau actuel de l'anticapitalisme se présente comme un élargissement. Les marxistes classiques s'étaient surtout centrés sur la contradiction capital/travail dans la structuration de la question sociale. Ainsi le capital s'opposerait au travail à travers un rapport d'exploitation, tout en développant le travail pour alimenter son processus d'accumulation, et, ce faisant, produirait « ses propres fossoyeurs » potentiels.

Pour les altermondialistes, cette contradiction capital/travail garde une grande pertinence pour penser les inégalités sociales à l'échelle mondiale. Mais des auteurs écosocialistes comme l'économiste Jean-Marie Harribey (coprésident du conseil scientifique d'Attac) et le sociologue Michael Löwy se sont penchés sur la contradiction capital/nature permettant de formuler une question écologiste. Karl Marx, ancêtre du « développement durable » ? La nature serait elle aussi exploitée dans la dynamique d'accumulation du capital. Une contradiction capital/individualité travaillerait également le capitalisme, et encore plus le néocapitalisme, en contribuant à énoncer une question individualiste. Marx a posé les prémisses d'une telle critique individualiste du capitalisme. Le capitalisme contribuerait à nourrir l'individualisme contemporain. Stimulant d'un côté les désirs d'épanouissement personnel, il limiterait et tronquerait cependant au final l'individualité par la marchandisation.

Pour les théoriciens de « la reconnaissance », comme le philosophe allemand Axel Honneth, le néocapitalisme individualisateur accentuerait également « une multitude de nouvelles souffrances sociales, tant matérielles que psychiques ». Dans *Empire* (2000) et *Multitude* (2004), deux best-sellers altermondialistes de l'universitaire américain Michael Hardt et du philosophe italien Antonio Negri, une confrontation est recherchée entre Marx et « le nietzschéisme français » contemporain (Gilles Deleuze et Michel Foucault). Deux concepts principaux sont forgés : 1) « l'empire » constituerait la forme absolue de la domination mondialisée du capitalisme, dérivée de Marx mais sous la forme d'un système plus unifié que chez lui ; 2) « la multitude », « une multiplicité, un ensemble d'individualités », se présenterait comme le nouveau sujet émancipateur, incorporant une forte dose de pluralisme d'inspiration nietzschéenne à la différence du « prolétariat » chez Marx.

Extrait de Philippe Corcuff « Proudhon, Marx. Lune de miel altermondialiste », *Les Grands Dossiers des sciences humaines*, n° 14, mars-avril-mai 2009.

CHARLES SANDERS PEIRCE (1839-1914)
Le triangle sémiotique

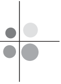


Philosophe et logicien né à Cambridge (États-Unis), fils de mathématicien et lui-même formé dans cette spécialité, Charles S. Peirce est reconnu comme étant l'un des fondateurs, avec John Dewey (1859-1952) et William James (1842-1910), du pragmatisme, une tradition philosophique influente aux États-Unis. Le pragmatisme est la théorie selon laquelle la valeur des connaissances tient à leurs effets, aussi bien intellectuels qu'expérimentaux, et non à leur conformité à des principes. Penseur prolifique et encyclopédique, Peirce suivra une carrière atypique, travaillant d'abord comme astronome et physicien, puis se retirant à quarante-huit ans pour achever son œuvre philosophique, laquelle ne sera en grande partie éditée que bien après sa mort.

Peirce est d'abord un logicien qui a apporté des contributions notoires à la logique algébrique. Mais ses intérêts sont très larges, et embrassent tous les grands problèmes de la connaissance, du langage, du réel et des rapports qui les unissent. Il formule ainsi en 1867 une théorie des « catégories » ou « modes d'êtres » qui reprend le projet des catégories de l'esprit de Kant, pour en donner une tout autre version. Il pose que toute chose est connaissable sous trois aspects : en tant que chose, en tant que représentation, et en tant que concept (qu'il appelle « fondement »). Cette présentation « triadique » fixe le cadre du développement de sa pensée, laquelle sera retenue comme fondatrice d'une science générale des signes, qu'il appelle « séméiotique », anticipant sur les vues plus strictement linguistiques de Ferdinand de Saussure.

L'icône, l'indice, le symbole

Tout d'abord Peirce met de l'ordre dans les différentes sortes de signes : l'icône (représente visuellement), l'indice (montre), le



symbole (signifie). Ensuite, il cherche à définir le travail commun qu'ils accomplissent, et le dispose en un triangle. Tout processus signifiant (langagier ou visuel) comporte trois éléments : le signe lui-même (*representamen*), l'objet singulier auquel il réfère, et un troisième terme (l'interprétant), c'est-à-dire l'angle sous lequel l'objet est saisi par le signe. Exemple : face à une empreinte laissée par un animal, le trappeur lira la trace du renard qu'il traque depuis le matin, et qui lui indique la voie à suivre. Mais un naturaliste le lira autrement : comme la preuve que l'espèce renard est présente dans la région. Quant à celui qui n'y voit qu'un dessin dans le sable, c'est pour lui l'occasion de prendre une jolie photo.

Dans la sémiotique de Peirce, l'originalité réside dans la fonction « interprétante » (qui ne figure pas chez F. de Saussure). Le modèle de Peirce rend compte du fait que le système des signes n'est pas clos, qu'il est ouvert à des interprétations toujours nouvelles, ce qui entre en harmonie avec l'esprit même du pragmatisme, lequel s'intéresse aux choses (ici, les mots) en tant que ce qu'elles font, et ne leur attribue pas d'essence.

Nicolas Journet

Une œuvre tardivement découverte

Malgré sa participation active au Club de métaphysique, creuset du pragmatisme, Charles S. Peirce n'a publié de son vivant qu'un petit nombre de textes en philosophie et en logique, plus un seul livre, *Recherches photométriques* (1878), un recueil d'articles d'astronomie, de géophysique et de mathématiques. Mais les 80 000 pages qu'il laissait derrière lui commencèrent à être redécouvertes et publiées en 1932, tâche aujourd'hui encore inachevée.

Son influence sur la pensée américaine et internationale peut être distribuée en quatre volets. En logique, où il apporta des contributions importantes à Ernest Schröder, considéré comme le fondateur de la logique mathématique pratiquée au xxe siècle, et donc creuset des *Principia mathematica* de Bertrand Russell et Alfred North Whitehead, et du « positivisme logique ». En épistémologie, son « faillibilisme » est à la source des idées de Jean Piaget et surtout de Karl Popper. En philosophie pragmatique en général – courant aujourd'hui très diversifié et ayant diffusé dans toutes les branches de la philosophie –, il a eu et continue d'avoir des admirateurs reconnus en Europe, tels Karl Otto Apel, Jürgen Habermas, et, en France, Jacques Bouveresse, Claudine Tiercelin, Christiane Chauviré, Jean-Pierre Cometti, ainsi que des sociologues comme Luc Boltanski. Aux États-Unis, le néopragmatisme de Richard Rorty s'est éloigné du logicisme de Peirce. Enfin, ce dernier est encore plus apprécié pour sa contribution séminale à une sémiologie faisant place au caractère « triangulaire » du signe : parmi ses admirateurs les plus connus, Umberto Eco (*Les Limites de l'interprétation*, 1992).

N.J.

ÉMILE DURKHEIM (1858-1917)
Le père de la sociologie française



« Il faut traiter les faits sociaux comme des choses » : il n'est pas si arbitraire, finalement, de retenir de l'œuvre d'Émile Durkheim ce précepte choc, tiré de son livre manifeste *Les Règles de la méthode sociologique* (1895). Il dit bien en effet le coup de force qu'il réalise en imposant dans le monde intellectuel l'idée que nous devons être face à la société comme le physicien observant un phénomène inconnu. Nous croyons connaître le monde social, mais nous ne savons rien du fonctionnement réel des institutions, des origines du droit et de ce qui fait tenir les individus ensemble.

L'ambition de Durkheim aura été de convaincre que les faits sociaux existent, qu'ils consistent en « manières d'agir, de penser et de sentir » qui s'imposent à l'individu, et qui ne sont réductibles ni à des faits de nature ni à une collection de faits individuels. Ces faits relèvent d'une discipline nouvelle, la sociologie qui doit enquêter, et non se limiter à spéculer, et chercher à expliquer les faits sociaux par d'autres faits sociaux. Ses meilleurs outils sont la statistique et le comparatisme. Armé de ces intentions, Durkheim n'hésite pas à se faire remarquer en choisissant des sujets à l'occasion provocants. En 1897, il publie *Le Suicide* : cet acte que tout le monde croit personnel, Durkheim montre qu'il varie en fonction de l'intégration de l'individu dans la vie sociale, de la religion, des saisons…

S'appuyer sur les sciences pour réformer la société

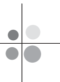
D'ailleurs, si Durkheim prétend fonder la sociologie, ce n'est pas (seulement) par amour de la science : « Nous estimerions que nos recherches ne méritent pas une heure de peine si elles ne devaient avoir qu'un intérêt spéculatif, écrit-il. Si nous sépa-

rons avec soin les problèmes théoriques des problèmes pratiques, ce n'est pas pour négliger ces derniers : c'est, au contraire, pour mieux les résoudre. » Et les problèmes ne manquent pas : défaite de 1870, avènement de la société industrielle, croissance des villes et des classes pauvres.

En bon positiviste, Durkheim compte s'appuyer sur la science pour réformer la société. Il diagnostique le passage de la solidarité mécanique (fondée, comme dans les sociétés traditionnelles, sur la similitude et la proximité des individus) en solidarité organique (fondée sur la complémentarité des individus résultant de la division du travail engendrée par l'industrialisation)… D'où de nombreux écrits sur la morale, l'individu, l'éducation, où le sociologue cherche une manière de renouveler ce que l'on appellerait aujourd'hui le « lien social », afin d'éviter les situations d'anomie, c'est-à-dire celles où les aspirations individuelles ne sont plus régulées par les normes sociales. L'une des forces de Durkheim par rapport à ses concurrents (Gabriel Tarde, René Worms) est d'avoir perçu que la recherche est un travail collectif. Il va donc enrôler dans son entreprise scientifique et politique une brillante équipe de chercheurs qui vont prolonger, parfois infléchir, son projet : son neveu Marcel Mauss, Henri Hubert, Paul Fauconnet, Célestin Bouglé, François Simiand, Maurice Halbwachs, Marcel Granet… Tous ces collaborateurs vont graviter autour de *L'Année Sociologique*, l'organe dont se dote « l'école durkheimienne » qui, dès 1898, outre la publication de « mémoires » originaux, va servir à discuter des travaux effectués dans d'autres disciplines et de leur intérêt du point de vue d'une sociologie encore balbutiante.

La sociologie pour revigorer les sciences sociales

De ce mouvement sortiront des œuvres majeures, sans cesse rééditées. Le meilleur exemple est sans doute *Essai sur le don* de M. Mauss (1923-1924) : un gros article décrivant le don comme une obligation sociale à partir d'exemples cérémoniels polynésiens et américains. L'étude de ce « fait social total », condensant toutes les dimensions de la vie sociale (économie, religion, politique, droit…) incite à penser que le modèle de la transac-



tion marchande si important dans les sociétés occidentales n'est qu'une façon parmi d'autres d'envisager les échanges. Une analyse proche des critiques que F. Simiand adresse précocement à la science économique, plus occupée à juger qu'à décrire et expliquer ce qui existe. F. Simiand travaillera à une sociologie économique enracinée dans l'histoire, qu'il appliquera à l'analyse des cycles économiques, à la consommation ou encore à la monnaie. Ses travaux influenceront Maurice Halbwachs, auteur d'une œuvre très riche, mais surtout connu pour ses travaux sur la mémoire collective. M. Halbwachs montrera en effet comment la société fournit les cadres dans lesquels opère la mémoire individuelle (mariage, anniversaires…). Il étudie également la manière dont la mémoire religieuse (l'itinéraire de Jésus en Palestine) est sans cesse remaniée en fonction des intérêts du moment.

Si certains aspects de l'œuvre de cette « école française de sociologie » ont incontestablement vieilli, l'aventure vaut toujours d'être revisitée. Par la confiance qu'elle a manifestée dans la raison scientifique, l'ouverture dont elle a fait preuve en pensant ensemble sociétés modernes et traditionnelles, par la démarche pluridisciplinaire et la variété des sujets abordés, elle peut revigorer les sciences sociales lorsqu'elles sont prises de doute sur leur légitimité : il n'est rien qui ne soit à leur portée[1].

Xavier Molénat

1- Voir à ce sujet, S. Juan, *L'École française de socioanthropologie*, éd. Sciences Humaines, 2015.

L'héritage de Durkheim

Une méthode sociologique

Soucieux d'énoncer les règles d'une science à part entière, Émile Durkheim invite à « traiter les faits sociaux comme des choses ». Il conviendra donc aux sociologues d'écarter toutes les prénotions, les préjugés qu'ils ont à l'égard des faits à examiner, de les objectiver. Puis Durkheim les invite à n'expliquer les faits sociaux que par d'autres faits sociaux, sans avoir recours à d'autres types de causes ou de raisons (physiologiques, psychologiques ou métaphysiques). Reprises dans *Le Métier de sociologue* (1968) de Pierre Bourdieu, Jean-Claude Passeron et Jean-Claude Chamboredon, ces règles élémentaires sont toujours enseignées aux étudiants.

Le paradigme holiste

Selon Durkheim les faits sociaux résultent de la fusion des consciences individuelles, une fusion qui produit quelque chose de nouveau, d'irréductible à ses éléments. En ce sens, Durkheim a conçu un paradigme holiste selon lequel le tout est supérieur à la somme de ses parties, et les comportements individuels sont socialement déterminés.

Cette thèse fondamentale pour le développement d'une discipline sociologique autonome fera que son influence sera très grande : tous les courants émergeant au XXe siècle compteront avec Durkheim, ne serait-ce que pour le contredire. Le fonctionnaliste Alfred Radcliffe-Brown puise dans ses ouvrages lors de ses études sur le tabou et les systèmes de parenté. Le structuraliste Claude Lévi-Strauss, pourtant grand critique de son œuvre, sera un fervent lecteur de *La Prohibition de l'inceste et ses origines* (1897) et des *Formes élémentaires de la vie religieuse* (1912). Erving Goffman, fondateur de l'interactionnisme symbolique, pensait comme Durkheim les relations entre individus sur le mode du sacré et du rituel. Même les partisans de l'individualisme méthodologique, comme Raymond Boudon, considèrent son apport fondamental tout en rompant avec le holisme (« Durkheim fut-il durkheimien ? », *La Sociologie durkheimienne : tradition et actualité*, 2004).

Julia Bihl

SIGMUND FREUD (1856-1939)
La psychanalyse : origine, théorie, pratique



Né en 1856 à Freiberg, en Moravie, Sigmund Freud a trois ans lorsque sa famille s'installe à Vienne. Malgré la pauvreté de ses parents, cet élève brillant poursuit des études supérieures. Son amitié avec Wilhelm Fliess, sa collaboration avec Joseph Breuer, l'influence de Jean Martin Charcot vont le conduire dans les années 1890 à repenser les processus et les instances psychiques, et en premier lieu les concepts d'inconscient, de rêve et de névrose, puis à développer une thérapie, la cure analytique « par la parole ». Les années suivantes seront celles des grandes intuitions anthropologiques : sexualité infantile et complexe d'Œdipe. Des concepts, comme ceux de refoulement, de censure, de moi et d'idéal du moi, de narcissisme, ou davantage métapsychologiques comme les pulsions, la première topique (inconscient, conscient), l'angoisse de castration, l'amènent à développer, remanier et complexifier sa théorie, jusqu'à la seconde topique (le ça, le moi et le surmoi).

Les sources de la psychanalyse

L'invention de la psychanalyse s'est déroulée durant les années cruciales qui vont de 1896 à 1900. Dans l'élaboration de la psychanalyse, trois sources principales ont été mises en lumière.

• **L'autoanalyse.** C'est de l'introspection, revendiquée explicitement par lui, que Freud tire d'abord ses principales intuitions. Il entreprend, à partir de 1895, l'analyse de tous ses rêves, notamment celui qui suit la mort de son père, en octobre 1896. En août 1897, il écrit ainsi à son ami W. Fliess : « Mon principal malade, celui qui m'occupe le plus, c'est moi-même. » C'est également au cours de son auto-analyse que Freud émet l'hypothèse du complexe d'Œdipe : « J'ai trouvé en moi des sentiments

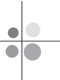
d'amour envers ma mère et la jalousie envers le père, et je pense maintenant qu'ils sont un fait universel de la petite enfance. Si c'est ainsi, on comprend alors la puissance du roi Œdipe. »

• **Les observations de patients** sont la deuxième source de la pensée freudienne. Freud les fait parler, tout comme le faisait Joseph Breuer, mais sans utiliser l'hypnose : il se contente du divan. À partir de tableaux cliniques très variés (des maux de tête aux hallucinations olfactives en passant par les jambes douloureuses), Freud remonte à une origine unique : l'hystérie comme expression symptomatique de pulsions sexuelles refoulées. Les souvenirs sexuels des patients ne sont pas souvent spontanés. Mais Freud considère qu'il s'agit là de « résistances » à la cure, le refoulement dans l'inconscient étant un mécanisme fondamental de la névrose.

• **Les influences théoriques.** L'élaboration de la psychanalyse s'alimente également des idées qui circulent à l'époque sur le psychisme avec les notions d'inconscient, de névrose sexuelle, de moi divisé. Au tournant des XIXe et XXe siècles, l'idée d'inconscient n'est pas aussi originale qu'il y paraît. Avec des sens différents, le mot a fait son apparition chez les philosophes allemands comme Carl Gustav Carus (1788-1860) ou Eduard von Hartmann (1842-1906), qui a publié en 1868 une *Philosophie de l'inconscient*. Des psychologues comme Pierre Janet (1859-1947) utilisent la notion de « subconscient ». Theodor Lipps (1851-1914), professeur de psychologie à Munich, est le véritable introducteur de la notion d'inconscient en psychologie. Freud associe l'idée d'inconscient avec celle de névrose sexuelle : il construit pour cela un modèle énergétique du psychisme, celui d'une pulsion (*Trieb*) unique fondamentale, la libido, d'origine sexuelle, inspirée comme il le reconnaît lui-même des travaux de Gustav Fechner. En 1920, après la guerre, il complexifiera sa théorie des pulsions en identifiant une « pulsion de mort ».

Comme tout découvreur scientifique, Freud construit donc un édifice à la fois thérapeutique et théorique avec des idées de son temps, et les travaille à sa manière. Il n'y a là rien d'anormal. Tout processus de découverte naît d'une reconfiguration à partir de matériaux existants.

Jean-François Dortier



L'estuaire de la psychanalyse

Après la mort de Sigmund Freud, en 1939, la psychanalyse est devenue un courant international protéiforme.

Au procédé d'investigation freudien, Melanie Klein a ajouté le dessin d'enfant comme expression de l'inconscient. De plus en plus, les actes des patients dans le cabinet sont eux aussi devenus des objets d'interprétation. Les œuvres d'art ont fait l'objet d'études plongeant dans l'inconscient de leur auteur. Jacques Lacan s'appuiera sur la linguistique pour placer les concepts freudiens dans un autre cadre (le réel, le symbolique, l'imaginaire).

Une tension importante est apparue dans le développement du mouvement psychanalytique à partir des années 1950, entre ceux pour qui le moyen privilégié de l'inconscient, c'est l'association libre, et ceux pour qui c'est le transfert et le contre-transfert, autrement dit la réponse du psychanalyste aux projections du patient. Cette seconde tendance trouve son aboutissement dans le courant intersubjectiviste, très fort aux États-Unis. On y retrouve aussi l'*ego psychology* et des courants autonomes (adlerien, reichien, jungien…), issus de schismes successifs.

Des psychanalyses

Aujourd'hui, certains analystes (André Green) estiment que l'on ne peut plus parler de « la » psychanalyse, car elle ne représente plus une théorie unifiée. Désormais, c'est la question de sa transformation qui est posée face aux développements de la psychologie expérimentale. La psychanalyse a dû faire face à différentes attaques. Des travaux d'historiens, dont ceux de Mikkel Borch-Jacobsen, ont mis en cause l'honnêteté scientifique des écrits de Freud. L'échec de Bruno Bettelheim face à l'autisme a contribué à taxer la psychanalyse d'irresponsabilité. Elle ne figure plus dans le DSM depuis 1980. La pratique analytique a donc reculé depuis les années 1960 devant l'avancée des thérapies cognitivo-comportementales. Elle souffre en effet de deux handicaps : il est difficile de mesurer les résultats de la cure, et elle ne vise pas à la suppression des symptômes, mais à une transformation générale de la personnalité, but difficile à atteindre. Néanmoins, depuis les années 1990, certains analystes (Bernard Golse, Gérard Pommier) soutiennent l'existence de passerelles entre psychanalyse et neurosciences *via* la « neuropsychanalyse ».

Un outil d'interprétation et de réflexion

Parallèlement à son destin clinique, la théorie freudienne a été un outil d'interprétation et de réflexion qui a connu un immense succès au cours du XXe siècle. Sociologues et ethnologues se sont intéressés au complexe d'Œdipe dès les années 1930 (Bronislaw Malinowski, Margaret Mead),

parfois pour le contester. Les prolongements du freudisme ont bouleversé le traitement de l'enfant (Françoise Dolto), ainsi que la morale sexuelle (Alfred Kinsey). L'appel à Freud dans la critique politique, notamment à l'école de Francfort (Theodor Adorno, Herbert Marcuse), a habillé la psychanalyse en philosophie antibourgeoise, voire libertaire (Wilhelm Reich). Le poststructuralisme (Gilles Deleuze), épaulé par l'antipsychiatrie (Félix Guattari, Ronald Laing), a quant à lui rejeté en bloc l'orthodoxie freudienne, après l'avoir fréquentée. L'analyse des œuvres culturelles, littérature ou art, reste un champ ouvert aux concepts freudiens, quoique confiné de nos jours.

Nicolas Journet

MAX WEBER (1864-1920)
Une méthode compréhensive



Publié en 1922, *Économie et Société* est le livre majeur du sociologue allemand Max Weber. Dans l'œuvre de ce dernier, il occupe pourtant une place singulière. Paru deux ans après la mort de son auteur, *Économie et Société* est d'abord le produit d'une commande passée en 1908, composé après la disparition de Weber par sa femme Marianne et par son éditeur Johannes Winckelmann. Outre les parties déjà rédigées, il intègre des articles d'origines variées qui ont été ajoutés au gré des éditions allemandes et de leurs multiples traductions.

L'étude des « actions sociales »

Le premier chapitre d'*Économie et Société* est consacré aux concepts fondamentaux de la sociologie (l'action et les relations sociales, l'ordre légitime, la lutte, la communalisation et la sociation, le groupement, la domination…). Weber y définit la sociologie comme une science empirique « qui se propose de comprendre par interprétation l'action sociale et ce faisant d'expliquer causalement son déroulement et ses effets ». Il signifie de la sorte que la tâche du sociologue consiste à saisir le sens qui motive ces actions spécifiques à l'occasion desquelles les individus prennent en considération le comportement d'autrui. Le sociologue doit aussi expliquer la séquence des faits dans laquelle prennent place ces actions. Weber fait ainsi sienne l'idée en vertu de laquelle, à la différence de celui de la nature, le monde des hommes est façonné par des valeurs, des intérêts, qui gouvernent les actions des uns et des autres. Alors que les sciences naturelles ont affaire à des objets qui s'imposent à la conscience comme des données extérieures, les sciences de l'esprit travaillent sur l'expérience vécue des individus. Produites par et pour des êtres

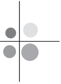
de conscience, les actions sociales sont des activités chargées de sens, donc compréhensibles par d'autres hommes.

La sociologie compréhensive : ideaux-types et formes de domination

Voilà pourquoi expliquer (*Erklären*) ne va pas sans comprendre (*Verstehen*). Pour Weber, la compréhension peut être soit rationnelle, soit empathique. La manière dont Weber aborde le droit offre une bonne illustration de l'originalité de la démarche compréhensive. Le sociologue doit comprendre comment, en orientant l'action des individus, ces dernières contribuent à la production de régularités sociales.

Le type idéal – tableau de pensée qui, pour les besoins de la recherche, accentue délibérément certains traits de la réalité – est un moyen efficace pour appréhender les actions sociales. Afin de rendre raison, par exemple, d'une panique à la Bourse, Weber suggère d'établir comment l'activité se serait déroulée si tous les individus s'étaient comportés de façon rationnelle. Les « éléments irrationnels » peuvent alors être analysés comme autant de perturbations significatives. Recourir à une telle méthode « rationaliste » n'implique pas qu'il faille croire « en la prédominance effective du rationnel dans la vie humaine ».

Weber distingue quatre idéaux-types d'actions sociales. Le premier se rapporte au comportement strictement traditionnel. Cette « manière morne de réagir à des excitations habituelles » est l'expression de l'attachement aux coutumes et régit de fait la « masse de toutes les activités quotidiennes familières ». Vient ensuite le comportement strictement gouverné par les affects (*affektuel*) que Weber définit comme « une réaction sans frein à une excitation insolite ». Suit l'action purement rationnelle en valeur : se comporte de la sorte celui qui agit au nom de convictions éthiques, esthétiques, religieuses… sans se soucier des conséquences prévisibles de ses actes. L'action purement rationnelle en finalité est, en dernier lieu, le fait de ceux (chefs d'entreprise, savants, militaires…) qui orientent leurs activités en ajustant de façon optimale les moyens dont ils disposent aux fins désirées et en tenant compte des conséquences possibles de leurs actions.



Weber recourt encore à la méthode idéal-typique pour comprendre pourquoi les individus acceptent d'obéir et de respecter des règles. Cela peut être, explique Weber, au nom de la tradition, du charisme, ou enfin d'une croyance rationnelle fondée soit sur des valeurs, soit sur la légalité d'un cosmos de règles abstraites.

À ces trois cas de figure, Weber associe à chaque fois une forme typique de domination et de légitimité: traditionnelle, charismatique et légale-rationnelle. La bureaucratie (d'État, d'Église, de parti, d'entreprise…) relève par exemple du dernier de ces registres. Elle est la « forme de pratique de la domination la plus rationnelle du point de vue formel ». Recrutés pour leurs compétences, les individus qui œuvrent dans un tel univers organisationnel n'obéissent pas à leur supérieur en tant que personnes, mais aux ordres impersonnels que ce dernier peut leur transmettre.

La rationalisation selon Weber

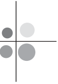
Le terme de rationalisation revêt de multiples sens chez Weber. Il signifie notamment que, au risque de dépersonnaliser les rapports qu'ils entretiennent les uns avec les autres, les hommes n'ont de cesse de vouloir rendre leurs actions plus cohérentes et plus rationnelles. Cela apparaît à l'évidence dans le champ économique. Weber brosse l'idéal-type de l'économie de marché: pour atteindre une situation d'optimum, les échanges et les calculs doivent être réalisés à l'aide de la monnaie, outil de compte le plus rationnel pour orienter l'action économique. Le marché, ensuite, doit être libre. En l'absence de concurrence, en effet, des dépenses inutiles sont effectuées et le calcul monétaire ne peut plus prétendre à son plus haut degré de rationalité. Weber ajoute que, pour être entière, la rationalité économique suppose aussi l'adoption de principes comptables, un libre recrutement de la main-d'œuvre, une « discipline d'entreprise », l'existence de rapports hiérarchiques, une adhésion au taylorisme…, autant de conditions sans lesquelles il n'est pas permis aux employeurs d'optimiser la rentabilité de leur activité. Il s'agit bien là d'une épure idéal-typique qui permet de comprendre la singularité

de l'économie moderne, non d'en dresser l'apologie. Comme Weber l'indique, l'efficacité formelle n'élimine pas la lutte et la domination. Libérées dans les arènes où salariés et employeurs se tiennent en présence, les forces du marché conduisent souvent en pratique « à une intensification qualitative et quantitative de la coercition ».

La rationalisation bouscule de multiples autres espaces d'actions encore, dont l'évolution n'est pas sans rapport avec celle de l'économie. Dans le cas de la religion, Weber ne s'intéresse d'ailleurs pas tant au contenu des croyances qu'aux attitudes face au monde que suscitent ces dernières. Les doctrines religieuses offrent aux croyants toute une gamme de compensations afin de justifier les situations du monde d'ici-bas : engagement en faveur d'une transformation ultérieure de la société, promesses de renaissance ou assurance, enfin, d'une rédemption dans l'au-delà. En explorant les conditions d'émergence, de diffusion et les implications de ces différentes figures du religieux, Weber met en évidence leurs implications sur les comportements économiques. C'est la thèse qu'il a développée quelques années plus tôt dans *L'Éthique protestante et l'Esprit du capitalisme* (1904-1905). Dans la mesure où la Réforme a promu des valeurs qui incitaient le puritain à vivre son travail comme une vocation (*Beruf*), à adopter un comportement ascétique, le protestantisme a été un facteur favorable au développement du capitalisme moderne.

Le droit participe d'un même mouvement. Considéré comme rationnel parce qu'il énonce des règles que l'on déduit logiquement à partir de principes, le droit moderne assure un cadre stable dont bénéficie l'action économique des entrepreneurs. Autrement dit, le capitalisme a pu se développer grâce à un droit sur lequel il est possible de compter comme sur une machine. L'État occidental, que Weber définit comme un groupe de domination qui revendique le monopole de la violence légitime, a été l'un des vecteurs permissifs de ce mouvement de rationalisation juridique.

Michel Lallement



Une référence incontournable… et contestée

À en juger par l'utilisation fort banale aujourd'hui de la notion d'idéal-type ou encore par la multiplicité des travaux qui revendiquent le parrainage de Max Weber, nul doute que la trace d'*Économie et Société* (1922) demeure profonde dans le paysage des sciences sociales contemporaines. Weber a pu être présenté comme l'une des références incontournables du paradigme de l'individualisme méthodologique, inspirer une notion aussi centrale que celle de champ dans la sociologie de Pierre Bourdieu, faire l'objet de réinterprétations au profit d'une sociologie phénoménologique, etc. *Économie et Société* rayonne également par-delà les spécialisations thématiques et continue d'influencer de multiples recherches en sociologie historique, juridique, économique, politique, urbaine, du travail et des organisations, etc.

S'il demeure une référence de premier ordre, Weber n'en prête pas moins le flanc à la critique. Catherine Colliot-Thélène remarque par exemple que les idéaux-types de domination décrits dans *Économie et Société* ont tendance à faire la part belle aux sociétés occidentales. La notion de domination traditionnelle emporte effectivement avec elle des réalités très hétérogènes et sert avant tout à marquer la rupture entre un passé divers aux origines incertaines et une modernité homogène et mieux circonscrite dans le temps comme dans l'espace. L'anthropologue anglais Jack Goody estime aussi qu'il convient d'être plus attentif que le fut Weber aux mouvements pendulaires entre Orient et Occident. Nombre d'inventions importantes en science, en économie ou en art sont en fait le produit d'institutions orientales. Par exemple, la « comptabilité rationnelle », symbole de la modernisation pour Weber, a vu le jour en Inde et en Chine bien avant de s'imposer en Europe.

M.L.

WILLIAM JAMES (1842-1910)
La psychologie en Amérique

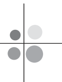


William James est en proie à une sévère dépression lorsque, tout à coup, en avril 1870 – il a alors vingt-huit ans –, une illumination éclaircit sa sombre existence. En lisant les *Essais de critique générale* (1851-1864) de Charles Renouvier, philosophe français fort connu à l'époque, il découvre une théorie du libre arbitre qui l'aide à sortir de sa torpeur.

Voilà plus de dix ans déjà que le jeune homme erre à la recherche d'une vocation. Il a d'abord choisi la peinture avant de s'orienter vers les sciences : chimie puis médecine. À vingt-six ans, encore incertain de son avenir, ses angoisses personnelles se mêlent à d'insolubles problèmes philosophiques. Finalement, la lecture de C. Renouvier le libère. Il ne sert à rien de ruminer sur sa nature propre, sur la façon dont servir le mieux l'humanité. Il se révèle tout aussi inutile de chercher « sa voie » comme si elle était écrite quelque part. L'avenir ne se trouve pas dans la recherche d'une quelconque destinée préalable, mais dans une libre décision, un choix libre et volontaire : une prise de possession de sa propre vie, qui résulte d'une sorte d'acte d'autofondation. Dans son *Journal*, à la date du 30 avril 1870, il note : « Mon premier acte de libre arbitre sera de croire dans le libre arbitre. »

Au-delà de la démarche expérimentale

C'est aussi une façon de sortir d'un dilemme qui le hante. Il a assisté en Allemagne à la naissance de la psychologie, fortement ancrée dans la physiologie. Cette vision de l'homme réduit à un organisme l'attire et l'inquiète à la fois. Comment la concilier avec la liberté, la conscience, le sens moral ? Si l'homme est déterminé par d'implacables lois biologiques, alors la morale



n'est qu'une illusion. Inversement, si l'on est capable de volonté, de choix, alors le déterminisme est faux. Et la science qui s'en réclame avec. Voilà son défi : construire une science du psychisme qui se démarque autant du déterminisme que de l'illusion d'une âme libre et immatérielle.

James est souvent présenté comme le fondateur de la psychologie en Amérique. « La première conférence de psychologie à laquelle j'ai assisté, c'est moi qui l'ai donnée. » Ce témoignage résume bien la situation de la psychologie américaine à l'époque où il commence sa carrière. Nous sommes en 1872. À trente ans, il donne ses premiers cours de psychologie à Harvard, dans le cadre d'un enseignement de physiologie. Trois ans plus tard, il crée le premier laboratoire dans le sous-sol de l'université de Cambridge.

Durant les vingt années qui suivent, James va poursuivre ses travaux de psychologie. C'est à cette époque qu'il établit la distinction entre mémoire à court terme et mémoire à long terme. Il propose également sa fameuse théorie des émotions, selon laquelle ce sont les états du corps (tremblement, sueur) qui déclenchent les émotions (la peur), et non l'inverse. « C'est sourire qui rend heureux ! », écrit-il. En 1890, il publie les *Principes de psychologie*, manuel qui restera longtemps une référence (et dans lequel on trouve des chapitres sur l'imagination, la volonté, la conscience, le moi). Il suffit de consulter le sommaire pour constater que la psychologie d'alors dépasse largement le cadre du laboratoire. James évoque des expériences personnelles, des observations communes, l'introspection, les spéculations philosophiques. Quand il évoque le « flux de conscience », l'ensemble des images furtives qui défilent dans notre tête, il sait que la démarche expérimentale ne peut pas suffire à l'appréhender.

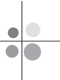
La fondation de la psychologie des religions

Ses préoccupations le portent ensuite à étudier les expériences religieuses. *Les Formes multiples de l'expérience religieuse* (1902) fonde ainsi la psychologie des religions. James y défend l'idée que la croyance religieuse ne repose pas sur la doctrine mais sur différentes expériences personnelles : le bigot, le mys-

tique, le converti… ne vivent pas la foi de la même façon. Pour certains, la ferveur religieuse apporte un réconfort moral. Pour d'autres, elle donne sens à leur vie. D'autres encore y trouvent, à travers la vie des saints, des modèles de conduite. Pour d'autres enfin, la religion constitue une thérapie et une source de bien-être. Les croyances religieuses ne sont pas vraies ou fausses : elles ont des effets.

Dans *La Volonté de croire* (1897), James reprend sa théorie de la volonté. L'être humain est certes un animal mû par des instincts et pulsions, mais il possède aussi cette capacité d'affirmation de soi en s'accrochant aux idéaux qu'il a lui-même créés. La religion fait partie de ces idées qui prennent consistance par une sorte de prophétie autoréalisatrice. Sur la fin de sa vie, James s'engage dans l'étude d'un sujet qui le fascine, comme bien d'autres auteurs à l'époque : le spiritisme et les phénomènes paranormaux. Un épisode important de la psychologie, sur laquelle les historiens sont restés longtemps silencieux…

Jean-François Dortier



Le pragmatisme selon William James

De 1871 à 1876, à une époque où « les philosophes en Amérique sont aussi rares que les serpents en Norvège », se réunissait régulièrement à Cambridge (Massachusetts), tout près de l'université de Harvard, un petit club d'intellectuels pour y discuter de philosophie, de morale, de politique et de diverses questions scientifiques. Au sein de ce petit groupe, deux personnages tenaient une place éminente. Charles S. Peirce (1839-1914), logicien et physicien travaillant à l'Institut géodésique, sera l'un des fondateurs de la sémiotique. William James était l'autre figure marquante du groupe. Il a popularisé les idées de la petite secte philosophique à l'origine du courant intellectuel le plus spécifiquement américain : le pragmatisme. À travers conférences, brochures, livres, diffusés tant aux États-Unis qu'en Europe, James a réussi à vulgariser une pensée, au départ assez disparate et encore en gestation.

Dans *Le Pragmatisme* (1907), petite brochure qui connaîtra un grand succès, James offre du pragmatisme une présentation simplifiée et radicale. Influencé par Charles Darwin et la théorie de l'évolution, James propose une vision adaptative et utilitaire de la pensée humaine. Qu'il s'agisse de sciences, de croyances populaires, de conceptions morales ou religieuses, il n'existe pas de « vérité » ultime. Les idées ne sont que des supports pour penser et agir. C'est à l'aune de leur efficacité que l'on doit mesurer leur valeur. James rejette donc les faiseurs de systèmes qui prétendent fonder une philosophie, une morale ou un ordre politique parfait à partir de quelques principes premiers et universels.

L'une des conséquences de la doctrine de James – que l'on a qualifiée « d'empirisme radical » – est le pluralisme. S'il n'admet pas que l'on puisse atteindre une vérité absolue, il n'existe pas non plus d'erreurs définitives : il faut accepter qu'existent des vérités partielles, dont la portée ou l'utilité sont relatives, acceptables ou non selon le contexte. Sous cette forme première, le pragmatisme connaîtra, au XXe siècle, un certain désaveu : le logicien positiviste Bertrand Russell le qualifiera de « philosophie de commerçant », soit une doctrine de *businessman* confondant vérité et intérêt. Mais, dépouillé de son empirisme, il renaîtra sous la plume de Richard Rorty (1931-2007) qui, en 1995, écrira que « toute vérité est une erreur en sursis » : son pragmatisme est essentiellement politique et moral.

J.-F. D.

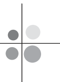
FERDINAND DE SAUSSURE (1857-1913)
Le tournant de la linguistique moderne



En linguistique, il y a un avant et un après Ferdinand de Saussure. Au XIXe siècle, l'étude des langues est dominée par une approche historique et comparative. Étudier une langue, c'est rechercher son origine, son histoire, son évolution en la comparant avec d'autres pour en trouver les filiations communes. C'est ainsi que les linguistes du XIXe siècle ont reconstruit la généalogie des langues indo-européennes. Saussure s'intéresse, lui, au fondement même du système qui permet, en un moment donné, à une langue d'exister et d'assurer la communication entre ses locuteurs.

Cette nouvelle vision du langage a commencé à prendre corps à Leipzig, à la fin des années 1870. C'est là que règne le courant des néogrammairiens, qui soutient l'existence de lois du langage. C'est auprès d'eux que Saussure commence par étudier. À vingt-deux ans, il publie un mémoire sur le système des voyelles dans les langues indo-européennes. Son approche est radicalement nouvelle. Les voyelles d'une langue entretiennent entre elles des relations fonctionnelles ; elles forment un système de différences pertinentes.

Ce mémoire contient déjà les principales intuitions saussuriennes. Sa thèse en poche, il est nommé professeur de linguistique à Paris. Il y restera de 1881 à 1891. Très influencé par les idées du sociologue Émile Durkheim, qui est en train de concevoir sa théorie de la société comme un « tout » qui dépasse les individus, Saussure pense qu'il en va de même pour la langue : « C'est un système organisé et doué d'une fonction sociale. » Il élabore alors les grands axes de sa linguistique, dont l'objectif ultime est de construire une théorie générale du langage.



Un système de signes

Tout langage, selon Saussure, est un système de signes. Un signe est composé de deux facettes : le signifiant et le signifié. Le signifiant correspond à « l'image acoustique », c'est-à-dire au son produit. Le signifié renvoie au concept, au contenu sémantique attribué au signe. Les relations entre signifiant et signifié sont arbitraires, c'est-à-dire conventionnelles, sauf exceptions (onomatopées par ex.). Une langue, selon Saussure, forme un système clos, qui a une histoire certes, mais qui doit pouvoir fonctionner à tout moment de son existence : on l'étudiera donc de manière synchronique. D'autre part, la langue n'est pas la parole, c'est-à-dire l'usage que font les gens de la langue pour se faire comprendre. Cette approche (qualifiée par la suite de structurale, bien que Saussure ne parle que de système) conçoit la langue comme un système d'éléments interdépendants. Les unités (sons, mots) de la langue prennent sens les unes par rapport aux autres selon des règles d'opposition distinctive.

En 1891, Saussure revient à Genève, où il enseigne le sanskrit, la grammaire comparée et la linguistique générale. Lorsqu'il meurt en 1913, il n'a rien publié de sa théorie linguistique. Trois ans plus tard, deux de ses disciples vont éditer son *Cours de linguistique générale* (1916) à partir de notes manuscrites d'élèves. Toute la linguistique du XXe siècle en sera l'héritière.

Jean-François Dortier

Après Saussure, la structure

Considérée à juste titre comme fondatrice d'une science rigoureuse des « systèmes linguistiques », l'œuvre de Ferdinand de Saussure a été développée en France par des linguistes : Antoine Meillet, suivi d'Émile Benveniste, André Martinet, Lucien Tesnière, Gustave Guillaume, Antoine Culioli et d'autres. Centrés au départ sur la grammaire et la phonologie des langues indo-européennes, leurs travaux, tout en s'accordant aux principes saussuriens, ont pris des orientations différentes : l'approche fonctionnelle (A. Martinet), l'énonciation (É. Benveniste). Parallèlement, le développement de la phonologie structurale est l'œuvre des membres du cercle de Prague (1926-1938) : Roman Jakobson, Nicolaï Troubetskoï, Serge Karcevski, dont le formalisme rigoureux fera beaucoup pour le rayonnement du structuralisme en général (dont ils forgent le nom).

Le moment structural

En effet, conformément au projet de sémiologie générale de Saussure, sa théorie du langage développée par Louis Hjelmslev, débordera largement, au XX[e] siècle, les départements de linguistique pour devenir une clé de lecture de l'ensemble des productions culturelles humaines : les systèmes de parenté (Claude Lévi-Strauss), les mythes (*idem*), l'histoire des religions (Georges Dumézil, Jean-Pierre Vernant), les textes populaires et littéraires (Tzvetan Todorov, Algirdas Greimas), la mode (Roland Barthes), l'histoire des idées philosophiques (Louis Althusser), la psychanalyse (Jacques Lacan), les normes sociales (Michel Foucault), la géographie (Roger Brunet).

Ce moment de la pensée connaît son apogée à la fin des années 1960. Il se heurte néanmoins à la diversité de ses objets et à un usage très variable de la notion de structure. Le structuralisme ne doit en effet pas tout à Saussure : il existe des versions différentes de la notion de structure en sociologie (Émile Durkheim), en psychologie (la *Gestalt* de Wolfgang Köhler), en mathématiques (Nicolas Bourbaki). Les héritiers les plus directs du programme de Saussure se trouvent aujourd'hui parmi les sémiologues de l'image et du signe visuel (Groupe « mu » en général, Christian Metz pour le cinéma, Jean-Marie Floch pour la publicité).

J.-F. D.

JOHN B. WATSON (1878-1958)
Une science du comportement



Les motifs et ambitions du behaviorisme ont été énoncés par le psychologue américain John B. Watson, considéré comme son fondateur. Dans un article de 1913, il écrit : « La psychologie (…) est une branche purement objective et expérimentale des sciences naturelles. Son but théorique est la prédiction et le contrôle du comportement. »

La première affirmation résume sa méthode. À l'époque de Watson, une discipline est scientifique à la condition de produire des connaissances basées sur la mise en relation de faits directement observables et publics. Or, à la même époque, bien des psychologues privilégient l'étude de la conscience au moyen de l'introspection qui, par définition, ne produit que des faits privés. Pour faire entrer sa spécialité dans le cercle des sciences positives, Watson assigne à la psychologie un nouvel objet d'étude objectivement observable : le comportement (*behavior*), c'est-à-dire les relations entre des *stimuli* (S) et des réponses (R). Le terme *stimulus* désigne tout objet ou événement observable qui déclenche des manifestations réactionnelles observables de l'organisme, ou réponses.

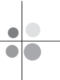
Prenons l'exemple d'une émotion comme la peur. Supposons un enfant âgé de quelques mois qui réagit à la présence d'un rat blanc en criant. Cette réaction observable est la réponse de l'organisme à un *stimulus* : la présence du rat blanc. Watson considère que pour étudier la peur, le psychologue n'a pas besoin d'essayer de recueillir les sentiments de l'enfant. Il lui suffit d'observer les *stimuli* qui causent des réponses traduisant la peur, soit établir les relations S-R. Le behaviorisme de Watson le conduit à transformer l'objet de la psychologie en abandonnant l'étude de la conscience au profit du seul comportement.

L'apprentissage est un conditionnement

Pour Watson, l'étude des comportements obéit à un objectif pratique. La psychologie doit pouvoir non seulement prévoir les comportements mais aussi les modifier et en créer de nouveaux si c'est utile. Pour cela, il lui revient de maîtriser les mécanismes de l'apprentissage, dont Watson emprunte des éléments de théorie au physiologiste russe Ivan Pavlov (1849-1936). Dans les années 1900, I. Pavlov a expérimenté sur des animaux la procédure d'acquisition du « réflexe conditionnel » (et non « conditionné »). L'exemple le plus célèbre est le conditionnement d'un chien à un signal sonore. Initialement, I. Pavlov a observé que les chiens salivent de façon réflexe dès qu'ils sont en présence de nourriture. L'apprentissage consiste à déclencher de façon répétée un signal sonore suivi de la présentation de la nourriture. En fin d'apprentissage, I. Pavlov obtient que la réaction salivaire se produise chez le chien dès le déclenchement du signal, et en l'absence de nourriture.

Selon Watson, le principe du conditionnement est à la base de toutes les acquisitions comportementales, ou habitudes. Ainsi la phobie du rat blanc est-elle le produit d'un conditionnement induit par Watson et Rosalie Rayner sur un enfant nommé Albert. Au départ, le nourrisson n'a pas peur du rat. Mais, en associant systématiquement un bruit effrayant à la présence de ce dernier, Watson et R. Rayner ont obtenu qu'il crie à la seule vue de l'animal. CQFD. Si I. Pavlov a cherché une explication du conditionnement au niveau cérébral, Watson, lui, se refuse à formuler des hypothèses sur le sujet. Ce faisant, il se fixe un objectif de recherche qui exclut toute investigation de la « boîte noire » cérébrale, programme qui a influencé toute la psychologie de la première moitié du xxe siècle, en particulier aux États-Unis. Ce paradigme est aujourd'hui obsolète, dépassé par les avancées de la psychologie cognitive et des neurosciences. Mais il a permis aux chercheurs de se doter d'une méthode expérimentale. Il les a détournés d'un innéisme purement spéculatif pour faire une place royale à l'apprentissage et à l'action de l'environnement. Ce qui, aujourd'hui, se discute à nouveau.

Claudette Mariné et Christian Escribe



Burrhus Skinner et le conditionnement opérant

Comme John Watson, Burrhus Frederic Skinner (1904-1990) est antimentaliste : pour lui, l'organisme ne fait jamais que répondre à des stimulations. Cependant, il ne se satisfait pas d'une conception du comportement de type stimulus-réponse, comme dans le conditionnement classique. En 1953, il énonce que l'apprentissage d'un nouveau comportement résulte de renforcements exercés par des *stimuli* externes succédant aux réponses de l'organisme. Sur cette base, B. Skinner développe sa théorie de l'apprentissage par « conditionnement opérant », testée sur diverses espèces animales. Par exemple, si l'on désire conditionner un rat ou un pigeon à appuyer sur un levier, on augmente la probabilité de bonne réponse en la renforçant par une distribution de nourriture.

L'effet des conséquences de l'action est au cœur de la théorie de l'apprentissage skinnerien et des acquisitions de comportements complexes chez l'animal et chez l'homme. Ainsi, on peut faire acquérir ou consolider, par renforcement, un comportement souhaité ou, à l'inverse, faire disparaître, par punition, un comportement non souhaité.

Pour illustrer ces différentes possibilités, prenons l'exemple d'un enfant, Pierre, dont les parents souhaitent qu'il fasse ses devoirs dès qu'il revient de l'école à 17 heures. Ce comportement peut être obtenu par un renforcement positif (Pierre pourra jouer au rugby, son sport favori, s'il a fait ses devoirs à l'heure prévue), ou par un renforcement négatif (Pierre évitera la corvée de vaisselle s'il a fait ses devoirs à l'heure prévue). Ainsi, l'action (faire ses devoirs à l'heure) ou bien fournit une conséquence positive, ou bien évite une conséquence négative. À l'inverse, le comportement non souhaité (le jeu en revenant de l'école) sera puni par la mise en œuvre d'un renforçateur négatif (Pierre devra faire la vaisselle), ou par la suppression d'un renforçateur positif (Pierre sera privé de son sport favori).

Rendre compte de tous les comportements

Sur la base de ces principes, B. Skinner établit différents programmes de renforcement et différentes lois du conditionnement opérant, à partir desquels il développe des applications éducatives et thérapeutiques. Ces domaines d'application montrent que l'ambition du béhaviorisme skinnerien est de rendre compte de tous les comportements, y compris les plus complexes chez l'homme, en évitant toute référence à des concepts mentalistes. Cette position radicale a fait l'objet de nombreuses critiques, soulignant la nécessité d'invoquer des structures mentales (représentations, connaissances…) pour rendre compte des acquisitions chez l'animal et chez l'homme. Ainsi, la conception de l'acquisition du langage et de son

usage fondée sur le conditionnement opérant a été vivement contestée par le linguiste Noam Chomsky. Sur la base de renforcements, il est impossible d'expliquer à la fois la rapidité des acquisitions langagières, et la capacité à produire et comprendre des énoncés non rencontrés préalablement. Des critiques similaires, produites par des psychologues dans d'autres domaines, ouvriront la voie à un nouveau paradigme en psychologie : le cognitivisme.

C.M. et C.E.

LUDWIG WITTGENSTEIN (1889-1951)
La voie du langage



Le langage, telle est la grande affaire pour Ludwig Wittgenstein. C'est ce que montre déjà le *Tractatus logico-philosophicus* (1921), premier et seul ouvrage publié du vivant de l'auteur. Le livre est étonnant, écrit à coup de propositions lapidaires et de formules logiques. Ambitieux, le philosophe autrichien entreprend de tracer les frontières de ce que l'on peut penser en traçant les frontières de ce que l'on peut dire. Il n'y a pas de propositions philosophiques, celles qui se disent telles sont en réalité des pseudo-propositions. Car, écrit Wittgenstein, « le but de la philosophie est la clarification logique des pensées. La philosophie n'est pas une théorie, mais une activité » (*Tractatus*).

Dans le *Tractatus*, le langage est pensé comme image de la réalité. Sur ce mode, tout nom (simple) renvoie directement à un objet (simple), une proposition élémentaire à un état de choses et une proposition complexe à un fait. La vérité ou (la fausseté) d'une proposition dépend de la vérité (ou de la fausseté) des propositions élémentaires qui la constituent. Toute proposition dotée de sens ne peut donc être que factuelle. Les propositions de la logique sont elles-mêmes du coup vides de sens. Et Wittgenstein place aussi hors du dicible l'éthique, l'esthétique, et les tentatives d'explication du monde et de son sens n'étant pas factuelles, elles sont dépourvues de sens, elles ne peuvent que « montrer ».

Le sens dépend de l'usage

Une fois publié le *Tractatus*, Wittgenstein donne congé à la philosophie. En Autriche, il devient tour à tour instituteur, jardinier, architecte… avant d'être repris par ses vieux démons et de revenir à Cambridge. Il donne alors une nouvelle inflexion à

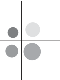
sa pensée. Il abandonne l'analyse logique du langage au profit d'une approche plus descriptive de ce qu'il appelle les « jeux de langage », fictifs ou réels, comme rapporter un événement, deviner des énigmes, traduire d'une langue dans une autre, raconter une plaisanterie. On trouve une liste d'exemples donnée dans les *Investigations philosophiques* (1953).

La signification d'un mot n'est pas à chercher dans un objet qu'il représenterait et que l'on pourrait pointer du doigt, elle est déterminée par les règles de son usage. Le langage est, comme tout jeu, guidé par des règles qui déterminent ce qui fait sens ou non et il s'inscrit dans nos pratiques. Pas de théorie générale du langage, de la société ou de l'esprit humain, mais bien plutôt des remarques sur l'usage ordinaire ou possible de tel ou tel mot (par exemple « savoir », « comprendre », etc.) ou des expériences de pensée dans lesquelles les règles du jeu de langage seraient différentes.

Wittgenstein montre ainsi que les processus et les contenus mentaux (les intentions, les sensations…) font l'objet de nombreuses confusions. Pour lui, l'idée que le sujet a seul accès à ce qu'il pense ou à ce qu'il ressent est un préjugé qui repose sur un malentendu grammatical. Il n'y a pas de langage privé, pas d'acte de l'esprit qui associe un signe à une expérience intérieure. D'où une forte critique de l'introspection si chère à René Descartes et du « mythe de l'intériorité » (Jacques Bouveresse). Wittgenstein dénonce également la conception qui fait de l'action volontaire l'effet d'une cause mentale. Pour en pointer l'absurdité, il pose la question suivante : « Que reste-t-il donc quand je soustrais le fait que mon bras se lève du fait que je lève le bras ? » Des réflexions que prolongeront Elisabeth Anscombe ou Anthony Kenny : l'intention n'est pas un état interne du sujet ou de l'agent, autrement dit quelque chose qui serait directement connu par le sujet et qui serait donné quel que soit le contexte.

L'autonomie de la grammaire

Le « style » du Wittgenstein seconde manière n'est pas moins déconcertant que celui du *Tractatus* : ce sont des réflexions et des remarques principalement « grammaticales » qui semblent



manquer de hauteur philosophique. En réalité, la « grammaire », autrement dit les règles d'un jeu de langage, la manière dont on utilise les mots, est au cœur de la question du rapport du langage au réel. Pour Wittgenstein, il y a une autonomie de la grammaire au sens où les règles sont arbitraires et ne peuvent pas être justifiées par la réalité ni entrer en conflit avec elle. Cela ne veut pas dire que tout jeu de langage est possible. Si on ne peut décrire la manière dont le langage est contraint par la réalité, cela ne veut pas dire qu'il n'est pas limité par elle. Mais on ne peut pas justifier ni expliquer les règles grammaticales, on ne peut que les décrire.

Pour Wittgenstein, la règle ne fixe pas une fois pour toutes ses applications futures comme des rails. Elle ne donne pas lieu non plus à chaque fois à une interprétation. Suivre une règle pour Wittgenstein est chose pratique, et non l'application d'un processus mental. Comprendre une règle, c'est savoir comment l'appliquer, autrement dit savoir ce qui compte comme une infraction ou une action conforme à la règle.

– « Dis-tu donc que l'accord entre les hommes décide du vrai et du faux ?

– C'est ce que les hommes disent qui est vrai et faux ; et c'est dans le langage que les hommes s'accordent. Cet accord n'est pas un consensus d'opinion, mais de forme de vie » (*Investigations philosophiques*).

C'est à nos pratiques partagées qu'il nous faut sans cesse revenir pour déjouer les chausse-trappes que présente le langage, quand il tourne à vide.

Catherine Halpern

De Jacques Bouveresse à Albert Ogien

Contre le subjectivisme et l'apologie du mental

Loin d'être un récent effet de mode, l'introduction de Ludwig Wittgenstein dans les sciences humaines est fort ancienne. Elle est le fait de quelques-uns de ses plus fidèles disciples soucieux de faire bloc contre un certain positivisme en sciences sociales. Deux noms dominent en Grande-Bretagne : Peter Winch et Georg Henrik von Wright qui visent explicitement à repenser la méthode et l'épistémologie des sciences humaines.

En France, outre les spécialistes de Wittgenstein que sont Jacques Bouveresse, Christiane Chauviré ou Jean-Pierre Cometti, qui par leur travail rigoureux font mieux connaître sa pensée, Vincent Descombes apparaît comme un relais important dans l'introduction du philosophe autrichien dans les sciences sociales. Sa philosophie sociale inspire en effet de nombreux chercheurs en lutte contre le subjectivisme et l'apologie du mental, comme Irène Théry, Philippe Urfalino ou Alain Ehrenberg. Pour ce dernier, Wittgenstein est une référence importante dans sa double critique du mentalisme des neurosciences et de l'hyperindividualisme de la sociologie contemporaine qui tend à ignorer le rôle des institutions.

Proche de l'ethnométhodologie

Mais les usages de Wittgenstein ne s'arrêtent pas là. Albert Ogien dans *Les Formes sociales de la pensée* (2007) rappelle la proximité de l'ethnométhodologie avec la démarche de Wittgenstein, soucieuse de décrire et non d'expliquer. La sociologie de la connaissance de David Bloor propose aussi un programme relativiste, s'embarrassant assez peu du reste des préventions antithéoriques de Wittgenstein. Wittgenstein est mort en 1951, mais sa pensée apparaît toujours vivace. Sa réflexion atypique est souvent sollicitée par des courants de pensée marginalisés ou minoritaires dans les institutions académiques. Wittgenstein dans les sciences humaines, c'est un peu David contre Goliath…

C.H.

MARCEL MAUSS (1872-1950)
La force du don



Si je vous invite à boire un verre, pourquoi m'en offrez-vous un autre ? Cette question faussement naïve est à l'origine de l'un des textes les plus lus et les plus commentés du répertoire anthropologique français. *Essai sur le don*[1] de Marcel Mauss a ouvert une discussion qui, depuis 1925, ne s'est pas refermée.

Marcel Mauss et avant lui des ethnographes et historiens du droit ont remarqué que « dans bon nombre de sociétés archaïques (ajoutons : et exotiques), les échanges et les contrats se font sous forme de cadeaux, en théorie volontaires, mais en réalité obligatoirement faits et rendus ». Comment se fait-il que les actes de donner, de recevoir et de rendre aient une telle importance que les collectivités entières y consacrent leurs efforts, et que s'y soustraire puisse avoir de graves conséquences ?

Les pratiques observées : le potlatch et le kula

Mauss, à la manière de l'époque, bâtit son sujet à partir d'exemples pris dans l'ethnographie et l'histoire du monde entier. Certains sont canoniques. Le potlatch, pratique décrite chez les Indiens de la côte nord-ouest des États-Unis, est à la fois une compétition et un échange. Dans ses formes les plus spectaculaires, le potlatch consiste à distribuer ou détruire cérémoniellement de grandes quantités de biens précieux, notamment des blasons de cuivre. Cette dépense sauvage intrigue : les donateurs acquièrent du prestige en dilapidant leurs biens. Mauss suggère que cela découle du fait que les acteurs mettent leurs partenaires en situation de dette. Le don, dit-il, « oblige », au double sens du mot. Plus célèbre encore, le kula mélanésien, décrit par Bronisláv Malinowski comme une sorte de troc interinsulaire de

1- Texte paru à l'origine dans *l'Année sociologique* (1923-1924).

bracelets et de colliers, est trop personnalisé et codifié pour être un commerce. Compétitif, agressif même, et source de prestige social, le kula ne semble pas avoir de but économique : les objets circulent sans cesse et – chose curieuse – gagnent de la valeur en passant d'un détenteur à un autre.

Donner, recevoir, rendre

Le potlatch, le kula, le contrat germanique, l'offrande en Inde, tous ces exemples montrent, selon Mauss, principalement trois choses :

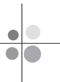
• Le don, qui porte souvent sur des biens inconvertibles, n'est pas fondamentalement économique et ses règles ne sont pas utilitaires.

• Donner, recevoir, rendre sont obligatoires : on ne peut pas s'y soustraire. Le don n'est pas une expression des sentiments de l'individu.

• C'est un acte public, social, qui affecte la position de chacun dans la société, voire dans l'au-delà. Dans certaines sociétés, on devient chef en donnant tous ses biens. Dans d'autres, en obligeant les autres à donner.

Selon Mauss, le don peut être qualifié de « phénomène social total », car il présente des dimensions économiques, politiques ou religieuses. Il lie les individus aux groupes et les groupes entre eux : en langue durkheimienne, cela pourrait s'appeler une forme élémentaire du lien social. Voilà qui, déjà, va au-delà des idées d'économie primitive qui hantent l'anthropologie évolutionniste.

Mais Mauss ne se limite pas à décrire et à définir. Pourquoi, se demande-t-il, le don serait-il contraignant ? Pour lui, les objets donnés ne sont pas de simples choses : ils sont porteurs d'une « âme » qui est aussi celle de leurs détenteurs premiers, dieux, groupes ou hommes. « Présenter quelque chose à quelqu'un, c'est présenter quelque chose de soi. » Un exemple en particulier lui permet de montrer que les Maoris possèdent une théorie du don conforme à ce modèle. « L'esprit de la chose donnée » trouve ainsi sa place au côté du mana, notion polynésienne désignant une force essentielle qui, tout comme le sacré, lie les hommes



entre eux et les contraint d'agir, tout en proclamant qu'ils le font librement.

Le succès d'une œuvre

Dire que *Essai sur le don* eut un grand retentissement dès sa publication serait exagéré. Des sociologues, des ethnologues l'ont lu et en ont fait l'éloge. Mais les idées sortent peu du milieu, du moins sous leur forme première. Au sein du Collège de sociologie, créé en 1917 par des élèves de Mauss, Georges Bataille reprendra l'exemple du potlatch pour faire du don un avatar du sacrifice. Son esthétique tragique a pu séduire pendant un temps le mouvement surréaliste. Puis c'est la guerre, d'autres questions sont mises au premier plan.

La deuxième vie d'*Essai sur le don* commence en 1950. En février de cette année-là, Mauss s'éteint. Pour lui rendre hommage, Georges Gurvitch et Claude Lévi-Strauss rassemblent ses meilleurs écrits en un volume intitulé *Sociologie et Anthropologie*. « Essai sur le don » y figure en bonne place et C. Lévi-Strauss le qualifie de « chef-d'œuvre ». Mais il le présente dans sa préface d'une manière qui relève autant du désaveu que du commentaire. En fait, souligne C. Lévi-Strauss, donner, recevoir, rendre relèvent d'une seule et même catégorie de pensée collective, l'échange, qui peut être aussi bien symbolique que marchand. Sur la base de cette analyse, la thématique du don sera délaissée par le structuralisme. La distinction entre l'échange marchand et le don, à laquelle tenait Mauss, s'estompe ou devient une question secondaire.

Nicolas Journet

Les pouvoirs du don en débat

Malgré les critiques de Claude Lévi-Strauss à Marcel Mauss, c'est grâce au premier qu'*Essai sur le don* franchit la Manche et l'Atlantique. L'analyse du don par Mauss devient dans les années 1980 l'une des bases de la réflexion non utilitariste, c'est-à-dire qui refuse l'argument de l'intérêt en économie. Un groupe de sociologues emmené par Alain Caillé fonde le MAUSS (Mouvement anti-utilitariste en sciences sociales). Ils entendent faire du don un concept critique de l'apparente domination de l'économie marchande. Ils y parviennent au prix d'une polarisation : le don est posé comme une alternative radicale au marché.

En 1992, le philosophe Jacques Derrida plaide pour un usage restrictif du mot « don » : il n'a de sens que s'il est absolument gratuit, et ne suppose aucune gratification, même symbolique. Le don n'a rien de social, car il exige l'ingratitude des bénéficiaires. Ce qui le rend pratiquement « impossible ». Du côté des anthropologues, certaines révisions se produisent : Annette Weiner, en 1992, montre qu'aux îles Trobriand, ce ne sont pas tant les échanges que la possession inaliénable de biens symboliques qui fonde la position des groupes. En 1996, Maurice Godelier lui emboîte le pas et étend l'argument à d'autres sociétés : selon lui, le don dissimule un « imaginaire du pouvoir » incarné par des biens inaliénables (objets rituels, images d'ancêtres).

Mais on doit surtout à Alain Testart le développement, à partir de 1998, d'une critique radicale du don maussien. Des articles puis un livre reprennent l'analyse des exemples canoniques. Mauss a tout fait pour traiter le potlatch comme un système d'échange : selon A. Testart, c'est faux. Un acteur de potlatch cherche surtout à éviter que son destinataire puisse rendre. On ne peut donc pas dire que le don soit « l'origine et le moteur des échanges ». C'est un instrument de domination ou de séduction, mais certainement pas une alternative au marché.

N.J.

VERE GORDON CHILDE (1892-1957)
La révolution néolithique



En 1865, le préhistorien John Lubbock qualifiait de « néolithique » un âge de la culture européenne caractérisé par de belles haches de pierre, dont le polissage semblait marquer un progrès par rapport aux outillages taillés des temps précédents. Leur coïncidence avec des poteries et des traces d'habitat permanent fit que, graduellement, on considéra que ce terme couvrait une époque, encore mal définie, où les balbutiements de l'agriculture et de l'élevage, l'existence de villages et de sépultures imposantes signalaient un début de civilisation. En 1925, un jeune archéologue australien publiait à Londres une savante synthèse (*L'Aube de la civilisation européenne*) où il documentait cet horizon culturel en le qualifiant non pas simplement comme une culture singulière, mais comme une révolution dont l'origine était à chercher au Proche-Orient : selon lui, le passage à une économie sédentaire de production était un tournant global et irréversible dans l'histoire de la société humaine. Accueilli comme une somme d'érudition, cet ouvrage marquait pour Vere Gordon Childe le début d'une belle carrière d'archéologue, et surtout de théoricien de la dynamique des sociétés inaccessibles à l'histoire : la notion de « révolution néolithique », même si elle est aujourd'hui placée dans une temporalité différente, continue de structurer notre vision de la protohistoire humaine, comme le passage d'une forme de vie à une autre.

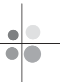
Gordon Childe, né à Sydney et formé à Oxford, s'était d'abord essayé à une carrière politique auprès des travaillistes australiens, et maîtrisait aussi bien la philosophie tutélaire du socialisme (Hegel, Marx et Engels) que l'archéologie classique. En raison de ses positions radicales, il n'eut pas accès à l'université de Sydney, s'exila en Angleterre, où il trouva un milieu

plus ouvert, divers emplois dans des institutions académiques et commença à visiter des sites archéologiques en Europe. Ayant tiré un trait sur sa carrière politique (il publie en 1923 une critique des travaillistes, qu'il trouve trop modérés et corrompus), il se consacre à la préhistoire, publie deux livres, et est embauché en 1927 par l'université d'Édimbourg pour enseigner l'archéologie : il y fera une bonne partie de sa carrière, des fouilles en Écosse et en Irlande, avant de rejoindre l'Institut d'archéologie de Londres.

L'invention de la préhistoire sociale

L'Aube de la civilisation européenne est le premier livre de Gordon Childe : il sera suivi par plus de vingt autres, ainsi que par plus de deux cents articles, où l'archéologue traite de la préhistoire ouest et est européenne, mais aussi de sa vision de la dynamique des sociétés humaines et de sa conception du regard du préhistorien qui, selon lui, ne doit pas différer radicalement de celui de l'historien. Avant d'en rappeler quelques points, précisons que Gordon Childe formait le projet avoué d'interpréter la préhistoire avec les outils du marxisme, ou du moins certains : matérialisme, accumulation du capital, primauté des rapports de production, importance des contradictions, et recherche des causes du changement. Tous ne lui servirent pas, notamment celui de lutte des classes, qu'il n'employa jamais. Pour autant, il se montra extrêmement novateur par rapport aux vues de son époque.

Dans les années 1920, les cultures archéologiques étaient souvent considérées comme l'attribut d'une race, et leur répartition comme la conséquence d'une diffusion à partir d'une source unique par influence, conquête ou invasion. Gordon Childe leur oppose l'idée qu'une culture (matérielle, la seule accessible) est un ensemble cohérent qui correspond à un peuple parvenu à un certain état d'organisation économique et sociale, définition qui sera retenue par les générations suivantes. Par ailleurs, Gordon Childe ne s'oppose pas à l'idée de diffusion : il défend en 1926 et 1928 l'origine proche-orientale de l'agriculture contre les « occidentalistes », qui la situent en Europe du Nord. Mais il



est contre la théorie du foyer unique : selon lui, les mêmes innovations peuvent apparaître indépendamment au cours de l'histoire des sociétés en divers points du globe. L'avenir lui donnera raison. Enfin, il contribue à donner chair à la préhistoire, qui ne consiste pas seulement en une chronologie d'objets et de vestiges : en 1936, il remplace le terme « révolution néolithique » par « révolution urbaine », afin de souligner la nature sociale et économique des changements qui accompagnent la naissance de l'agriculture et de l'élevage. Malgré ses convictions communistes, et plusieurs voyages en URSS, pays dont il espérait beaucoup, Gordon Childe ne suivit pas ses collègues russes dans leur programme strictement marxiste, et se montra, après 1953, de plus en plus déçu par la politique et la science soviétiques. Deux ans après sa retraite, au cours d'un voyage en Australie, il mit fin à ses jours en se jetant du haut d'une falaise afin d'échapper à la vieillesse, et peut-être pour d'autres motifs. On ne le sut que dix ans plus tard, dans une lettre ouverte de manière posthume.

Nicolas Journet

La suite d'une grande idée

Vere Gordon Childe n'est pas seulement l'inventeur de la « révolution néolithique »: son approche à la fois matérialiste et sociale est considérée comme fondatrice de l'archéologie « processuelle » qui allait occuper au moins deux générations de chercheurs après lui, emmenés aux États-Unis par Colin Renfrew et Lewis Binford. En revanche, ces derniers ne ménagèrent leurs critiques envers les aspects inachevés ou spéculatifs de l'œuvre de Gordon Childe: sa théorie des oasis (comme lieux de naissance de l'agriculture) fut rapidement balayée. L'idée même d'une protohistoire spécifiquement européenne allait contre leurs convictions universalistes et leur penchant au déterminisme écologique.

En fait, Gordon Childe ne disposait pas des moyens qui, peu après sa mort, allaient changer le visage de l'archéologie préhistorique: la datation au carbone 14, une profusion de faits nouveaux concernant la domestication des plantes et des animaux, ainsi que la découverte de plus anciens habitats urbains en Turquie. La révolution néolithique s'en est trouvée considérablement étirée (sur 5 000 ans) et a perdu certaines de ses composantes autrefois liées: on sait maintenant que certains peuples ont développé la poterie (Extrême-Orient), ou bien se sont sédentarisés et ont développé des hiérarchies sociales (Amérique du Nord) en l'absence d'agriculture et d'élevage animal.

N.J.

CARL SCHMITT (1888-1985)
Le droit du plus fort



« La nécessité n'a pas de loi » : cet adage a de tout temps justifié la faculté pour le souverain de s'attribuer des pouvoirs exceptionnels lors de périodes de troubles. À partir cet état d'exception, Carl Schmitt propose en 1922 une analyse pénétrante des relations entre droit et pouvoir.

Les failles de l'État de droit

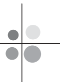
Si l'œuvre de Carl Schmitt demeure une lecture inconfortable pour les théoriciens de la démocratie libérale, c'est que peu de critiques ont relevé comme lui les failles de l'État de droit. L'ambition de la philosophie politique libérale est de mettre fin à toute forme d'arbitraire. Au « rapport de force » succède un « rapport de droit ». Nul ne doit être au-dessus des lois, pas même le prince. Mais même ce droit moderne comporte une zone d'ombre : l'« état d'exception ». Elle figure dans toutes les constitutions sous des noms différents. En France elle s'appelle l'« état de siège » ; c'est l' « état d'urgence » en Allemagne ou la « loi martiale » en Angleterre. Il s'agit d'une disposition qui autorise le souverain à suspendre l'application de la Constitution dans le cas où l'ordre politique est menacé. Elle l'autorise à prendre des mesures exceptionnelles, passer outre l'avis du Parlement, gouverner par ordonnances. Elle lui donne même le droit de mettre en suspens les libertés publiques. Exemple : après les attentats du 11 septembre 2001, George W. Bush émet un *military order* qui autorise la détention *sine die* d'étrangers soupçonnés d'avoir attenté à la « sécurité nationale des États-Unis », en claire violation de toute législation nationale ou internationale. Ce décret a donné lieu à la création du camp de Guantanamo, où ont été détenues sans procès des personnes soupçonnées d'être liées à Al-Qaïda.

Il revient à Schmitt d'avoir relevé le paradoxe de l'état d'exception. Que dire en effet d'un système juridique qui « prévoit sa propre suspension » ? Peut-on encore considérer que le droit régit les agissements du prince ? Oui, dans la mesure où en proclamant l'état d'exception, celui-ci obéit à la règle. Non, puisque dès cet instant, il s'affranchit du droit. L'état d'exception est paradoxal. Pour nombre de juristes, comme Hans Kelsen (1881-1973), adversaire attitré de Schmitt, ce n'est qu'une bizarrerie, un cas limite qui ne relève plus du domaine de la science juridique. C'est l'« exception qui confirme la règle ». Aux yeux de Schmitt, l'état d'exception appelle au contraire une redéfinition du rapport entre droit et pouvoir : il faut penser la règle à partir de l'exception.

Théologie politique

Théologie politique (1922) s'ouvre par une formule lapidaire : « Est souverain celui qui décide de la situation exceptionnelle. » Cette phrase annonce la portée de l'investigation. Elle ne concerne pas un point de détail, mais ouvre sur une théorie de la souveraineté. Il s'agit pour lui de montrer que le droit ne saurait définir exhaustivement le domaine d'action du prince ; au contraire, c'est la puissance du prince qui crée les conditions d'application du droit. « Il est impossible d'établir avec une clarté intégrale les moments où l'on se trouve devant un cas de nécessité (*Notfall*) ni de prédire, dans son contenu, ce à quoi il faut s'attendre dans ce cas », écrit Schmitt. Autrement dit, le droit ne fournit aucun critère pour distinguer une situation exceptionnelle du cas normal. Il revient au souverain de trancher. Sans cette décision, le droit demeure indéterminé.

H. Kelsen, lui, esquive une telle question, parce qu'il s'en tient à une approche formelle du droit. Qu'est-ce qui fonde la validité d'une norme juridique ? Ce ne peut être qu'une autre norme. Ainsi la décision d'envoyer quelqu'un en prison repose sur le Code pénal, lui-même adopté de manière conforme à la Constitution. Le droit est une hiérarchie de normes. La science juridique s'en tient là. Voilà une vision inacceptable aux yeux de Schmitt. Pour la combattre, il met en évidence ce que l'on



appelle aujourd'hui, à la suite de ses travaux, l'« indétermination de la règle de droit ». Ce qu'il observe à propos de l'état d'exception, Schmitt l'avait déjà établi auparavant pour toute norme juridique, fût-elle le plus clairement énoncée. Ainsi, est-ce que la règle « pas de véhicule dans la cour » s'applique aussi aux vélos, aux poussettes et aux trottinettes ? Il apparaît que, même dans un cas aussi simple, la solution n'est pas évidente. Car la loi ne permet jamais d'identifier nettement des boîtes où le juge pourrait ranger tel ou tel acte. Pour sortir de cette difficulté, Schmitt fait intervenir la notion de « décision ». Forcément personnelle, la décision est cet élément « neuf », « étranger », ce « moment constitutif » qui vient s'ajouter à la norme juridique et met fin à son indétermination.

Le droit repose sur la force

Or, selon lui, c'est au souverain qu'incombe de proclamer (ou non) la situation exceptionnelle. C'est à lui de créer les conditions de validité des normes juridiques. Donc, le droit repose sur la force. L'état d'exception « révèle avec la plus grande clarté l'essence de l'autorité de l'État. C'est là (…) que l'autorité démontre que, pour créer le droit, il n'est nul besoin d'être dans son bon droit. » Schmitt n'a en aucune manière l'intention de dénoncer l'état d'exception. La critique que le juriste formule à l'encontre du libéralisme politique est celle d'un conservateur, ardent défenseur d'un régime autoritaire.

Xavier de la Vega

Carl Schmitt et le nazisme

La parution, dans les années 1920, de ses premiers écrits sur le droit a rapidement valu à Carl Schmitt une vive notoriété. Proche des milieux néoconservateurs allemands, il n'en est pas moins lu et respecté par des intellectuels éloignés de ses positions, de Hugo Preuss, corédacteur de la Constitution de Weimar, aux marxistes Otto Bauer et Walter Benjamin. Critique virulent de la République de Weimar, Schmitt ne s'attache pas moins à défendre l'ordre juridique contre son ennemi de l'heure : le Parti national-socialiste (NSDAP), dont il recommande l'interdiction. Écouté par la présidence du général Hindenburg, il milite pour l'attribution de pouvoirs exceptionnels à ce dernier. En 1933, il finit par se rallier au régime nazi, occupant de 1933 à 1936 les fonctions de conseiller juridique, avant d'être écarté à l'initiative des SS. Sa participation au régime lui vaut d'être mis en examen par les alliés en 1945, puis une expulsion définitive de l'université allemande. Il continue néanmoins de publier par la suite (*Le Nomos de la Terre*, 1950, *Théorie du partisan*, 1962) et meurt en 1985 à l'âge de quatre-vingt-dix-sept ans.

X. L.V.

KARL POPPER (1902-1994)
Qu'est-ce que la science ?



Dans la Vienne de l'après-Première Guerre mondiale, les sciences nouvelles sont nombreuses. Le jeune Karl Popper s'intéresse particulièrement à la théorie de la relativité d'Albert Einstein, au marxisme, à la psychanalyse freudienne et à la psychologie d'Alfred Adler. Face à cette floraison, il se demande très tôt s'il existe un critère permettant d'affirmer qu'une théorie est scientifique. Il constate que les théories de Karl Marx, Sigmund Freud et A. Adler possèdent un très fort pouvoir explicatif apparent. Elles « semblaient aptes à rendre compte de la quasi-totalité des phénomènes qui se produisaient dans leurs domaines d'attribution respectifs. (…) Partout l'on apercevait des confirmations : l'univers abondait en vérifications de la théorie » (*Conjectures et Réfutations*, 1963). Mais il commence à soupçonner que la force explicative apparente de ces théories est peut-être leur point faible. Elles semblent ne jamais pouvoir être mises en défaut, car même devant des cas problématiques, il est toujours possible de faire coller les faits avec la théorie. La théorie de la relativité, encore jeune à l'époque, apparaît très différente. Elle permet de faire des prédictions, dont le résultat, s'il s'avérait négatif, renverserait sans discussion la théorie. Ainsi, contrairement aux autres théories étudiées par Popper, la théorie de la relativité présentait le risque d'être infirmée, réfutée par l'observation.

L'épreuve de la réfutation

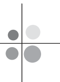
Popper propose donc de soumettre toute théorie nouvelle à des expérimentations dans le but explicite de la réfuter. Est scientifique une théorie réfutable, c'est-à-dire qui offre prise à des tests permettant de la réfuter éventuellement (de démontrer sa fausseté). N'est pas scientifique une théorie qui n'est pas réfu-

table (terme préférable en français à « falsifiable »). Mais pour qu'une théorie soit valide, il faut évidemment qu'elle soit non seulement réfutable, mais aussi non réfutée. Seuls survivent les théories ayant passé avec succès l'examen de la réfutation. Ainsi, « le progrès scientifique ne consiste pas en une accumulation d'observations mais en un rejet des théories moins satisfaisantes et leur remplacement par de meilleures » (*La Quête inachevée*, 1974). C'est bien ainsi selon lui que se développe la connaissance scientifique : les théories astronomiques de Johannes Kepler et de Galilée ont ainsi été supplantées par celle d'Isaac Newton, laquelle a été à son tour dépassée par celle d'A. Einstein.

Une théorie qui a subi avec succès l'épreuve de la réfutation n'est cependant pas prouvée mais seulement « corroborée ». Car il se peut fort bien qu'elle soit réfutée demain. On ne peut donc jamais affirmer qu'une théorie est absolument vraie, on peut seulement dire que l'on n'a pas encore démontré qu'elle est fausse. On ne peut parler de vérité scientifique, mais seulement de « vérisimilarité », c'est-à-dire d'approche progressive de cette vérité. Même si l'on se trouve face à une théorie vraie, on ne peut jamais être sûr que ce soit le cas. En résumé, adopter consciemment une démarche critique est l'instrument principal du progrès de la connaissance. Popper se présente comme un rationaliste critique. Rationaliste, parce qu'il croit au pouvoir de la raison, qui permet notamment à l'homme de s'approcher de la vérité. Critique, parce qu'il estime que la démarche critique, qu'elle s'exerce dans l'activité scientifique ou sociale, est le principal facteur de progrès.

Sociétés closes et sociétés ouvertes

Popper va, pour ainsi dire, étendre le critère de réfutabilité à l'analyse des théories sociales en établissant une distinction entre sociétés closes et sociétés ouvertes. La société close est surtout, aux yeux de Popper, une société imaginée, voire mise en place, par des hommes qui rêvent en quelque sorte de faire descendre le paradis sur Terre. C'est notamment ce qu'il reproche au marxisme. Une politique sociale rationnelle doit, selon lui, viser à alléger les maux, non à procurer le bonheur. « Laissons au



domaine privé, dit-il, cette recherche du bonheur » sous peine d'imposer aux autres notre propre vision de l'existence. Au lieu de viser le paradis sur Terre, il faut s'efforcer « de faire en sorte, à chaque génération, que la vie soit un peu moins redoutable et un peu moins inique » (*Misère de l'historicisme*, 1957).

Pour Popper, la société ouverte n'est pas tant un régime politique ou un système de gouvernement qu'une forme de coexistence humaine où la liberté des individus, la non-violence et la protection des faibles sont des valeurs essentielles. L'origine de la société ouverte remonte à l'Antiquité grecque. Les philosophes présocratiques ont instauré la libre discussion critique comme moyen de progresser vers la vérité. Plus près de nous, les guerres de Religion ont, selon Popper, contribué à modeler ce mode de pensée antiautoritaire. « Nos erreurs nous ont effectivement instruits. » Elles nous ont appris non seulement à tolérer des croyances qui diffèrent des nôtres, mais aussi à les respecter, ainsi que les hommes qui y adhèrent sincèrement. « Nous avons appris qu'en nous écoutant et en nous critiquant mutuellement, nous avons quelque chance d'approcher davantage de la vérité », affirme-t-il. Mais cette conviction poppérienne a davantage su renouveler l'épistémologie que la philosophie politique.

Jacques Lecomte

La philosophie des sciences après Karl Popper

• Thomas S. Kuhn

Karl Popper va rapidement être critiqué par une nouvelle génération de philosophes des sciences. Tel Thomas Kuhn (1922-1996) qui dans *La Structure des révolutions scientifiques* (1962) soutient que la science n'évolue pas selon une démarche progressive et continue d'essais et erreurs, mais à l'aide de modèles dominants. La « science normale » fonctionne ainsi jusqu'à ce que ce modèle entre en crise et qu'un nouveau vienne s'y substituer.

• Imre Lakatos

Imre Lakatos (1922-1974) conteste lui aussi les thèses poppériennes. Il élabore sa théorie des « programmes de recherches scientifiques » (ou PRS). Un PRS est un ensemble d'hypothèses qui dirige la science à un moment donné. Il est composé d'un noyau dur de thèses inviolables entouré d'une « ceinture protectrice » formée d'hypothèses auxiliaires, qui peuvent, elles, être éventuellement modifiées. Un programme de recherche ne résout jamais toutes ses anomalies. Car les réfutations abondent toujours. C'est sur ce point qu'I. Lakatos s'oppose à son maître Popper, qui soutient que le propre de la science est de soumettre ses énoncés à la réfutation.

• Paul K. Feyerabend

L'Américain Paul Feyerabend (1924-1994) ira plus loin en soutenant que nombre de théories scientifiques (celles de Galilée, d'Isaac Newton, la relativité) se sont imposées en dépit de certains faits expérimentaux, parfois d'incohérences internes et de faiblesses avérées (*Contre la méthode*, 1975). De ce constat, il tire une « théorie anarchiste de la connaissance ». Si les plus grands physiciens se sont affranchis des règles de la méthode, c'est donc qu'aucune méthode idéale ne saurait s'imposer pour authentifier les sciences.

Jean-François Dortier

LEV VYGOTSKI (1896-1934)
La pensée, le langage et l'enfant



Quels rapports la pensée et le langage entretiennent-ils ? C'est à cette interrogation majeure que le psychologue russe Lev Vygotski s'est efforcé de répondre dans son ouvrage, *Pensée et Langage* (1934). Atteint de tuberculose, c'est sur son lit de mort qu'il en dicte le dernier chapitre. Dès 1936, le livre est interdit en Union soviétique, notamment parce que son auteur était trop ouvert à l'influence des travaux occidentaux. Mais en 1956, dans un climat de déstalinisation, *Pensée et Langage* est republié en Union soviétique. La première traduction (condensée) paraît aux États-Unis en 1962. Aujourd'hui, ce livre reste l'un des plus importants ouvrages de psychologie du siècle.

Le langage intérieur

Selon Vygotski, la psychologie scientifique a hésité jusqu'à présent entre deux positions extrêmes au sujet des liens entre la pensée et le langage : soit la fusion soit la complète dissociation. Deux thèses fausses selon l'auteur, qui estime que l'on peut représenter le rapport entre pensée et langage par deux cercles qui se recoupent. La zone d'intersection représente la « pensée verbale ». Mais une part importante de la pensée (« la pensée technique et instrumentale ») n'a pas de rapport direct avec le langage. Inversement, certains aspects du langage n'ont pas de lien avec la pensée, par exemple lorsqu'une personne se récite un poème appris par cœur.

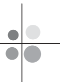
Mais Vygotski s'intéresse surtout à la manière dont pensée et langage se développent au cours de l'enfance. Jean Piaget et Vygotski ont deux interprétations différentes de cette évolution. Pour le premier, le développement de l'enfant s'effectue de l'individuel au social, tandis que le second pense au contraire

qu'il procède du social vers l'individuel. Vygotski consacre de longues pages à l'analyse du langage « égocentrique » – quand le jeune enfant parle sans s'occuper de savoir si on l'écoute et sans attendre de réponse.

Prenant le contre-pied de J. Piaget, il affirme que le langage égocentrique ne régresse pas au fil des ans, mais qu'il progresse. Il montre cela expérimentalement en perturbant le libre cours de l'activité enfantine : ainsi, quand un enfant ne trouve pas le crayon de couleur dont il a besoin, il utilise beaucoup le langage égocentrique. L'enfant raisonne alors avec lui-même : « Où est le crayon ? Il me faut maintenant un crayon bleu ; ça ne fait rien, à la place je vais dessiner avec un rouge… » Selon Vygotski, ce langage présente une grande parenté avec le langage intérieur de l'adulte, dont il est une ébauche. Il s'agit d'une forme transitoire entre le langage social, destiné aux autres, et le langage intérieur, destiné à soi-même. Son rôle est d'aider l'enfant à penser et à surmonter les difficultés.

Concepts scientifiques, concepts ordinaires

Un autre thème longuement traité par Vygotski concerne l'opposition entre concepts scientifiques et concepts ordinaires. Il souligne le paradoxe suivant : l'enfant formule mieux ce qu'est la loi d'Archimède qu'il définit ce qu'est un frère. Alors qu'il a une riche expérience empirique de ce qu'est un frère, il s'embrouille si on lui demande ce que signifie le mot « frère ». De fait, nous explique Vygotski, les concepts quotidiens ne se développent pas du tout comme les concepts scientifiques. Les premiers sont connus par l'expérience concrète, les seconds à la suite d'une explication du maître, « dans une situation de collaboration entre le pédagogue et l'enfant ». L'enfant sait manier les concepts spontanés, mais n'en a pas de représentation consciente. Inversement, l'enfant prend dès le début beaucoup mieux conscience des concepts scientifiques que des objets qu'ils représentent.



Zone proximale de développement

Vygotski s'oppose à deux courants théoriques de son époque. D'une part, le behaviorisme qui considère que le développement mental et l'apprentissage ne sont rien d'autre qu'une accumulation de réflexes conditionnés. Or, pour Vygotski, l'apprentissage implique « un véritable et complexe acte de la pensée ». D'autre part, il critique la conception de J. Piaget pour qui l'apprentissage procède par stades : il constate que des enfants réussissent très bien dans des disciplines scolaires sans posséder la maturité cognitive qui devrait selon J. Piaget être requise. C'est le cas, affirme-t-il, pour l'apprentissage de la lecture, de l'écriture, de la grammaire, de l'arithmétique…

Alors que J. Piaget considère que le développement doit précéder l'apprentissage, Vygotski affirme, lui, que « l'apprentissage devance toujours le développement ». Il utilise à ce propos la notion de « zone prochaine (ou proximale) de développement ». Prenons le cas de deux enfants possédant un âge mental équivalant à 8 ans. Avec l'aide d'un adulte, l'un résout des problèmes correspondant à l'âge de 12 ans, tandis que l'autre ne peut résoudre que des problèmes correspondant à l'âge de 9 ans. C'est précisément cette différence qui définit la zone prochaine de développement. Elle est de 4 pour le premier enfant et de 1 pour le second. Il identifie ici un élément déterminant pour le développement, car « ce que l'enfant sait faire aujourd'hui en collaboration, il saura le faire tout seul demain ». Tout cela n'est qu'un échantillon des nombreuses idées originales de Vygotski. Nul doute que cet auteur aurait produit une œuvre encore plus féconde s'il n'était pas mort prématurément à trente-sept ans.

Jacques Lecomte

Le retour en grâce

L'œuvre de Lev Vygotski, régulièrement rééditée, continue d'inspirer les psychologues de l'enfant. Les années 1980 ont vu une explosion des études sur le langage intériorisé qui confirment ses théories. Ainsi Laura Berk, professeur de psychologie à l'université de l'Illinois, affirme que « le soliloque (*private speech*) est essentiel pour le développement cognitif de l'enfant » car il favorise l'accomplissement de tâches. Elle a montré expérimentalement que les enfants utilisent plus souvent ce langage lorsqu'ils travaillent seuls à une tâche qui les oblige à se surpasser ou lorsque leur enseignant n'est pas disponible.

Quant à la thèse plus générale de Vygotski selon laquelle le développement de l'intelligence trouve son origine dans les relations interpersonnelles, elle a donné lieu à de multiples recherches. Tout un courant, dit de « l'école genevoise », a ainsi largement soutenu que des enfants confrontés à plusieurs à un problème améliorent leurs capacités cognitives si la situation les amène à formuler des réponses divergentes. Ce « conflit sociocognitif » conduit les enfants à modifier leur point de vue s'il s'avère erroné. De plus, ils sont ensuite plus aptes à utiliser leur nouvelle compréhension lorsqu'ils sont seuls.

Selon Yves Clot (*Vygotski maintenant*, La Dispute, 2012) et ses collègues, le retour à Vygotski devrait aussi permettre de repenser l'unité de la psychologie, une discipline divisée aujourd'hui entre la psychologie cognitive et les neurosciences d'un côté, et la psychologie clinique de l'autre.

J.L.

MARGARET MEAD (1901-1978)
Le poids de la culture



Après une formation en psychologie et anthropologie, Margaret Mead obtient en 1925 de son professeur, Franz Boas, une mission à Samoa pour y étudier le comportement des jeunes. La question de la « crise de l'adolescence », qui préoccupe tant les Américains, est au cœur de sa recherche. Pour F. Boas, la mission n'a rien d'anecdotique : il occupe une place importante aux États-Unis, et est engagé dans une ardente controverse avec ses pairs sur les rôles respectifs de la nature et de la culture dans le modelage des conduites humaines. Mead passe neuf mois sur place à étudier la population de trois villages, et s'intéresse, plus précisément, aux adolescentes. De retour aux États-Unis, elle publie, en 1928, *Coming of age in Samoa* (*Adolescence à Samoa*). Le livre connaît immédiatement un succès considérable : en deux ans, il est réimprimé cinq fois. À le lire aujourd'hui, on comprend pourquoi. Il est vivant, d'un accès aisé, malgré la densité de son contenu.

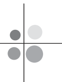
La conclusion à laquelle elle parvient est celle qu'espérait F. Boas : la jeune Samoane est fort différente de sa consœur américaine. Son adolescence n'est « en aucune façon une période de crise et de tension », mais « la meilleure période de sa vie » : elle a peu de responsabilités et les « rencontres sous le palmier » entre adolescents des deux sexes sont monnaie courante. Cette différence est attribuée, au bout du compte, à la spécificité des cultures, responsables de former des personnalités différentes. À Samoa, les sentiments sont peu profonds, les enfants ne sont pas soumis à une pression pour mûrir plus vite, ils se trouvent face à des choix restreints, et la société est tolérante en matière de sexualité et de religion.

Le charme de l'amour libre

Le public a été charmé par cette société où les sentiments et la sexualité sont libres. Les aspects négatifs, il ne veut pas les voir, remarque l'anthropologue Eleanor Leacock. Pourtant, ces problèmes, l'auteure les a bien abordés : elle a même consacré un chapitre entier aux adolescentes mal aimées, rebelles, délinquantes, et rejetées.

Après un début aussi prometteur, Mead poursuit une carrière marquée par de nombreuses publications, jalonnée d'honneurs. Elle disparaît en 1978, avant qu'éclate une polémique : un anthropologue australien, Derek Freeman, publie en 1983 un ouvrage dans lequel il critique sévèrement *Adolescence à Samoa*. La liberté sexuelle ? Les Samoans sont l'un des peuples les plus obsédés par la virginité : les frères « surveillent activement les allées et venues de leurs sœurs » ; les jeunes hommes sont hantés par le fantasme de violer une vierge. Les mœurs douces, l'absence de passion et de violence ? D. Freeman cite des chiffres montrant que le taux de délinquance des adolescents est élevé. Il conclut que Mead s'est trompée, parce qu'elle connaissait mal la langue de Samoa, que ses jeunes informatrices l'ont « menée en bateau », et qu'elle voulait à tout prix trouver ce qu'elle cherchait.

Cet acte d'accusation déclenche une vive controverse. Les défenseurs de Mead montent au créneau. Ils dénoncent les négligences malhonnêtes de D. Freeman : ses statistiques sur la délinquance concernent une autre région de Samoa, et une autre époque. Rien ne prouve que ses informateurs aient été plus sincères que ceux de Mead. Lowell Holmes, qui a consacré sa thèse à vérifier l'étude de Mead sur le terrain, écrit : « Il est révélateur que, si Freeman me cite vingt-six fois dans son livre, c'est presque uniquement à propos de mes critiques », alors que, ajoute-t-il, « j'ai aussi trouvé qu'une bonne part de sa recherche était valable » ; il est d'accord avec l'idée que l'adolescence est infiniment moins chargée de tensions et d'angoisses à Samoa qu'aux États-Unis. Là-dessus, des Samoans entrent en scène. Entre les deux, ils choisiraient plutôt Mead, parce que, déclare l'un d'eux « si je ne me reconnais pas toujours dans ce qu'elle écrit, je me reconnais encore moins en obsédé du viol ».



Ultérieurement, Serge Tcherkézoff, lui aussi spécialiste, reprendra en détail les arguments de chacun et les renverra dos à dos (*Le Mythe occidental de la société polynésienne*). Il critiquera le parti pris anticulturaliste de D. Freeman, tout en admettant que Mead s'est trompée sur le caractère non problématique de la sexualité à Samoa.

Claudie Bert

Destins du culturalisme

En anthropologie, le culturalisme désigne un courant bien défini, développé aux États-Unis, à ne pas confondre avec l'anthropologie culturelle en général, qui tient pour acquise la différence des cultures. Représenté par Franz Boas, Ralph Linton, Margaret Mead, Ruth Benedict et d'autres, il défend une thèse précise : la culture d'une société forge un modèle de comportement individuel qui est celui de ses membres. Les sociétés présentent donc des styles de conduites dominants, des « personnalités de base ». Ainsi, R. Benedict distingue des sociétés « apolliniennes » et « dionysiaques » (*Patterns of Culture*, 1934). Imprégnés de psychanalyse, les culturalistes s'intéressent à la manière dont des interdits sont mis en œuvre par la culture, induisant des névroses différentes. Scientifiquement, cette doctrine déterministe passera de mode dans les années 1960, même si, dans le même temps, les écrits de Mead et Benedict connaissent encore une grande popularité. Leur différentialisme sert d'argument aux mouvements féministes, antiracistes et libertaires de l'époque.

D'autres courants se développent : le structuralisme et le marxisme en Europe, le naturalisme aux États-Unis (sociobiologie, écologie culturelle) déplacent le curseur vers la recherche d'invariants culturels. L'esprit du culturalisme survit néanmoins, et se retrouve dans une discipline comme l'ethnopsychiatrie, fondée par Georges Devereux (*Ethnopsychiatrie d'un Indien des plaines*, 1951) qui partage l'idée d'une construction culturelle des névroses et des nosologies. Ses héritiers en France sont Tobie Nathan et Marie-Rose Moro. En linguistique, une autre forme de culturalisme est aussi portée par les héritiers d'Edward Sapir et Benjamin Lee Whorf (*Language, Thought and Reality*, 1954), qui défendent l'idée que les langues véhiculent des visions du monde différentes. Mais la variable est d'ordre cognitif, et non comportementale.

Ensuite, dans les années 1970, l'ethnologue Clifford Geertz se posera en réformateur du culturalisme américain : tout en insistant sur la singularité des cultures, qu'il considère comme ne requérant aucune explication mais juste une attitude compréhensive, il se désintéresse de tout déterminisme. Son culturalisme est donc différent de celui de Mead et Boas, c'est un relativisme postmoderne.

Enfin, le mot « culturalisme » a connu des usages plus récents en philosophie politique, soit pour défendre un droit aux différences culturelles en démocratie (multiculturalisme), soit pour insister sur leur irréductibilité, ces deux usages ouvrant la porte à la défense de causes identitaires variées (R. Meyran et V. Rasplus, *Les Pièges de l'identité culturelle*, 2014).

Julia Bihl et Nicolas Journet

JEAN PIAGET (1896-1980)

Le développement de l'intelligence de l'enfant



Jean Piaget, actif pendant quarante ans au Bureau international de l'éducation de l'Unesco, a fortement influencé la pédagogie de l'enfant. Très tôt dans le XXe siècle, ce biologiste de formation travaille au contact des principaux courants de la psychologie de l'enfant, une science alors en constitution. Piaget a auparavant travaillé à l'élaboration des tests psychologiques au laboratoire de Théodore Simon, coinventeur de l'échelle métrique de l'intelligence avec Alfred Binet, disparu en 1911. Au contact des enfants, Piaget a ressenti le besoin d'une « embryologie de l'intelligence », d'une théorie qui permette de comprendre la formation du raisonnement. Dès 1921, il devient assistant d'Édouard Claparède à l'institut Jean-Jacques-Rousseau de Genève. Ce dernier est à la fois l'inventeur de la psychologie fonctionnelle, qui considère que le développement psychologique s'appuie sur le besoin ou un intérêt, et du mot d'ordre selon lequel l'enfant doit être mis « au centre des apprentissages ».

Les stades de l'intelligence

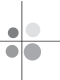
Dans l'entre-deux-guerres, Piaget met au point une méthode originale qui consiste à interroger un enfant confronté à des expériences telles que le changement de contenant d'un liquide donné, ou le changement de forme d'une boule de pâte à modeler. Dûment questionné, l'enfant révèle ou non, selon son âge, la présence de notions comme la conservation des quantités ou la réversibilité d'une opération. L'enfant, pour Piaget, se développe mentalement au fur et à mesure qu'il acquiert une connaissance objective du réel. Cette dernière est véritablement acquise avec le raisonnement abstrait et la logique formelle, notamment avec la maîtrise du raisonnement hypothético-déductif.

La définition des stades de l'intelligence en découle. Le premier stade est celui de la pensée sensorimotrice : avant 2 ans, l'enfant fait preuve d'une pensée pratique qui accompagne ses expériences. Puis, l'activité du jeu révèle une pensée symbolique, non immergée dans l'expérience immédiate mais dépendante de gestes et d'images (entre 2 et 12 ans). Enfin, la pensée formelle (préadolescence) rejoint celle de l'adulte en s'émancipant de l'ici et du maintenant.

Une épistémologie génétique

Piaget, de façon plus générale, vise à saisir la construction du rapport de l'intelligence au réel chez l'humain, sa marche vers l'exactitude et l'abstraction logicomathématique, dont l'étude de l'enfant n'est qu'un moyen. C'est pourquoi, à partir de 1950, il définit sa recherche comme une « épistémologie génétique ». Elle vise à reconstituer la façon dont l'esprit humain maîtrise progressivement le raisonnement logique à partir de ses expériences primordiales. On a pu se demander si ce schéma très général du développement de l'esprit humain ne dévalorise pas des cultures et des modes d'appropriation du réel étrangers à la science occidentale. Chacun à leur manière, Henri Wallon (1879-1962), Lev Vygotski (1896-1934), Jerome Bruner ont questionné les limites de la psychologie génétique. Celle de H. Wallon, en particulier, mettait l'accent sur l'influence de la réalité sociale et le caractère indissociable du développement intellectuel et émotionnel. J. Bruner réévaluait quant à lui les apports de la culture et du langage. Aujourd'hui, on peut regretter que le modèle dominant en psychologie cognitive tende à occulter ces vieux débats aux enjeux pourtant centraux.

Dominique Ottavi



Les compétences précoces du bébé

Les recherches actuelles remettent en cause l'idée de « stades » de développement de l'intelligence chère à Jean Piaget. En effet, l'intelligence se développerait de façon non linéaire.

La conception du développement de l'intelligence de l'enfant selon Jean Piaget était linéaire et cumulative car systématiquement liée, stade après stade, à l'idée d'acquisition et de progrès. C'est ce que l'on peut appeler « le modèle de l'escalier », chaque marche correspondant à un stade bien défini dans la genèse de l'intelligence dite « logicomathématique » : de l'intelligence sensori-motrice du bébé (0-2 ans), basée sur ses sens et ses actions, à l'intelligence conceptuelle et abstraite de l'enfant (2-12 ans), de l'adolescent et de l'adulte.

Le modèle de l'escalier en question

La nouvelle psychologie de l'enfant remet en cause ce modèle de l'escalier ou, pour le moins, indique qu'il n'est pas le seul possible[1]. D'une part, il existe déjà chez les bébés des capacités cognitives assez complexes, c'est-à-dire des connaissances physiques, mathématiques, logiques et psychologiques ignorées par Piaget et non réductibles à un fonctionnement strictement sensori-moteur. D'autre part, la suite du développement de l'intelligence jusqu'à l'adolescence et l'âge adulte compris (la dernière marche) est jalonnée d'erreurs, de biais perceptifs, de décalages inattendus, non prédits par la théorie de Piaget. Ainsi, plutôt que de suivre une ligne ou un plan qui mène du sensori-moteur à l'abstrait, l'intelligence avancerait de façon plutôt biscornue, non linéaire.

L'exemple du nombre

Prenons un exemple cher à Piaget et qui fait, aujourd'hui encore, l'objet de beaucoup de recherches : le nombre. Selon Piaget et son modèle de l'escalier, il faut attendre 6-7 ans, c'est-à-dire l'entrée à l'école élémentaire, l'âge de « raison », pour que l'enfant maîtrise le concept de nombre. Pour le prouver, Piaget plaçait l'enfant face à deux rangées de jetons en nombre égal mais de longueur différente selon l'écartement des jetons. Dans cette situation, le jeune enfant considère, jusqu'à 6-7 ans, qu'il y a plus de jetons là où c'est plus long. Cette réponse verbale est une erreur d'intuition perceptive (longueur égale nombre) qui révèle, selon Piaget, que l'enfant d'école maternelle n'a pas encore acquis le concept de nombre.

1- O. Houdé, *La Psychologie de l'enfant*, Puf, « Que sais-je ? », nlle éd. 2015. Cet ouvrage a remplacé celui de J. Piaget et B. Inhelder, du même nom, 1966, rééd. Quadrige, 2004.

Mais, dans les années 1960, Jacques Mehler et Tom Bever ont montré que les enfants réussissent dès 2 ans cette tâche si, par exemple, on remplace les jetons par des nombres inégaux de bonbons[2]. Ils optent en effet pour la rangée qui contient le plus de bonbons, au détriment de l'autre, plus longue. L'émotion et la gourmandise rendent ainsi le jeune enfant « mathématicien » et lui font en quelque sorte sauter le stade d'intuition perceptive de Piaget. Ultérieurement, la recherche sur les capacités numériques précoces est allée plus loin encore en découvrant la naissance du nombre chez le bébé avant le langage, c'est-à-dire avant l'âge de 2 ans.

Par ailleurs, Piaget s'est intéressé aux performances des bébés en observant leurs actions volontaires. Or, les gestes des bébés étant souvent maladroits, on admet aujourd'hui qu'il n'a pas pu sonder toute l'étendue de leur intelligence, qui peut se mesurer aujourd'hui par des moyens détournés.

Olivier Houdé

Encadré extrait de *Éduquer et Former*, éd. Sciences Humaines, 2016.

2- J. Mehler et T. Bever, « Cognitive capacity of very young children », *Science*, vol. CLVIII, n° 3797, 6 octobre 1967.

NORBERT ELIAS (1897-1990)
La civilisation par les mœurs



Les gestes de pudeur et la pacification des mœurs sont, selon Norbert Elias, les signes visibles du processus de civilisation qui affecte l'Europe depuis la Renaissance. Une thèse qui a traversé tout le XXe siècle.

Jusqu'au XVIe siècle, dans les villes allemandes, on pouvait, paraît-il, assister au spectacle hebdomadaire de familles entières traversant la ville, nus comme des vers, pour se rendre au bain public. Dans le même ordre d'idées, il semble qu'au XIVe siècle, les usages du corps et les manières de table étaient beaucoup moins policés que les nôtres. Érasme, en 1530, conseillait aux jeunes gens de cacher le bruit de leurs pets en toussant, et de se servir de trois doigts pour puiser la viande dans les plats, sans les essuyer sur la manche de leur voisin… De telles recommandations relèveraient aujourd'hui de l'ironie.

C'est avec de tels faits savoureux que Norbert Elias a introduit dans l'analyse sociohistorique de l'Occident la notion de « civilisation des mœurs ». L'idée, développée en trois tomes (*Le Processus de civilisation*, 2 tomes, 1939 ; *La Société de cour*, 1969) se résume aisément : la « civilisation », explique Elias, est une question de mœurs, en particulier de ces petites et grandes règles qui pèsent sur l'usage du corps, la satisfaction des besoins, des instincts et des désirs humains. Or, cette dimension de la morale a connu une évolution très marquée en Europe à partir de la Renaissance : l'homme médiéval vivait dans une sorte de barbarie plus ou moins innocente, une liberté réelle d'exprimer violemment ses émotions, ses désirs et de satisfaire ses besoins les plus brutaux sans souci du regard d'autrui. À partir du XVIe siècle, tout cela – politesse, manières de tables, comportements – commence à être codifié par les nobles de cour. Au

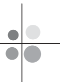
XVIIIe siècle ce sont les bourgeois qui s'emparent de ces bonnes manières. Au XIXe siècle, le mouvement se démocratise encore : l'heure est à une morale qui s'appelle « hygiène ». Y sommes-nous encore aujourd'hui ? C'est une autre question. Selon Elias, ce mouvement inachevé dessine toute l'histoire politique, sociale et culturelle de l'Occident. Car l'évolution de ces manières du corps est le produit de la généralisation d'un modèle de personnage : celui du noble courtisan.

Le pouvoir d'État, moteur de la civilisation

La révolution des mœurs, explique Elias, n'aurait jamais eu lieu sans la « domestication » des guerriers, leur transformation en noblesse de cour : du XIIe au XVIIIe siècle, en effet, en France du moins, on assiste à la montée du pouvoir royal et à la transformation des classes féodales en noblesse de cour. Le prince y impose sa marque sur tous les aspects de la vie de ses courtisans : amours, guerres, manières de table, politesse et règlement des conflits. En même temps, la société s'enrichit et se complexifie. Les hommes deviennent de plus en plus dépendants les uns des autres : ils sont « organiquement » liés par la division du travail. Ils ne peuvent plus vivre en communautés fermées. Ce sont là, estime Elias, les deux causes profondes pour lesquelles se développe, dans les classes dominantes, noble puis bourgeoise, une morale fondée sur la maîtrise croissante des pulsions physiques et émotionnelles. Il ne s'agit plus seulement de faire appliquer des règles, mais de parvenir à un auto contrôle de chacun par lui-même en ce qui concerne les contacts corporels, la sexualité et la violence en général.

La civilité est intériorisée

Ce mouvement aboutit, au XIXe siècle, par exemple, à la conception puritaine qui veut que l'on ne parle plus du tout de sexualité devant des enfants, et que la moindre nudité soit un objet de scandale. Michel Foucault, lui, partira à peu près des mêmes présupposés, pour parvenir à une définition plus répressive de ce qu'est le mouvement de rationalisation des sociétés modernes, à travers l'univers psychiatrique et carcéral.



La « civilité » dans sa plus grande généralité ne se confond donc pas avec la pure et simple multiplication des interdits touchant au sexe, à la propreté, à la politesse et à l'usage de la violence. Ce n'est pas un simple code : c'est aussi une culture. L'évolution des mœurs, dans sa partie moderne, est surtout caractérisée, écrit Elias, par une intériorisation croissante des normes qui rend de plus en plus superflus les mécanismes sociaux de répression. La civilisation n'est pas seulement une affaire d'étiquette : il sait bien que des tabous et des rites compliqués existent chez des peuples considérés comme barbares. Le mouvement de civilisation, lui, atteint la conscience même de l'individu. Il agit sur les sentiments intimes des gens, qui génèrent culpabilité et regrets et ressemblent au refoulement freudien.

Elias, dans une interview donnée en 1974, en donnera un exemple contemporain : le quasi-nudisme sur les plages, en plein essor, ne marquait-il pas un renversement dans le processus de civilisation ? Pas du tout, explique-t-il : le bikini exprime avant tout la libération de la femme, c'est-à-dire l'égalisation des conditions. Par ailleurs, il suppose, de la part de tout un chacun, un contrôle accru de ses émotions et de ses comportements, ainsi que de nouvelles habitudes de conduite : une femme se dénudera la poitrine à la plage, mais jamais chez le coiffeur.

L'œuvre d'Elias sur le processus de civilisation, publiée dès 1939, mais redécouverte à la fin des années 1960, a été accueillie en France avec enthousiasme par des historiens comme François Furet, André Burguière et Emmanuel Le Roy Ladurie. Elle venait à l'appui de leur propre effort pour faire de l'histoire une science des mentalités. Elle incarnait aussi une sociologie historique à visée théorique élevée et inaugurait une forme d'histoire des mœurs qui, depuis, a fait école (Georges Vigarello, Alain Corbin, Maurice Daumas). Enfin, tout en restant distancié, il brossait un tableau de la civilisation occidentale beaucoup moins critique que la psychanalyse, le marxisme et leurs avatars.

Nicolas Journet

Les refus de l'idée de guerre

La thèse de Norbert Elias a été doublement attaquée depuis la fin des années 1980. D'abord par l'historien allemand Hans-Peter Duerr (*Nudité et Pudeur. Le mythe du processus de civilisation*, MSH, 1999) qui, dans les années 1990, réfute l'idée d'une société féodale archaïque ne connaissant ni pudeur ni auto contrôle. Plus récemment, c'est un autre historien, Stéphane Audoin-Rouzeau, qui voit dans l'œuvre d'Elias une tentative presque désespérée de refuser de penser la violence : « Reste ainsi absolument hors-champ toute allusion à la question du combat et de son extrême violence entre 1914 et 1918, dont on ne peut nier pourtant qu'elle ait constitué une rupture spectaculaire du processus de civilisation », affirme-t-il dans un texte de 2011 (« Norbert Elias et l'expérience oubliée de la Première Guerre mondiale », *in* Q. Deluermoz, *Norbert Elias et le XXe siècle. Le processus de civilisation à l'épreuve*, Perrin, 2012). Comment peut-on prétendre étudier les processus de sortie de la violence, alors que celle-ci est minimisée, refoulée voire niée ?

La violence est pourtant centrale chez Elias. Mais elle est étudiée dans ce qu'il appelle son « interdépendance réciproque » avec la construction des espaces politiques et sociaux de la sortie de la violence. En même temps que l'acceptation de la violence de masse de la Grande Guerre – et lié à elle –, Elias repère un mouvement de plus longue durée de refus progressif de cette violence et de mise en place de stratégies individuelles et collectives (comme les compétitions sportives par exemple qui permettent de transposer et de changer la nature de la violence) permettant la stabilisation de ce refus et sa lente implantation dans la société.

René-Éric Dagorn

FRIEDRICH HAYEK (1899-1992)
Le renouveau libéral



Friedrich August von Hayek (qui prendra le nom plus simple de Friedrich Hayek) est né en Autriche, et a étudié le droit, les sciences politiques et l'économie à Vienne et à New York. Il travaille ensuite pour le gouvernement autrichien sur des questions purement économiques. En 1931, il est invité par la London School of Economics à donner des conférences : il y fera carrière une partie de sa vie, devenant sujet britannique lors de l'annexion de l'Autriche par l'Allemagne nazie (1938), puis rejoindra l'université de Chicago, en 1950.

Au sortir de la Seconde Guerre mondiale, à l'heure où les Anglais et les Américains savourent leur victoire, il publie son livre le plus lu, *La Route de la servitude* (1944). Ce n'est pas du tout un traité d'économie mais un essai dont l'intention est explicitement de remettre les gouvernants et leurs administrés sur la bonne voie : celle du libéralisme politique et économique.

Selon Hayek, c'est à partir de la fin du XIX[e] siècle que l'on s'est mis à croire en une « grande utopie » : le « socialisme démocratique ». Or, le socialisme ne peut pas être démocratique, pis encore, il conduit inéluctablement à la « servitude », qu'elle soit communiste ou fasciste. Comme Alexis de Tocqueville, Hayek est convaincu que la démocratie est « essentiellement individualiste » et que, par conséquent, le socialisme ne peut pas aller de pair avec la liberté, que ce soit sur un plan économique ou politique.

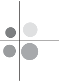
La plupart des économistes et spécialement les keynésiens, cible favorite de Hayek depuis les années 1930, voient d'un bon œil l'intervention de l'État. Ils sont convaincus que l'État sauvera le capitalisme en socialisant une partie de la production et en redistribuant les revenus. Pour Hayek, ce « planisme » (éco-

nomie planifiée) n'est pas aussi efficace que la concurrence parce que la division du travail ne peut pas être parfaitement coordonnée à un niveau de centralisation élevé : il y a trop d'éléments non maîtrisables. Il faut donc selon lui laisser les individus se coordonner librement et ajuster leur comportement au coup par coup et au fur et à mesure. Selon Hayek, le planisme ne possède ni la réactivité ni la malléabilité du marché.

Le déclin de la liberté

De plus, il affirme que la socialisation de l'économie conduit inéluctablement à la restriction des libertés individuelles. Du contrôle de la production découle celui des prix, de la consommation, des salaires, des préférences individuelles… Le libre arbitre des agents économiques disparaît avec le planisme. Or, « il est nécessaire avant tout que, sur le marché, les parties soient libres d'acheter ou de vendre au prix, quel qu'il soit, auquel elles peuvent trouver une contrepartie, et que chacun soit libre de produire, de vendre et d'acheter tout ce qui est susceptible d'être produit ou vendu ». Bref, qu'il soit *soft* ou ferme, le planisme économique est une aberration car le système du marché veut qu'on laisse les agents s'auto-organiser. Hayek, tout comme Adam Smith (1723-1790), croit en un « ordre spontané » du marché, qui est le produit des actions individuelles des acteurs et non de leurs intentions et de leur volonté. Il s'insurge contre le fait qu'au nom du « bien-être social » ou du « salut de la communauté », on impose une redistribution des revenus qui, pour Hayek, ne correspond pas à un idéal de justice car ce sont les plus forts qui font entendre leur voix et sont capables d'exercer une pression sur l'appareil étatique.

D'un point de vue politique, il est extrêmement critique vis-à-vis des gouvernants. Il soutient qu'en dépit des apparences, leur objectif n'est pas de servir la communauté, mais de plaire à leur hiérarchie. De fait, ils doivent entretenir l'illusion de leur dévouement en usant d'une propagande vantant ce qu'ils piétinent tous les jours : la liberté, la justice, la vérité… En 1944, ces idées étaient à contre-courant de la théorie keynésienne, largement dominante à l'époque, et Hayek paiera provisoirement son



anticonformisme par un faible succès. C'est à la fin des années 1960 qu'il sortira de l'ombre en même temps que ses collègues « monétaristes » de Chicago. Sa véritable reconnaissance viendra avec l'obtention du prix Nobel d'économie en 1974, avec Gunnar Myrdal, pour ses travaux sur la fluctuation de la monnaie, mais aussi pour « son analyse pénétrante de l'interdépendance des phénomènes économique, social et institutionnel ».

Évelyne Jardin

Les hauts et les bas du néolibéralisme

Le néolibéralisme de Friedrich Hayek, que le prix Nobel d'économie Joseph Stiglitz appelle le « fondamentalisme de marché », tient essentiellement à la croyance dans la capacité qu'aurait l'économie de marché à s'autoréguler. Une telle vision a connu diverses déclinaisons qui continuent de coexister dans le camp libéral. Milton Friedman, collègue de Hayek, théorisait des économies de marché convergeant tôt ou tard vers un équilibre où toutes les personnes désirant travailler trouvent à s'employer : toute tentative gouvernementale de réduire le chômage en dessous de son « taux naturel » serait vouée à l'échec. Hayek considérait quant à lui le marché comme un « ordre spontané », capable d'engendrer les règles et les institutions qui lui sont nécessaires, d'une manière que l'action consciente des gouvernements ne saurait ni remplacer ni même améliorer. Plus tard, des théoriciens de la finance comme Eugene Fama affirment de leur côté l'« efficience » des marchés financiers et l'impossibilité de bulles spéculatives durables : l'action vigilante des spéculateurs, toujours à l'affût d'une transaction profitable, ferait en sorte que les cours boursiers offrent toujours la meilleure évaluation possible du capital d'une entreprise ou d'un titre de dette.

Le consensus de Washington

À partir des années 1980, en Angleterre et dans d'autres pays, l'heure est à l'exaltation du marché, qu'il faut libérer des « entraves » et des « distorsions » induites par l'action des gouvernements. Il est indéniable que ces idées ont, si ce n'est inspiré, tout au moins cautionné les politiques des États les plus puissants de la planète, États-Unis en tête, tout comme l'action du Fonds monétaire international et de la Banque mondiale. Incarnation par

excellence de ce credo, le consensus de Washington, cocktail d'austérité monétaire et budgétaire, de privatisations, de libre-échange et de libéralisation des flux de capitaux, a été froidement recommandé aux pays en développement afin de les mettre sur la voie d'une croissance durable. Autre traduction exemplaire, la déréglementation de la finance qui, notamment à partir de la fin des années 1990, a permis aux États-Unis et ailleurs la prolifération de produits financiers, tels que les crédits immobiliers subprimes et la titrisation de ces derniers.

Les remises en cause actuelles

Les échecs partiels des politiques d'ajustement dans les pays pauvres, la réussite chinoise pour le moins « planiste », et surtout les « bulles financières » répétées des années 2000, ont sérieusement remis en doute les certitudes des penseurs néolibéraux. Si de nombreux observateurs, économistes universitaires ou experts plus ou moins autorisés, ont initialement voulu voir dans le krach de la fin 2008 une turbulence sévère mais qui n'affectait pas les « fondamentaux » des économies, la perception dominante se range progressivement à l'idée d'une crise majeure qui remet en cause le modèle de développement des trois dernières décennies. L'un des signes de ce revirement a été le retour aux idées de John M. Keynes et à des politiques de relance budgétaire en temps de récession économique. Les commentateurs n'ont par ailleurs qu'un mot à la bouche, la nécessité d'une réglementation plus stricte de la finance.

Xavier de la Vega

KURT LEWIN (1890-1947)
La dynamique de groupe



Après un doctorat et plusieurs années à l'Institut de psychologie de Berlin, Kurt Lewin émigre en 1933 vers les États-Unis. Juif, il est en effet menacé par la montée du nazisme. S'inspirant de la physique des champs, Lewin considère que la dynamique d'un groupe est régie par des forces qui exercent parallèlement leur influence : rôles, moyens de communication, type de leadership, normes et valeurs collectives, buts que le groupe se donne et actions qu'il mène, etc.

Leadership autoritaire ou démocratique ?

Dans les années 1930, Lewin lance avec Ronald Lipitt, élève-assistant en psychologie expérimentale, une étude sur l'impact que des styles différents de leadership exercent sur un groupe d'enfants. Les chercheurs demandent à plusieurs enfants de 11 ans de mener ensemble une activité sous la supervision d'un adulte. Certains groupes fonctionnent avec un leader adulte « démocratique », d'autres avec un leader « autoritaire », d'autres enfin avec un leader « laisser-faire ».

Le leader autoritaire prend toutes les décisions d'ordre général concernant les activités et l'organisation du groupe. Par ailleurs, il se tient plutôt à l'écart des activités du groupe, sauf pour faire des démonstrations. Le leader démocratique fait des propositions, mais les décisions sont prises d'un commun accord avec les enfants. L'adulte s'efforce dans ce cas d'être un véritable membre du groupe, mais sans trop participer aux activités. Le leader laisser-faire se contente de répondre aux demandes des enfants en fournissant du matériel et des informations. Il laisse aux enfants une totale liberté pour décider des activités et de l'organisation du groupe.

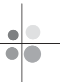
Les réactions des groupes confirment les attentes des chercheurs. C'est avec un leader démocratique que les enfants ont manifesté le plus de satisfaction et atteint la meilleure performance. D'ailleurs, lorsque l'adulte s'absentait, le groupe était en pleine activité, de façon efficace. À l'inverse, les groupes placés auprès d'un leader autoritaire ont réclamé plus souvent l'attention de celui-ci et montré plus de dépendance à son égard que les autres. Ces groupes se caractérisaient soit par l'apathie et l'abandon des responsabilités au leader autoritaire, soit par une forte frustration et de la rébellion à l'égard de l'adulte. Lorsque le leader s'absentait, aucune initiative collective n'émergeait. Enfin, c'est dans les groupes accompagnés par un leader de type laisser-faire que la performance était la plus mauvaise. Les enfants étaient actifs, mais improductifs.

Cette expérience a évidemment connu un retentissement considérable en psychologie et dans l'univers du management. Par ailleurs, réalisée au début de la Seconde Guerre mondiale, elle représentait aux yeux de beaucoup une « démonstration » de la supériorité des nations démocratiques sur les États totalitaires.

Conférence versus discussion

Une autre étude menée quelques années plus tard par l'équipe de Lewin va assurer une notoriété définitive à la notion de dynamique de groupe. En 1942, le gouvernement américain en guerre souhaite inciter ses administrés à manger des abats de viande (rognons, cœur, museau), généralement boudés par les consommateurs.

Lewin tente alors de savoir quelle est la meilleure procédure pour arriver à cette fin. Il organise des groupes de ménagères, qu'il répartit en deux catégories. Dans certains groupes, ces femmes assistent à une conférence expliquant l'intérêt de consommer des abats en raison de leur valeur nutritive et de la situation économique du pays. Des recettes sont également présentées aux auditrices. Dans d'autres groupes, des ménagères sont invitées à discuter librement entre elles après un bref exposé sur le sujet. Un contrôle effectué une semaine plus tard au domicile des femmes montre l'incontestable supériorité de la



deuxième méthode : 32 % de ces ménagères utilisent des abats contre seulement 3 % des femmes ayant simplement assisté à une conférence. Des expériences similaires portant sur des aliments divers (lait, huile de foie de morue pour les bébés, pain de seigle) ont toutes abouti à la même conclusion. Cette étude démontrait donc avec force l'influence que peut exercer un groupe sur les comportements individuels.

Deux visions divergentes de la dynamique de groupe

La rencontre avec le public va suivre deux voies très différentes aux États-Unis après la Seconde Guerre mondiale. D'une part, à partir de 1947, les élèves de Lewin organisent à Bethel, une petite ville du Maine, des séminaires de formation à la dynamique de groupe, pour cadres, leaders d'opinions et personnes soucieuses de développement social. L'expérience suscite un grand écho et augmente encore l'intérêt porté à la dynamique de groupe au sein d'entreprises ou de services publics.

Par ailleurs, à Esalen, sur la côte Pacifique, sur l'ancien cimetière d'une tribu indienne, une ferme aménagée devient un autre centre de séminaires, mais dont le public est surtout constitué de personnes en quête d'épanouissement personnel. Esalen est ainsi, dans les années 1960-1970, le lieu de nombreuses sessions sur les thérapies de groupe, l'expérience mystique, l'hypnose, l'alimentation, etc. Se répand alors l'usage groupal de diverses méthodes de développement personnel : cri primal, *Gestalt-Therapie*, *rolfing*, etc. Mais cette approche de la dynamique de groupe suscite des oppositions, plusieurs enseignants de Bethel estimant que l'expérience d'Esalen constitue une initiative dangereuse.

Jacques Lecomte

Du leadership à la psychologie de groupe

L'étude de Kurt Lewin sur l'impact du leadership a appelé de nombreuses autres recherches, dont une synthèse récente a fait le bilan (John Gastil, « A meta-analytic review of the productivity and satisfaction of democratic and autocratic leadership », *Small Group Research*, 1994). En laboratoire, on observe qu'avec le leadership démocratique les sujets sont légèrement moins productifs lorsqu'il s'agit de tâches simples. Mais la productivité est meilleure lorsqu'il s'agit de tâches plus complexes.

Mais les psychosociologues ne se sont pas contentés de réévaluer ces travaux. D'autres thèmes de recherche ont progressivement émergé. C'est en particulier le cas de la décision de groupe, sur laquelle de nombreuses études expérimentales ont été menées. Elles ont notamment mis en évidence deux types de processus. Dans certaines circonstances, on constate un effet de « normalisation » : on évite le conflit en coupant la poire en deux. Ce mode consensuel de fonctionnement, qui tend à la conservation du *statu quo*, est favorisé par deux facteurs : la présence d'une hiérarchie et/ou l'existence de relations formelles dans le groupe. L'autre mécanisme est l'« effet de polarisation » : le groupe a tendance à adopter des solutions plus risquées que les solutions choisies par les individus qui le composent.

Depuis les années 1990, le développement de la psychologie cognitive a recentré les recherches sur les différences individuelles qui apparaissent en situation de groupe : repérer, par exemple, dans quel contexte de travail une personne se montre particulièrement motivée. La psychologie de groupes est surtout devenue aujourd'hui la psychologie des individus au sein d'un groupe.

J.L.

FERNAND BRAUDEL (1902-1985)
L'histoire à grande échelle



En choisissant de faire l'histoire d'un lieu plutôt que celle d'un prince, Fernand Braudel inaugure en 1949 un nouveau style de récit pluridisciplinaire, embrassant largement le temps et l'espace.

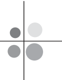
Agrégé d'histoire en 1923, Fernand Braudel enseigne pendant dix ans en Algérie puis à São Paulo. Dès 1937, il entre à l'École pratique des hautes études dans le sillage de Lucien Febvre, son directeur de thèse. Il fonde ensuite la VIe section de l'EPHE (qui deviendra en 1975 l'École des hautes études en sciences sociales, EHESS), et reprend la direction de la revue *Annales* (1956-1968). Élu au Collège de France (1949), puis à Académie française (1984), il organisera, autour de l'histoire, un travail pluridisciplinaire de recherches centré sur les idées de « longue durée » et d' « économie-monde ». Son œuvre est marquée par deux grands livres : *La Méditerranée et le monde méditerranéen à l'époque de Philippe II* (1949) et *Civilisation matérielle, économie et capitalisme* (1979).

Des temporalités multiples et hétérogènes

La Méditerranée renouvelle radicalement les liens entre l'histoire et les sciences humaines. Braudel y développe l'idée de temporalités multiples et hétérogènes emboîtées sur la longue durée. Le « temps long » des sociétés va devenir l'une de ses marques de fabrique. Dans *La Méditerranée*, le personnage central n'est pas le fils de Charles Quint, mais un lieu, appréhendé dans ses dimensions géographique, économique et sociale. Braudel s'inscrit ainsi dans le projet des *Annales*, tel que défini par ses fondateurs Marc Bloch et L. Febvre : contre une histoire des grands hommes et des événements politiques, *La Méditerranée* se tourne vers ces lents processus qui témoignent des transformations des

sociétés. L'histoire événementielle, « poussière de fait divers », ne décrit selon lui que « les vagues que les marées soulèvent sur leur puissant mouvement » – là où l'objet de l'histoire devait être de remonter des vagues aux marées qui les produisent. Retenant la leçon de L. Febvre selon laquelle les historiens ne devaient pas étudier un objet mais un problème, Braudel tente moins d'écrire une histoire de la mer intérieure que d'analyser quand et comment s'est produit le déclin de la Méditerranée au profit de l'Atlantique. Il observe cette évolution sur trois échelles de temps : d'abord, le temps géographique – la longue durée –, relaterait « une histoire quasi immobile, celle de l'homme dans ses rapports avec le milieu qui l'entoure ». Ensuite le temps social, qui est celui de l'histoire des sociétés. Enfin, le temps des acteurs rejoint l'histoire traditionnelle avec son cortège d'événements, de guerres et de paix.

Thomas Lepeltier



Vers l'histoire globale

Aujourd'hui, que reste-t-il de l'œuvre ambitieuse de Fernand Braudel ? Après lui, l'histoire des mentalités a connu son heure de gloire, avec les travaux de Pierre Nora et Jacques Le Goff. Mais, quelques décennies après, changement d'époque : « Faut-il brûler Fernand Braudel ? », titre la revue *L'Histoire* en 1995. Non seulement Braudel est accusé d'avoir été « un prince de la Renaissance » qui aurait égorgé intellectuellement ses ennemis, mais on considère que ses ouvrages les plus brillants ont vieilli. Jacques Revel écrit que l'horizon braudélien d'une histoire totale appartient au passé : le temps est désormais à la *microstoria* et non aux grandes synthèses. Alors qu'avec Braudel l'histoire apparaissait comme une science impériale, voire impérialiste, dans les années 1990, François Dosse constate l'éclatement de l'école des *Annales* et la fin de la prédominance des sciences historiques dans les sciences sociales. Sur le terrain même de la longue durée, là où il semblait pourtant le moins attaquable, Braudel est aujourd'hui contredit. Ainsi l'économiste américain Angus Maddison montre que le décollage économique de l'Europe commence dès le XIe siècle.

Cela n'a pas empêché que, dans les années 2000, Braudel revienne sur le devant de la scène. Pour les tenants d'une histoire globale, comme Olivier Pétré-Grenouilleau, Braudel a contribué, avec son « économie-monde », à décloisonner les histoires nationales et à orienter la recherche vers la *world history*, une histoire insistant sur la longue durée, mettant l'accent sur les rapports entre lieux éloignés, et jouant sur les échelles allant du local au global.

Régis Meyran

Le jeu des économies-mondes

Vingt ans après *La Méditerranée*, Fernand Braudel développe dans *Civilisation matérielle, économie et capitalisme* une explication historienne de l'avènement du capitalisme et du monde moderne. Dans les années 1960-1970, le structuralisme est engagé dans un dialogue assez inamical avec l'histoire. Claude Lévi-Strauss s'en prend durement à la prétention d'une histoire totale : dans *La Pensée sauvage*, après s'être ironiquement « incliné devant la puissance et l'inanité de l'événement », il conclut que « l'histoire mène à tout à condition d'en sortir ». Braudel prend ces critiques au sérieux et propose « la longue durée comme structure », inscrite inconsciemment dans le quotidien des individus.

Comme son confrère et disciple américain Immanuel Wallerstein, Braudel propose de voir dans le monde du xve siècle non pas une simple juxtaposition d'aires civilisationnelles, mais un ensemble d'économies-mondes. Une économie-monde peut se définir comme une triple réalité : a) elle occupe un espace géographique donné qui ne varie que sur la très longue durée ; b) elle a toujours un centre qui est une ville dominante (Venise, puis Anvers, Amsterdam et Londres pour l'économie-monde européenne) ; c) enfin toute économie-monde se partage en zones successives : le centre dominant, les zones intermédiaires, et enfin, les marges subordonnées.

Ce livre est aussi une réflexion nouvelle sur la genèse du capitalisme : là où Max Weber insistait sur l'idéologie protestante, Braudel met en avant le jeu du commerce mondial et se tourne vers les analyses matérialistes de Karl Marx, les travaux de Werner Sombart et ceux de Joseph Schumpeter. Aux historiens qui ont l'habitude d'en appeler aux différences culturelles, il réplique que le monde n'a jamais été aussi homogène qu'en 1500 dans la tête des acteurs. Braudel considère en effet que le marché et le capitalisme ne sont pas de même nature, car « les jeux de l'échange » marchand couvrent un champ allant du « troc le plus élémentaire (…) jusqu'au capitalisme le plus sophistiqué ». Selon lui, seule l'Europe a développé aussi fortement un capitalisme fondé sur la circulation : l'objectif des marchands a été de créer des situations d'oligopole, voire de monopole. Cette forme de capitalisme s'appuyait non sur la transparence, mais au contraire sur un contrôle de l'information permettant la spéculation. Pour Braudel, ce capitalisme, par essence cosmopolite, est ce qui va permettre à l'Europe de bâtir sa suprématie mondiale à partir du xve siècle et de transformer une économie-monde restreinte en économie mondiale.

René-Éric Dagorn

JOSEPH A. SCHUMPETER (1883-1950)
La dynamique du capitalisme



De prime abord, l'œuvre de l'économiste autrichien Joseph Aloïs Schumpeter déconcerte par son caractère hétéroclite : diversité des thèmes abordés, constante oscillation dans le choix des méthodes… Si l'ensemble paraît dépourvu de cohérence, elle existe toutefois : les transformations du système économique et la source des innovations techniques sont des thèmes qui n'ont cessé de poursuivre Schumpeter durant toute sa carrière intellectuelle.

Élevé par un officier de haut rang, il est d'emblée bien introduit au sein de l'élite de son pays. Diplômé en droit en 1908, il commence par enseigner l'économie politique dans diverses universités autrichiennes. Après la Première Guerre mondiale, il est brièvement ministre des Finances dans un gouvernement composé de socialistes et de chrétiens sociaux. En 1921, il prend la tête d'une banque privée qui ne tarde pas à faire faillite. Après ces échecs successifs, il revient au monde académique. Il enseigne à l'université de Bonn de 1925 à 1932, puis s'exile à Harvard jusqu'à la fin de sa vie.

Troupe d'entrepreneurs

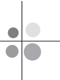
L'exposé de ses idées personnelles commence par une *Théorie de l'évolution économique* (1912). Schumpeter y affirme que le ressort de l'évolution économique se situe au niveau de l'offre. Ce ne sont pas les besoins des consommateurs qui dictent leur loi à l'appareil de production, mais les producteurs qui orientent les besoins des consommateurs. Mais pas n'importe quels producteurs : uniquement un tout petit nombre d'entre eux, les entrepreneurs. Ce qui fait l'entrepreneur, c'est sa capacité à mettre en œuvre de nouvelles combinaisons productives, que cela

concerne les biens, les méthodes de production, les débouchés, les matières premières ou les organisations. Pour Schumpeter, on n'est pas entrepreneur comme on est pharmacien ou professeur : ce n'est pas une profession. Certains chefs d'entreprise sont des entrepreneurs, d'autres pas. Certains l'ont été mais ne le sont plus. D'autres le deviennent. Henry Ford, par exemple, n'est pas encore entrepreneur au sens de Schumpeter quand, en 1906, il n'est qu'un chef d'entreprise parmi d'autres. Il le devient trois ans plus tard, lorsqu'il conçoit sa fameuse Ford T. Il est encore entrepreneur quand il introduit la division du travail dans l'industrie automobile, quand il décide d'une politique de baisse progressive des prix, ou lorsqu'il multiplie par deux les salaires de ses ouvriers.

Être entrepreneur, c'est donc, à un moment donné, se faire l'agent du changement. C'est rompre avec la routine, bousculer les habitudes. Schumpeter observe que l'entrepreneur est rarement isolé ; il parle de « troupe des entrepreneurs ». Comment expliquer que les changements les plus considérables ont presque toujours eu lieu en un espace de temps extrêmement resserré ? Si l'évolution économique présente un caractère haché, alternant essors et dépressions, c'est parce que certaines époques plus que d'autres bénéficient des efforts conjugués d'hommes brillant par leurs qualités d'entrepreneurs.

Grappes d'innovation

Mais, avec les années, la pensée de Schumpeter évolue. De publication en publication, le rôle de l'entrepreneur est revu à la baisse. Parallèlement, l'environnement politique et institutionnel, les structures sociales, la culture deviennent des objets d'analyse à part entière. Ainsi, dans *Les Cycles d'affaires* (1939), ce n'est plus la troupe des entrepreneurs qui est présentée comme la variable principale du changement, mais des « grappes d'innovations » : selon lui, le progrès technique est décisif, pas les hommes qui l'appliquent. La désacralisation de l'entrepreneur est encore plus marquée dans *Capitalisme, socialisme et démocratie* (1942). Son diagnostic est bien connu : le capitalisme est appelé à disparaître ; l'avenir est au socialisme, qui instaurera la



propriété collective des moyens de production, la planification centrale, et ce sans menacer sérieusement la démocratie. Quelles sont les raisons de cette prophétie ? Schumpeter dénonce la désaffection politique de la bourgeoisie, l'influence croissante des intellectuels, ennemis de l'économie marchande, l'effacement des propriétaires au profit des managers, la multiplication des bureaucraties…

Boudé, parfois même méprisé par ses contemporains, Schumpeter connaît aujourd'hui un regain de faveur. Reconnaissance un peu paradoxale : personne, y compris parmi ceux qui se réclament de son héritage, ne songe à nier que sur certains sujets, Schumpeter a commis des erreurs. Il a beau avoir prédit que les jours du capitalisme étaient comptés et promis un bel avenir au socialisme, son prestige demeure intact.

Emmanuel Fournier

Qu'est-ce que la « destruction créatrice » ?

Dans *Capitalisme, socialisme et démocratie* (1942), Joseph Schumpeter avance une idée appelée à un grand succès : toute crise serait une « destruction créatrice ». La formule sonne comme un oxymore. Mais que signifie-t-elle au juste ? La voiture a éliminé le cheval et le cocher, le tracteur a détruit des emplois agricoles, l'ordinateur a supprimé les dactylos…

Mais au final, les innovations ont été source de grandes phases de croissance : nouveaux produits, nouveaux débouchés, nouveaux emplois. Loi de l'évolution du capitalisme, la destruction créatrice serait donc un « ouragan », qui détruit sur son passage mais qui se trouve aussi à la source des grandes révolutions industrielles. Cette idée, longtemps restée marginale, a connu ces dernières années un regain de vigueur. Elle inspire même les politiques de l'OCDE et la stratégie de Lisbonne, qui voient dans l'innovation le facteur clé de la croissance. Dans cette perspective, la crise de la fin des années 2000 pourrait préfigurer un nouveau régime de croissance.

Mais est-ce bien toujours le cas ? En 2012, la revue *Current History* publiait « La création destructive et le nouveau désordre mondial ». Les auteurs s'en prenaient au leitmotiv, entendu depuis des années, qui associe croissance et innovation. Certes, toutes les grandes phases de croissance ont été portées par des innovations – de techniques, de produits, de modes d'organisation. Mais l'innovation n'est pas forcément vertueuse. Elle prend parfois un visage dévastateur : celui de la catastrophe de Fukushima, ou celui des nouveaux produits financiers des années 1990, à l'origine du krach de 2008. Face à une innovation, nul ne sait dire quel sera, à long terme, le solde entre effets positifs et effets négatifs : la destruction créatrice peut donc aussi être une arme de destruction massive et précipiter le monde dans le chaos.

Jean-François Dortier

GREGORY BATESON (1904-1980)
Une écologie de la communication



Gregory Bateson est le fondateur de l'école de Palo Alto (Californie), creuset d'une intense réflexion sur les interactions sociales, la communication et les thérapies familiales. Les essais qu'il a rassemblés en 1972 (*Vers une écologie de l'esprit*) abordent tour à tour l'anthropologie, la théorie de l'apprentissage, la schizophrénie, l'évolution des espèces ou encore la dynamique des écosystèmes. Ils illustrent l'ambition de l'auteur de faire de l'analyse systémique une pince universelle pour saisir aussi bien la structure que la dynamique des relations interindividuelles et sociales.

Dans un premier ouvrage, *La Cérémonie du Naven* (1936), Bateson définissait l'individu comme l'ensemble des relations qui le lient à son environnement, ce que traduit la notion d'« écologie de l'esprit ». Pour Bateson, les conduites individuelles n'ont pas de sens en dehors du contexte et des processus concrets d'interactions. C'est donc sur ce niveau que porte l'analyse. Bateson s'attache, dans son ethnographie des Iatmuls, peuple de Nouvelle-Guinée, à décrire les interactions entre les individus, et met en évidence un « système de gestes », une expression codifiée des émotions et des attitudes, l'« *ethos* », qu'il oppose à l'« *eidos* » (processus cognitifs). Il observe au sein du peuple iatmul l'existence d'une intense rivalité entre les clans. Elle donne lieu à des interactions symétriques, c'est-à-dire des séquences de provocations qui peuvent mener à l'affrontement. C'est ce que Bateson appelle la « schismogenèse ». Existe-t-il des mécanismes régulateurs susceptibles de freiner ces emballements symétriques ? C'est ici qu'interviennent les cérémonies du Naven. Celles-ci mettent en scène des individus, un oncle maternel (*wau*) et son neveu (*laua*), appartenant à des clans différents. Dans ces rituels, lorsque le *laua* se vante, le *wau* répond

en mimant grossièrement l'attitude d'une femme soumise. Cela contribue, selon Bateson, à désamorcer la rivalité entre les clans. Ces rites peuvent cependant échouer à contenir l'emballement symétrique. La société est alors condamnée à se réorganiser ou à mourir. En ce sens, la schismogenèse gouverne autant les facteurs d'éclatement à l'œuvre dans la société que ceux du changement social.

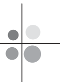
Des systèmes en boucles

La singularité de Bateson tient à son approche cybernétique : il conçoit les comportements individuels comme les unités élémentaires d'un système qui assure la régulation de l'ordre social. Cela apparaît clairement dans l'analyse qu'il offre de la société balinaise (*Balinese Character*, avec Margaret Mead, 1942). La stabilité de cette dernière se manifeste, selon lui, en tout endroit du système, dans chacune des interactions élémentaires qui le composent. Dans une fameuse séquence de photographies, Bateson représente le jeu d'une mère balinaise avec son fils. On la voit stimuler sexuellement son enfant jusqu'à ce que ce dernier, parvenant à un état de grande excitation, se jette à son cou. La mère se détourne alors et adopte la position d'un spectateur observant complaisamment le courroux de l'enfant. Cela a pour effet de « diminuer la tendance de l'enfant à un comportement compétitif ou de rivalité ».

Analyse structurale, en ce qu'elle analyse les relations entre les parties de la totalité sociale, la pensée de Bateson est aussi une pensée du changement. Changer, cela veut dire modifier les règles qui régissent les interactions au sein du système. Le problème se pose pour Bateson de manière analogue, qu'il s'agisse de la transformation d'une société, du processus de rémission d'un alcoolique ou d'une psychothérapie.

Changer les règles du jeu

Selon Bateson, deux personnes ne peuvent communiquer que si elles partagent un code qui permet de décrypter les messages échangés. Ainsi, les attitudes corporelles indiquent comment les mots prononcés doivent être compris. Le contexte, le cadre de la



communication, définit « dans quel jeu on se trouve ». Changer les règles du jeu constitue donc une tâche complexe justement parce qu'elle ne relève pas du même type logique que les interactions qui constituent le jeu. Bateson a emprunté cette idée au logicien Bertrand Russell, et en fera grand usage pour analyser aussi bien les interactions familiales que sociales. Tout message (y compris les raisonnements que se tient un individu à lui-même) est susceptible de jouer le rôle de cadre pour un message de niveau inférieur. Cela permet à Bateson d'aborder aussi bien le sens d'un rituel que les processus familiaux de renforcement mutuel, ou encore celui de « double contrainte » (*double bind*) qui mène à la schizophrénie.

La double contrainte (double bind)

Supposons que deux enfants décident de jouer à un jeu consistant à parler en obéissant à une règle d'inversion du sens. Si un enfant dit : « J'ai faim », cela signifie : « Je n'ai pas faim » et ainsi de suite. Imaginons maintenant qu'un des enfants en a assez de ce jeu stupide et dit : « Je veux arrêter de jouer. » Comment comprendre un tel message ? Dans un sens littéral ou selon la règle d'inversion du sens : « Je veux continuer à jouer » ? Difficile à dire. Si l'enfant dit au contraire : « Continuons à jouer », le message apparaît tout aussi indécidable. C'est ce que l'on peut appeler « un jeu sans fin ». Le message « je veux arrêter de jouer » ne peut mettre un terme à la partie parce qu'il introduit une confusion des niveaux logiques. Arrêter le jeu exige de recadrer ce qui est dit : c'est l'outil principal de la thérapie systémique, qui sera développée par le psychiatre Don Jackson, avec lequel il écrit *Vers une théorie de la schizophrénie* (1956).

Les difficultés du changement se posent de la même manière pour les sociétés. L'invention de nouvelles règles du jeu s'avère particulièrement ardue parce que leurs membres doivent créer ensemble de nouveaux repères, alors que leurs actions demeurent encadrées par les anciens. Les sociétés sont pourtant condamnées à s'auto-instituer, à la manière du baron de Münchhausen qui se sort de l'eau en se tirant par les cheveux…

Xavier de la Vega

Une postérité dispersée

Les idées développées par Gregory Bateson et son équipe ont eu une postérité un peu dispersée auprès d'anthropologues et de sociologues. L'indianiste Louis Dumont (*Essais sur l'individualisme*, 1983) a rendu hommage à l'analyse par types logiques, Carlo Severi et Michael Houseman ont repris et appliqué le concept de « schismogenèse » pour l'analyse des rituels (*Naven ou le donner à voir*, 1994). Le vaste programme d'analyse complexe entrepris par Edgar Morin (*La Méthode* I et II) s'inscrit dans l'esprit de la systémique de Bateson. Cependant, ses héritiers les plus directs sont des chercheurs en communication et des psychothérapeutes, tels Paul Watzlawick, John Weakland, Jay Haley et Richard Fisch, qui ont rejoint Don Jackson au Mental Research Institute en 1962. Ils exemplifient, entre autres, le mécanisme de la « double contrainte » (*double bind*) et la notion thérapeutique de recadrage. Leur apport a été très important en théorie de la communication (*La Logique de la communication*, P. Watzlawick *et al.*, 1967), et pour le succès du constructivisme social (*L'Invention de la réalité*, 1981). Ils ont aussi mis au point les thérapies familiales et les thérapies systémiques qui ne doivent plus grand-chose à l'analyse freudienne.

Il existe trois instituts Gregory-Bateson en Europe (Liège, Paris, Lausanne), fondés en 1987, qui offrent des formations en psychothérapies brèves. Cependant, l'essor de la psychologie cognitive et des neurosciences est venu depuis concurrencer le paradigme interactif qui soutient l'ensemble de l'entreprise de Bateson et de ses collègues de Palo Alto.

Nicolas Journet

NOAM CHOMSKY (né en 1928)
À la recherche de la grammaire universelle



La petite histoire veut que ce soit sur un bateau, en 1955, que le jeune Noam Chomsky, vingt-sept ans, terrassé par le mal de mer, décida de « rompre presque entièrement avec ce qui se faisait dans le domaine » (de la linguistique structurale), à savoir la description des langues dans ce qu'elles ont de particulier.

Le projet de Chomsky est formulé pour la première fois dans *Structures syntaxiques* (1957) et consiste à établir les procédures fondamentales qui permettraient de former des phrases dans toutes les langues du monde. L'ambition du linguiste est de fournir un modèle de grammaire qui soit à la fois « universel » et « génératif ». Universel car il existerait au-delà des grammaires de surface propres à chaque langue, des règles syntaxiques communes à toutes les langues du monde ; et génératif, car ces règles permettraient d'engendrer tous les énoncés d'une langue, des phrases les plus simples aux plus complexes.

L'arbre syntaxique

La grammaire générative est un peu à l'image du code génétique qui produit un nombre infini de formes par combinaison d'un nombre limité de protéines. Pour construire son modèle, Chomsky part donc à la recherche de « constituants » fondamentaux et de règles de syntaxe qui permettent de produire des énoncés.

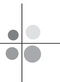
Soit la phrase « Le boulanger fait du pain ». Elle peut être décomposée en deux éléments : un « syntagme nominal » (le boulanger) et un « syntagme verbal » (fait du pain). La structure de cette phrase peut se réduire à une formule algébrique simple : P = SN + SV. Il est facile de transformer la phrase en « le pain est fait par le boulanger » en permutant les termes (règles

de réécriture et de transformation). Sur la même structure, on peut décrire la phrase : « La femme du géomètre est partie au Japon » ou « Toutes les fleurs du monde ne suffiraient à éponger ses larmes ».

Quelques années après avoir énoncé les principes de sa méthode, Chomsky aboutit à la construction d'un premier modèle, connu sous le nom de « théorie standard » (*Aspects de la théorie syntaxique*, 1965). Sa théorie repose sur l'idée de « règles de production » et le principe d'une totale autonomie de la grammaire par rapport à la sémantique. Mais cette première théorie standard se heurtera bientôt à des difficultés internes et Chomsky se verra contraint de remanier et d'étendre son modèle pour faire entrer les exemples de plus en plus nombreux qui résistent à sa théorie. Par exemple, la phrase « Le boulanger a été fait par le pain » est correcte grammaticalement mais n'a aucun sens. Cela oblige Chomsky à envisager de façon différente les liens entre sémantique et grammaire ; de même il doit abandonner la théorie des « phrases noyaux ». La nouvelle mouture de sa théorie est nommée « théorie standard étendue » (TSE) et formulée dans *Questions de sémantique* (1970), *Réflexions sur le langage* (1975).

Audience et fortune d'une théorie

Au fil du temps, la théorie de Chomsky, professeur au MIT, gagne une grande audience dans la communauté linguistique et bien au-delà. Mais en même temps, les contradictions et impasses s'accumulent. Les remaniements successifs de son modèle ont eu lieu sur fond de crise ouverte avec certains de ses anciens élèves, notamment les tenants de la « sémantique générative » (George Lakoff). À son tour, le modèle de la théorie standard étendue fait l'objet de critiques. Ce qui conduira Chomsky à une reconstruction totale de sa théorie, présentée dans les années 1980 sous le nom de « théorie des principes et des paramètres » et centrée sur la notion de grammaire universelle (*La Nouvelle Syntaxe*, 1982). Puis, au début des années 1990, un nouveau « programme minimaliste » est ébauché (*The Minimalist Program*, 1995). Au total, Chomsky aura donc formulé plusieurs versions de sa théorie,



sans être parvenu à fournir un modèle satisfaisant permettant de « réécrire » toutes les langues dans une seule. Si elle fut la plus connue, la grammaire générative de Chomsky ne fut pas la seule tentative pour construire une grammaire générale des langues humaines. La grammaire de Richard Montague (1930-1971), qui visait à décrire l'anglais à partir d'une armature logique élémentaire, relève de cette approche. À la même époque, la « syntaxe structurale » forgée par Lucien Tesnière (1893-1954) visait à décrire l'organisation générale de la phrase (dans de nombreuses langues du monde) à partir de grands blocs (les constituants de la phrase) unis entre eux par des relations de connexion ou de translation. Plus tard, dans les années 1980 vont apparaître des « grammaires d'unification », dont l'objectif est d'unifier syntaxe et sémantique.

Après des décennies de recherche, aucun de ces modèles n'a vraiment réussi à s'imposer et l'espoir de trouver un modèle simple et généralisable permettant d'expliquer le fonctionnement profond des langues n'a pas abouti à ce jour.

Jean-François Dortier

Le rebelle américain

Noam Chomsky est aujourd'hui plus connu du grand public pour sa posture d'intellectuel libertaire, dénonciateur de la politique et de la société américaines. Il faut dire que depuis le milieu des années 1960, moment où il décide de s'opposer publiquement à la guerre du Viêtnam, le linguiste ne cesse de produire des analyses historiques, politiques et sociales extrêmement critiques. Il participe à de nombreuses conférences à travers le monde, écrit une trentaine d'ouvrages et signe une multitude d'articles où il condamne surtout la politique étrangère des États-Unis et l'endoctrinement par les médias de masse.

La Fabrication du consentement constitue sans doute sa prise de position la plus marquante. Écrit en collaboration avec l'économiste Edward Herman, l'ouvrage, paru en 1988, dénonce un « modèle de propagande » véhiculé par les grands médias américains. Dépendant des groupes financiers et publicitaires, ces derniers diffuseraient une information biaisée servant les intérêts des élites économiques et politiques des États-Unis. La liberté d'expression des journalistes ne serait qu'une illusion masquant un consensus plus ou moins conscient, dictée par une ligne éditoriale, par les sources d'informations et les canaux de diffusion, et visant à garder les citoyens sous contrôle.

Un engagement critique parmi tant d'autres que Chomsky développe pour des raisons éthiques. Selon lui, « la responsabilité d'un auteur, parce qu'il exerce une influence morale, est de s'efforcer de révéler la vérité sur des sujets humainement significatifs à un public capable de s'en saisir ». Ainsi, s'il s'attaque à un monde dont il fait partie lorsqu'il critique les États-Unis et les démocraties occidentales, c'est parce qu'il estime devoir se concentrer sur les comportements qu'il peut influencer. « Dire la vérité au pouvoir n'est pas une vocation honorable, on devrait plutôt chercher à atteindre un public qui compte. (…) C'est une seconde nature chez tout bon enseignant, et devrait l'être autant chez n'importe quel auteur ou intellectuel. »

Titus Holliday

HANNAH ARENDT (1906-1975)
Penser les maux de la modernité



Difficile de trouver un fil rouge à la pensée de Hannah Arendt – entre sa monumentale conceptualisation du totalitarisme, sa critique du sionisme et son analyse controversée de la « banalité du mal » –, sauf peut-être à considérer qu'elle a mené tout au long de sa vie une réflexion sur l'originalité, le caractère inédit de son époque.

Exilée en France, puis aux États-Unis à cause du nazisme, Arendt publie en 1951 *Les Origines du totalitarisme*. Pour elle, le totalitarisme désigne à la fois les régimes nazi et stalinien, qui ont des traits communs en dépit de leur rivalité pendant la guerre. Dans son œuvre, Arendt traite de ce qu'elle nomme des « éléments » du totalitarisme, à savoir l'antisémitisme, l'impérialisme, le racisme. Les formes dans lesquelles ont cristallisé ces éléments sont les régimes totalitaires, formes de gouvernement inédites dans l'histoire de l'humanité. Car, à l'inverse des tyrannies ou des régimes autoritaires traditionnels, analyse Arendt, « le totalitarisme ne tend pas à soumettre les hommes à des règles despotiques, mais à un système dans lequel les hommes sont superflus ». C'est, selon Arendt, l'un des traits des régimes totalitaires, les humains y deviennent « de trop ». L'idéologie nazie vise l'élimination des « races inférieures » pour le développement de la « race supérieure ». Les régimes totalitaires invoquent aussi les « lois de l'histoire », déploient des idéologies englobantes qui subjuguent les masses. Lutte des races ou lutte des classes relèvent de la même logique pour Arendt : sacrifier les « humains », la pluralité humaine – le simple fait que tous les humains sont différents les uns des autres – à l'accomplissement d'un « homme nouveau ». Le camp de concentration est l'institution centrale du régime totalitaire, car c'est dans les camps, lieux où la ter-

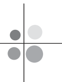
reur est institutionnalisée, que leur humanité est arrachée aux hommes. C'est dans les camps que l'impossible, l'impensable se produit, souligne Arendt.

Imaginer un monde où l'humain n'est pas de trop

L'expérience inédite du totalitarisme au xxe siècle, au cours de laquelle l'impensable s'est produit, pose une question centrale à Arendt : à quelle condition un monde non totalitaire – un monde où l'humain n'est pas de trop – est-il possible ? Car le totalitarisme n'est pas le seul régime à étouffer la vie humaine. Dans ses ouvrages suivants, Arendt marque un certain pessimisme face à la vie moderne dans son ensemble : la technique, le travail mécanisé et la société de consommation ne sont-ils pas aussi d'autres formes de puissances asservissantes qui dégradent la vie humaine ? Dans *Condition de l'homme moderne* (1958), la philosophe dresse le portrait de l'homme moderne comme un être agissant, ayant une *vita activa*. Cette *vita activa* prend trois formes principales : le travail, l'œuvre et l'action. Arendt s'interroge sur les liens entre ces trois types d'activités dans le monde moderne où le travail a pris une importance essentielle. Elle s'inquiète du fait que le cycle production-consommation prenne le pas sur l'œuvre et sur l'action politique. Dans le même essai, elle revient sur la division établie dans l'Antiquité entre le domaine privé (le domaine familial, qui est celui du travail, de la nécessité) et le domaine public (celui du politique, de la liberté). Arendt diagnostique l'avènement d'une société marquée par une résorption du politique, dans laquelle les hommes n'ont en commun que leurs intérêts privés.

Le mal est banal

La réflexion sur le mal qu'Arendt avait entamée dans *Les Origines du totalitarisme* rejaillit dans le contexte du procès Eichmann. En 1961, Adolf Eichmann, ancien fonctionnaire du IIIe Reich, est jugé à Jérusalem. Arendt couvre le procès pour la revue américaine The New Yorker. De cette expérience elle tire un livre, *Eichmann à Jérusalem*, dont le sous-titre, « Rapport sur la banalité du mal », deviendra une formule largement reprise



et débattue. Elle décrit « l'administrateur de transport » comme un homme ordinaire, dépourvu d'antisémitisme, qui, en fonctionnaire zélé, a exécuté les ordres, et cessé de voir comme des humains ceux qu'il envoyait vers les camps de la mort.

Ce portrait a été révisé par la suite. Mais sa description du criminel « de bureau », homme ordinaire qui commet le mal absolu, a permis à Arendt d'asseoir la thèse de la « banalité du mal ». À la fin des années 1960, après la controverse née de la publication de *Eichmann à Jérusalem*, Arendt donnera des cours de philosophie politique à la New School for Social Research de New York. Elle poursuit, jusqu'à son décès en 1975, une intense activité de recherche et d'écriture, toujours dans le souci de comprendre le monde contemporain.

Justine Canonne et Céline Bagault

La banalité du mal revisitée

Comment des hommes ordinaires peuvent-ils devenir des bourreaux ? Simplement en se soumettant aveuglément aux ordres, soutenait Hannah Arendt en 1963. Une série d'études postérieures remet en cause cette conclusion. Les historiens David Cesarani (*Becoming Eichmann. Rethinking the life, crimes, and trial of a « desk killer »*, 2006) et Laurence Rees (*Auschwitz. The nazis and the « final solution »*, BBC, 2005) ont montré que les responsables du génocide nazi ont été plus que des exécutants serviles, prenant des initiatives et faisant preuve d'engagement pour atteindre les buts fixés. L'obéissance ne suffirait donc pas à expliquer le crime : l'idéologie compte, de même que les dispositions morales. En effet, il s'avère que les auteurs de génocides – en Allemagne comme au Rwanda – n'étaient pas des psychopathes, ni des exécutants aveugles. Selon Alexander Haslam et Stephen Reicher (« Questioning the banality of evil », *The Psychologist*, janvier 2008), ils trouvaient des justifications morales à leurs actes. Les meurtriers de masse n'ignoreraient donc pas la morale commune, mais ils en déplacent les limites, celles entre « eux » et « nous ». Dès lors qu'un groupe n'est plus inclus dans l'humanité commune, tout devient possible.

Telle est la thèse développée par le psychologue Harald Welzer, dans son livre *Les Exécuteurs* (2007), qui passe en revue des témoignages de massacres au Viêtnam, en Yougoslavie ou au Rwanda. Enfin, le sentiment de menace est un élément important, souligné tant par A. Haslam et S. Reicher que par H. Welzer. Les gens qui commettent des massacres le font dans des périodes de guerre ou de guerre civile. Ils ont parfaitement conscience de vivre une situation exceptionnelle et de devoir agir selon des normes inhabituelles. Ce sont des hommes certes ordinaires, mais vivant dans un contexte extraordinaire et menaçant.

Achille Weinberg

ERVING GOFFMAN (1922-1982)
La dramaturgie de la vie quotidienne



Pour le sociologue canadien, la vie sociale est comme une scène où nous sommes en représentation et où nos interactions sont gouvernées par des rituels. En analysant les subtiles interactions entre acteurs sociaux, Erving Goffman a profondément renouvelé l'étude de la communication sociale.

Les rituels d'interaction

Né en 1922 à Mannville (Alberta), Erving Goffman est l'auteur d'une œuvre originale, qui représente le « chaînon manquant » entre l'approche communicationnelle de l'école de Palo Alto et l'approche sociologique de Chicago. Pour lui, ce sont les échanges en face à face qui font la trame et l'essence du social. Or le processus d'interaction entre deux personnes est fragile. C'est pourquoi il est régulé par des « rituels d'interaction » (règles de politesse, prise de parole…), qui permettent aux individus de « faire bonne figure ». La vie sociale, soutient Goffman, est une sorte de théâtre, où l'on est tenu d'adopter des rôles, et où l'on doit feindre de prendre au sérieux les rôles des autres.

Faire bonne figure

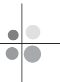
Goffman est un adepte de l'immersion dans le milieu étudié plutôt qu'un adepte du laboratoire. Il observe que, dans une rencontre, chaque acteur cherche à donner une image valorisée de lui-même, ce qu'il nomme la « face » ou « valeur sociale positive qu'une personne revendique ». L'un des enjeux essentiels de l'interaction est de faire bonne figure (donc, de ne pas perdre la face). Pour cela, il convient que tout le monde coopère dans une sorte d' « accord de surface » et selon un mode de conduite tacite (les « règles cérémonielles »).

La Présentation de soi (1956) est le premier ouvrage de Goffman où il développe sa métaphore théâtrale. Il y compare le monde à une scène où les individus tiennent des rôles, et où les relations sociales sont des performances soumises à des règles précises. L'une des questions essentielles qui se posent à l'acteur (dans la vie comme au théâtre) est de créer chez autrui une impression de réalité. Pour cela, il doit adapter sa présentation (sa « façade personnelle ») à son rôle et dramatiser celui-ci, c'est-à-dire incorporer à son activité des signes qui donneront de l'éclat et du relief à certains de ses comportements. C'est le cas, par exemple, au football, d'un arbitre qui décide toujours très vite pour paraître infaillible.

Filant la métaphore, Goffman divise les lieux sociaux en plusieurs régions. Les « régions antérieures » (la scène) sont celles où se déroulent les représentations : les acteurs y sont confrontés au public et doivent y tenir leurs rôles (comme le professeur dans sa classe ou le boute-en-train dans une soirée). Les « régions postérieures » (les coulisses) sont fermées au public et l'acteur peut donc y relâcher son contrôle ou préparer sa future prestation (le professeur avoue son ignorance en révisant son cours, le boute-en-train laisse percer sa tristesse…). De la même façon qu'il classe les « régions », Goffman dresse un inventaire des rôles que l'on peut tenir : les rôles francs (comme ceux d' « acteur » ou de « public ») mais aussi d'autres plus subtils (qu'il appelle « contradictoires ») comme celui du « comparse » qui appartient à l'équipe des acteurs mais fait semblant de faire partie du public (la femme qui s'esclaffe quand son mari raconte dans une soirée une histoire drôle qu'elle a déjà entendue vingt fois) ou la « non-personne » qui est présente pendant l'interaction mais considérée comme absente et vers laquelle la représentation n'est pas dirigée (le chauffeur de taxi dont la présence n'empêche pas la femme de se remaquiller ou un couple de se disputer).

Reclus et stigmatisés

Dans *Asiles* (1961), l'un de ses plus célèbres ouvrages, Goffman a caractérisé ce qu'il appelle les « institutions totales », celles où des individus coupés du monde « mènent ensemble



une vie recluse dont les modalités sont explicitement et minutieusement réglées ». Il a vécu un an à l'hôpital Saint-Elizabeth de Washington, en se mêlant aux malades. Il traite de l'hôpital psychiatrique comme d'un établissement social spécialisé dans le « gardiennage » des hommes, sans aborder particulièrement la question de la maladie mentale. Il décrit méticuleusement la vie quotidienne des « reclus » (soignés et soignants) et cherche à comprendre la cohérence des comportements à partir des contraintes organisationnelles. Il adopte pour cela le point de vue des internés, montrant ainsi que les comportements peuvent être soumis à plusieurs lectures : une lecture « extérieure », médicale et « psychologisante », qui interprète l'attitude des patients comme des symptômes d'inadaptation à la société et à la vie normale ; une lecture « intérieure », montrant que ces mêmes attitudes résultent d'une adaptation tout à fait rationnelle au contexte hospitalier et à ses contraintes. Dans le même esprit, il décrira la manière dont les handicaps psychiques ou physiques faussent les interactions entre « normaux » et « stigmatisés » (*Stigmates*, 1963).

En France, il a fallu attendre la traduction d'*Asiles* en 1968 pour qu'il atteigne une certaine notoriété. Ceux qui le lurent alors reçurent une sorte de choc tant la force et l'originalité de l'ouvrage s'imposaient. L'ouvrage est devenu un classique que tout étudiant en sociologie doit connaître et l'œuvre de Goffman a suscité un intérêt grandissant au cours des dernières années.

Dominique Picard

L'école de Chicago

Naissance de la sociologie américaine

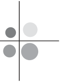
L'école de Chicago est associée à la naissance de la sociologie américaine et aux premières études sur la ville. Le département de sociologie de Chicago est créé en 1892 par Albion W. Small (1854-1926). Il dirigera le département jusqu'en 1924. A.W. Small est le premier grand organisateur de la sociologie américaine. C'est lui qui crée The American Journal of Sociology. Jusqu'aux années 1930, Chicago est le plus grand centre de recherche et d'enseignement en sociologie des États-Unis.

Un laboratoire social

À partir des années 1920, l'université de Chicago devient un centre d'impulsion de recherches menées sur la ville et ses quartiers. William I. Thomas, Robert Park et Louis Wirth, notamment, ont mené des enquêtes sur le mode de vie des habitants de Chicago. À cette époque, la ville forme une mosaïque urbaine composée de nombreuses communautés immigrées : Polonais, Irlandais, Italiens, Juifs et Noirs venus du sud des États-Unis. C'est dans ce « laboratoire social » – l'expression est de R. Park – que les sociologues vont initier une série d'enquêtes monographiques qui vont marquer l'histoire de la sociologie : W.I. Thomas, F. Znaniecki, *Le Paysan polonais en Europe et en Amérique*, 1919 ; N. Anderson, *Le Hobo : sociologie du sans-abri*, 1923 ; H.W. Zorbaugh, *The Gold Coast and the Slum*, 1928 ; F. Thrasher, *The Gang* (publié en 1927 au moment de la prohibition et du crime organisé) ; C. Shaw, *The Jack-Roller*, 1930, histoire de vie d'un délinquant ; L. Wirth, *The Ghetto*, 1928, consacré au quartier juif de Chicago ; St. Clair Drake, H.R. Cayton, Black Metropolis : *A Study of Negro Life in a Northern City*, 1945, une monographie du quartier noir de la ville.

L'écologie urbaine

Pour les sociologues de Chicago, il était clair que la concentration urbaine et la « désorganisation sociale » ne pouvaient entraîner que la délinquance et la criminalité. Tel est un des thèmes centraux de l'« écologie urbaine ». Par « écologie », on entend que le milieu social est favorable ou non à un type de comportement et à une personnalité urbaine typique. Ainsi, Robert E.L. Faris et Henry W. Dunham, ont mesuré les relations entre zones urbaines et pathologies mentales à Chicago (*Mental Disorders in Urban Areas*, 1939). Ils sont arrivés à la conclusion que les pathologies sont plus fréquentes dans les aires de désorganisation sociale où règnent le paupérisme, le chômage et la criminalité. Ce qui est la preuve, selon eux, de l'impact de l'environnement social sur la personnalité.



On doit aussi à l'école de Chicago des études exemplaires sur l'implantation spatiale des activités dans la ville : le « modèle sectoriel » d'Homer Hoyt (*The Structure and Growth of Residential Neighborhoods in American Cities*, 1939) ou le « modèle polynucléaire » de Chauncy D. Harris et Edward L. Ullmann en 1945 (« The Nature of Cities », *The Annals of the American Academy of Political and Social Science*, n° 242), qui vont devenir des prototypes de la géographie urbaine.

La seconde école de Chicago

Au lendemain de la Seconde Guerre mondiale, la sociologie de Chicago change d'orientation. On parle alors d'une « seconde école de Chicago ». Elle sera marquée par l'« interactionnisme symbolique », promu par Herbert G. Blumer (1900-1987), qui aura une forte influence sur certains de ses élèves comme Howard Becker ou Erving Goffman.

HERBERT A. SIMON (1916-2001)
La rationalité limitée



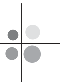
Les économistes le connaissent pour avoir décroché le prix Nobel d'économie (1978), les sociologues des organisations le connaissent comme le théoricien de la « rationalité limitée », les spécialistes de sciences cognitives le considèrent comme le créateur, avec Allen Newell, du premier programme d'intelligence artificielle. Une même problématique unit tous ces domaines de recherches : comment comprendre les raisons de nos choix en situation vécue ?

Les décisions en situation

Herbert A. Simon s'est attaqué, depuis sa thèse de science politique (1943), à la fondation d'une nouvelle science : la science de la décision. Comment prendre une décision dans un univers incertain ? Quelle stratégie mentale adopter pour résoudre un problème ? L'épistémologue Jean-Louis Le Moigne, spécialiste de la systémique, a bien connu Simon. Il raconte que dans son étude, Simon partait d'un constat : « Pour élaborer leurs décisions, les administrateurs ne se conformaient absolument pas aux schémas appris à l'université et fondés sur le calcul des utilités marginales. Leurs comportements observés, bien que "raisonnés", en général de façon satisfaisante, ne sont manifestement pas ceux décrits dans les manuels ! Les recherches de Simon portent donc sur le raisonnement humain en situation. Il se démarque ainsi des modèles formels utilisés par les économistes ».

La psychologie des agents décideurs

C'est en 1960 qu'apparaît pour la première fois l'expression « science de la décision ». Simon l'introduit dans une conférence.



La « nouvelle science de la décision », telle que la conçoit Simon, suppose la connaissance de la psychologie des agents décideurs au sein des grandes organisations. Il cherche pour cela à construire un modèle du raisonnement « heuristique », explique J.-L. Le Moigne : « D'abord il faut remettre en cause l'idée selon laquelle la décision est une réponse précise à un problème donné, prédéfini. La décision est un processus où problème et réponse se construisent en même temps. Simon ne parle pas de la décision mais de "*decision making process*" (élaboration de la décision). La première phase de la décision consiste à identifier la nature de la question à traiter. Parfois la décision peut conduire à changer les données du problème. »

Le modèle de Simon se démarque ainsi de l'idéal de l'*Homo œconomicus*. Lorsqu'il doit faire un choix, le décideur ne connaît pas toutes les données du problème, le nombre de paramètres en jeu rendant impossible un calcul exact de la solution optimale. Sa rationalité est dite « limitée ». Pour résoudre les problèmes, le sujet n'explore donc pas toutes les solutions possibles jusqu'à trouver la meilleure, il s'en tient à quelques heuristiques habituelles, des solutions raisonnables plutôt que pleinement rationnelles.

L'exemple qu'il cite souvent est celui des joueurs d'échecs : « Aux échecs, il est impossible à un cerveau humain, ni même à un ordinateur d'envisager toutes les combinaisons possibles. Celles-ci sont au nombre de plusieurs milliards !, dit J.-L. Le Moigne. Les joueurs utilisent donc des heuristiques, stratégies habiles, raisonnées, et non pas une procédure algorithmique qui consisterait à passer en revue la liste complète des solutions. » Pour la plupart des problèmes de la vie quotidienne nous mettons en œuvre de telles heuristiques, c'est-à-dire des raisonnements plausibles mais non certains (des inférences plutôt que des déductions).

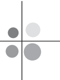
De la rationalité substantive à la rationalité procédurale

Simon a longuement écrit sur le concept de rationalité. À partir des années 1970, son concept de « rationalité limitée », qui renvoie à l'idée d'une connaissance imparfaite ou bornée que

le sujet a de son environnement, aboutit à une nouvelle conception du raisonnement humain : « Depuis les années 1970, et précisément à partir de 1973, développe J.-L. Le Moigne, Simon préfère opposer le concept de rationalité substantive, qui est le raisonnement formel, analytique et déductif, à la rationalité procédurale qui correspond à la façon dont l'être humain conduit fort correctement sa raison en reliant sans cesse ses intentions et ses perceptions du contexte dans lequel il raisonne[1]. » En introduisant le concept de rationalité limitée, Simon aura invité à repenser les liens entre l'économie, les sciences cognitives et d'autres volets des sciences humaines.

Jean-François Dortier

1- Les propos de Jean-Louis Le Moigne sont extraits d'un entretien accordé à *Sciences Humaines*, HS n° 2, mai-juin 1993.



Vers l'économie comportementale

La « science de la décision » et plus particulièrement la conception d'une décision basée sur une rationalité limitée a eu un large impact sur les sciences de gestion, particulièrement dans les champs du marketing, des ressources humaines et de la théorie des organisations. Elle influence également encore les sciences cognitives. Par exemple, le chercheur à l'EHESS Frédéric Laville montre comment les ressources cognitives de l'environnement complètent systématiquement les capacités cognitives des agents dans le processus décisionnel (« La cognition située, une nouvelle approche de la rationalité limitée », 2000).

Mais Herbert Simon a surtout été à l'origine de la rencontre entre économie et psychologie sur le terrain de l'économie comportementale. À partir de la psychologie de la décision, les psychologues Daniel Kahneman et Amos Tversky vont fonder l'économie expérimentale (ou comportementale) au cours des années 1970. Nobélisée il y a cinq ans, cette discipline, qui montre la pluralité des normes guidant nos choix, a récemment reçu l'appui de l'imagerie cérébrale. Ainsi, le développement d'une « neuroéconomie », par l'étude de l'activité neuronale durant la prise de décision, prolonge et enrichit l'œuvre de Simon. L'économie cognitive participe de ce mouvement en prenant en compte l'influence des croyances, anticipations et hypothèses des agents sur leurs comportements (Bernard Walliser, *L'Économie cognitive*, 2000).

Julia Bihl

CLAUDE LÉVI-STRAUSS (1908-2009)
Le plus philosophe des ethnologues

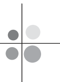


Claude Lévi-Strauss rencontre en 1942 le linguiste Roman Jakobson qui provoque chez lui une « illumination » dont il a tiré depuis une œuvre, une méthode, une vision des cultures humaines, en même temps qu'il introduisait le structuralisme dans les sciences sociales.

Les structures élémentaires de la parenté

Né en 1908 dans une famille cultivée, Claude Lévi-Strauss est, en 1934, un jeune agrégé de philosophie. L'occasion lui est offerte d'aller enseigner la sociologie au Brésil, à São Paulo. Il y restera presque cinq ans, profitant des vacances pour visiter les villages indiens du Matto Grosso. L'ethnographie est sa nouvelle vocation. En 1940, il est en France et, pour fuir les persécutions antisémites, il traverse l'Atlantique. En compagnie d'autres exilés européens, il enseigne à la New School for Social Research (New York), écrit sur les Nambikwaras du Brésil et se spécialise en ethnologie américaine. C'est là, au contact de Roman Jakobson, qu'il entreprend d'acclimater la notion linguistique de structure à son propre champ d'étude : l'anthropologie sociale et culturelle.

Son premier ouvrage, *Les Structures élémentaires de la parenté*, qui paraît en 1949 à Paris est un événement salué. Dans ce gros livre, Lévi-Strauss développe une thèse : les systèmes de parenté remplissent une fonction primordiale qui consiste à codifier les règles du mariage entre familles. Certaines sociétés les conçoivent de façon contraignante : on parle alors de « systèmes élémentaires ». Lévi-Strauss montre que les formes d'échange qui en résultent suivent un petit nombre de modèles, restreints ou généralisés. En quoi cela fonde-t-il le « structuralisme » ? La notion



existait en anthropologie : on parlait de « structure sociale » pour désigner ce que dans les sociétés lettrées on appelle les « institutions ». Mais dans l'usage de Lévi-Strauss, une structure est autre chose : c'est un dispositif intellectuel sous-jacent à toute forme de culture, comme peuvent l'être dans le cas de la langue les règles de formation des mots et des phrases. D'autre part, une culture, comme une langue, est un système clos : on doit en considérer l'état présent et non l'histoire de ses composants. Telles sont les idées qui érigent le structuralisme en méthode d'investigation d'avant-garde pour toute question qu'on voudra lui soumettre : histoire, culture, psychologie, littérature, sociologie. « Avant-garde » veut dire « intéressant », mais pas forcément apprécié : Lévi-Strauss, deux fois retoqué, attendra neuf ans pour entrer au Collège de France, alors qu'il est l'anthropologue le plus brillant et le plus lu de sa génération, grâce à un récit philosophique, *Tristes tropiques* (1955), qui dénonce l'extinction des cultures amérindiennes.

Les Mythologiques

Quand enfin il entre au Collège de France, il y installe en 1961 un grand laboratoire d'anthropologie sociale, et lance une revue, *L'Homme*, rapidement la plus en vue dans la spécialité.

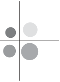
Pour Lévi-Strauss vient le temps de consolider son œuvre. Après *Anthropologie structurale* (1958), *La Pensée sauvage* (1962) programme l'analyse structurale des savoirs naturalistes, des rites et des mythes. Puis Lévi-Strauss se plonge dans la réalisation : mettre en forme et publier les travaux qu'il mène depuis 1950 sur les mythes amérindiens. Ce sera son chef-d'œuvre : plus de 4 000 pages serrées montrant comment, du Nord au Sud du Nouveau Monde, les mythes, ramenés à une série d'oppositions distinctives, se répondent les uns aux autres, et constituent ce que des mathématiciens appellent un « groupe de transformations ». Lévi-Strauss s'avance à en formuler l'équation algébrique générative (appelée « formule canonique »). Encensées, pas toujours lues, ces *Mythologiques* (1964-1971), sont un aboutissement du projet de Lévi-Strauss : montrer que les mythes obéissent à une logique binaire et structurale, celle de l'esprit humain au travail.

Et cela, indépendamment de toute fonction axiologique. Dans un texte resté célèbre, le « finale » de *L'Homme nu* (*Mythologiques*, t. IV), il conclut crânement que, peut-être, les mythes ne signifient « rien ». De là, sans doute, la perplexité mêlée d'admiration avec laquelle son œuvre est parfois accueillie.

En 1973, Lévi-Strauss accepte volontiers un siège d'académicien. Son œuvre est à cette date loin d'être achevée : bien d'autres travaux sur les arts, la parenté, les mythes encore viendront s'ajouter et, parfois, répondre à des objections qui lui sont faites. Depuis les années 1960, en effet, les idées de Lévi-Strauss suscitent des commentaires critiques, comme ceux de Jean-Paul Sartre, d'Edmund Leach en Angleterre, de Marvin Harris aux États-Unis.

Au tournant des années 1980, alors que Lévi-Strauss se retire de l'enseignement avec les honneurs, la tendance est, en France, à la critique de son œuvre : taxé d'ignorer le sujet humain, le structuralisme est fustigé par les nouveaux philosophes. Il est aussi égratigné sur le plan de la rigueur par des critiques (Dan Sperber, *Le Savoir des anthropologues*, 1983). Il n'empêche : la marque laissée par Lévi-Strauss sur l'anthropologie et, par son influence intellectuelle, sur bien d'autres régions du savoir est indélébile. On discute encore aujourd'hui des *Structures élémentaires de la parenté* et de sa « formule canonique » appliquée aux mythes.

Nicolas Journet



Héritage et dépassement du structuralisme

Sans en être l'unique source, le travail de Claude Lévi-Strauss a joué un rôle central dans le déclenchement de la « vague structurale » qui a balayé le champ intellectuel européen entre 1960 et 1975. Comme le remarquait Jean Piaget en 1964 (*Le Structuralisme*), la notion de « structure » a reçu des définitions et servi à des usages multiples selon les sources où elle puisait, et le champ auquel on l'appliquait. En s'inspirant des linguistes (Ferdinand de Saussure, Roman Jakobson) et de la mathématique des groupes, Lévi-Strauss conçut un type particulier d'analyse structurale : analyse synchronique, logique binaire, arbitraire du signe, centralité de l'opposition nature-culture. Il a influencé des contemporains comme Roland Barthes, Jacques Lacan, Jean-Pierre Vernant, tandis que Louis Althusser s'employait à rendre ce structuralisme compatible avec le marxisme. Les structures présentaient des visages différents chez le linguiste Georges Dumézil (structure = institution), ou chez l'anthropologue Louis Dumont (structure = configuration de valeurs). En effet, Lévi-Strauss n'a pas cherché à faire de ses disciples de fidèles continuateurs de sa manière de faire.

Au milieu des années 1970, le structuralisme sembla avoir atteint les limites de son développement théorique : il se heurtait à un désaveu de ses ambitions au profit d'un poststructuralisme qui mettait en doute le caractère objectif et intemporel des structures (Michel Foucault, Gilles Deleuze, Jacques Derrida, Jean-François Lyotard). Pour autant, le structuralisme a imprégné durablement l'anthropologie, en France du moins, et maintenu les yeux des chercheurs fixés sur des objets que Lévi-Strauss avait su mettre en valeur : les systèmes de parenté et les catégories de sexe (Françoise Héritier, Laurent Barry), les mythes (Emmanuel Désveaux, Pierre Maranda), les formations sociales (Maurice Godelier). Philippe Descola, actuel directeur du Laboratoire d'anthropologie fondé par Lévi-Strauss, a développé une analyse contrastive des modes de socialisation de la nature produits par les différentes cultures du monde (*Par-delà nature et culture*, 2005).

N.J.

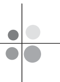
KONRAD LORENZ (1903-1989)
Naissance de l'éthologie



En 1973, les Autrichiens Karl von Frisch (1886-1982), Konrad Lorenz et le Hollandais Nikolaas Tinbergen (1907-1988) reçoivent le prix Nobel de médecine et de physiologie pour leurs travaux sur la biologie du comportement animal. Tous trois sont considérés comme les fondateurs d'une nouvelle discipline, l'éthologie, dont les premières recherches remontent à l'entre-deux-guerres. Lorenz est le plus connu des trois : ce biologiste et zoologiste reste, pour le public « l'homme aux oies cendrées ».

Le phénomène de l'empreinte

En effet, c'est à partir de ses observations sur les oies, dans les années 1930, qu'il définit le phénomène de l'empreinte. Ce mécanisme correspond, chez les oiseaux, à une période précoce du développement, le moment où le nouveau-né fixe ses préférences à l'égard de ses congénères ou de sa mère. Lorenz avait démontré, en remplaçant la mère des jeunes oiseaux par un leurre, un autre animal (chat ou poule) ou même un humain, que les jeunes tout juste éclos considèrent ce substitut comme leur mère. Ils s'attachent durablement à lui et le suivent partout, comme ils le feraient avec leur mère biologique. L'oisillon n'a donc pas une connaissance innée de l'image de ses parents, mais il l'acquiert au cours d'une période précoce. Ce lien entre instinct et comportement sera le thème dominant de l'œuvre de Lorenz, développé notamment dans ses *Trois essais sur le comportement animal et humain* (1937 à 1954). Comme Charles Darwin l'avait soutenu, les comportements complexes (fabrication d'un nid, migration) sont des produits de la sélection naturelle transmis héréditairement, au même titre que la forme d'un organe. La réalité de l'instinct est attestée par l'existence



d'une « réaction à vide », où l'animal réalise une séquence d'actes indépendamment de support réel. Ainsi l'étourneau, élevé par Lorenz dans son appartement, chassait des insectes imaginaires en réalisant toute la séquence de conduite de son espèce : poursuite au vol, saisie du bec, déglutition.

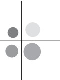
L'instinct, un programme inné

Au cours des années suivantes, les travaux de Lorenz sont consacrés aux instincts. Chez la plupart des espèces animales, il repère des comportements stéréotypés, invariables et caractéristiques : posture d'agression, parade amoureuse, cris de reconnaissance, toilettage… qui correspondent à des instincts. Par exemple, le merle qui picore le sol pour dénicher des vers agit par instinct, tout comme l'araignée qui fait sa toile. N. Tinbergen avait étudié le mécanisme du déclencheur chez l'épinoche. Chez ce poisson, les mâles possèdent un ventre rouge. Au printemps, lorsque les mâles se battent entre eux, la présence d'un ventre rouge ou de tout autre objet comportant une tache rouge va provoquer l'attaque de l'épinoche. Lorenz et N. Tinbergen s'opposent ainsi aux behavioristes qui soutiennent que les comportements sont modelés par l'apprentissage : les deux éthologues conçoivent l'instinct comme un programme inné, qui évolue par maturation.

En 1940, Lorenz devient professeur à l'université de Königsberg, où il occupe la chaire d'Emmanuel Kant. Eugéniste, il est également membre du « département de politique raciale » du parti nazi, avant de prendre ses distances avec le régime. Après-guerre, il devient directeur de l'institut Max-Planck, un centre suisse d'étude de la physiologie et du comportement. C'est à cette époque qu'il va tenter d'appliquer les principes de l'éthologie aux conduites humaines. Lorenz soutient que, chez l'homme, les instincts ont tendance à perdre de leur spécialisation. Ce qui fait de l'homme un « être inachevé », un « spécialiste de la non-spécialisation ». Dans un livre célèbre, *L'Agression* (1966), il soutient que l'agressivité est une conduite naturelle, indispensable à la survie de toute espèce animale (pour défendre ou conquérir un territoire, pour combattre les autres préten-

dants). Il existe cependant des mécanismes de régulation et d'inhibition de l'agressivité. Pour Lorenz, un grand nombre d'animaux sociaux ont adopté, au cours de l'évolution, des stratégies permettant d'éviter l'escalade de la violence. Des rituels prennent ainsi la place des combats réels : chez les cerfs, par exemple, le combat entre mâles est ritualisé et n'est jamais très violent. La lutte prend la forme d'un « étalage tapageur » : aux coups réels, les combattants semblent préférer les gestes de menace. Par ailleurs, la hiérarchie entre animaux devient une convention qui permet d'éviter les combats autour des ressources. Ainsi, à l'issue de la chasse, chez les lions, le mâle dominant peut se servir avant les autres, sans que son geste fasse l'objet d'une contestation ou d'un conflit. Et si ce dernier semblait néanmoins devoir émerger, des rituels de menace et de pacification auraient tôt fait de le désamorcer. Chez les humains, ce dispositif d'inhibition est levé dans certaines conditions. C'est le cas de la guerre, où la violence perd toute limite. Ce livre sera le plus controversé des écrits de Lorenz.

Jean-François Dortier



Agression, attachement, empathie : un héritage contesté

Quelle postérité pour les travaux de Konrad Lorenz ? Tout d'abord, une « éthologie humaine » va se développer : Irenäus Eibl-Eibesfeldt, élève de Lorenz, étudiera les postures et les mimiques (de joie, de soumission, de domination, de séduction) des humains et des animaux. Desmond Morris comparera les comportements sexuels chez les humains et les autres espèces. Par ailleurs, ses travaux sur l'empreinte seront prolongés par les recherches sur l' « attachement » – c'est-à-dire le lien affectif profond qui unit, chez les oiseaux et les mammifères (dont les humains), la mère à ses enfants. La notion d'attachement, élaborée par le psychiatre anglais John Bowlby en 1959, et reprise ultérieurement par Mary D.S. Ainsworth, Hubert Montagner et Boris Cyrulnik, traduit un besoin primaire de communication, de liens affectif qui ne dériveraient pas – contrairement à ce que soutiennent les psychanalystes – de l'apport de nourriture ou de la libido focalisée sur la sphère orale.

Les réflexions de Lorenz seront aussi reprises en éthologie cognitive : fondée par l'Américain Donald R. Griffin dans les années 1980, cette discipline s'intéresse aux comportements animaux en tant qu'ils traduisent des intentions, des choix, des stratégies ; elle leur attribue donc des facultés de représentation, de mémoire, voire de conscience.

La primatologie, enfin, a passablement corrigé les vues de Lorenz. Franz de Waal, spécialiste des chimpanzés, a souligné à quel point les gestes de coopération et de réparation ont une importance stratégique chez nos cousins simiens. Contre l'idée de Lorenz selon laquelle l'agressivité, la domination et la soumission sont les principaux ressorts de la vie sociale animale adulte, F. de Waal participe, dans les années 1990, à la fondation d'une nouvelle primatologie. Cumulant les recherches sur la réconciliation, le rôle pacificateur de la sexualité, la consolation et le sens de l'équité chez les chimpanzés et les bonobos, il explique leurs actes d'altruisme par l'empathie, c'est-à-dire la capacité d'un individu – animal ou humain – à percevoir et ressentir les émotions d'autrui. Mais F. de Waal franchit un pas supplémentaire : contre la vision agressive des sociétés humaines de Lorenz, il admet aussi que c'est l'empathie qui a favorisé le progrès moral et social des communautés humaines, et non pas seulement l'interdit ou la peur du châtiment (*L'Âge de l'empathie*, 2010).

J.-F. D.

PIERRE BOURDIEU (1930-2002)
Le maître à penser

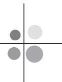


On l'a aimé ou on l'a détesté, mais le sociologue Pierre Bourdieu a rarement laissé indifférent. Il faut dire qu'il y a matière à discussion avec la quarantaine d'ouvrages et sans doute les quelques centaines d'articles qu'il a publiés sur les sujets les plus divers.

Disciple ou adversaire, on lui accorde le mérite d'avoir tenté d'intégrer dans sa théorie (articulée autour de trois concepts clés : *habitus*, champ, capital) une synthèse des apports respectifs de Karl Marx, Max Weber et Émile Durkheim. Mais au-delà, c'est avec tout un pan des sciences humaines que Bourdieu a construit sa théorie : Claude Lévi-Strauss et le structuralisme, Maurice Merleau-Ponty et sa philosophie anti-intellectualiste, le linguiste Noam Chomsky, Ludwig Wittgenstein, Erwin Panofsky, Ernst Cassirer…

Pratiques culturelles et origine sociale

La dimension la plus connue de son œuvre reste celle où il met en évidence le fonctionnement subtil des inégalités face à la culture. Qu'il s'agisse d'enseignement supérieur (*Les Héritiers*, 1966 ; *La Reproduction*, 1970), de fréquentation des musées (*L'Amour de l'art*, 1969) ou de photographie (*Un art moyen*, 1965), tout n'est censé être que question de talent ou de goût personnel. Or, l'enquête montre que la réussite scolaire ou l'inclination à adopter les pratiques culturelles les plus légitimes, c'est-à-dire celles universellement reconnues comme bonnes, sont fortement corrélées à l'origine sociale. Les classes supérieures qui possèdent plus de capital économique et de capital culturel (titres scolaires, possession d'objets culturels, érudition…) ont les plus grandes chances de satisfaire ces exigences sociales. Pour les autres, plus ou moins dépourvus de ces atouts, la tâche est



évidemment nettement plus ardue ; pourtant, ils seront jugés à la même aune…

Une perspective qui aura un grand écho dans une société française alors en pleine révolution culturelle (Mai-1968 n'est pas loin), et dont *La Distinction* (1979) fournira l'expression la plus achevée. Capitale, cette exploration de la dimension symbolique de la domination n'est pourtant qu'une des nombreuses facettes de l'œuvre de Bourdieu. On semble aujourd'hui redécouvrir le Bourdieu anthropologue, celui qui, frais émoulu de Normale Sup, part étudier les paysans d'une Algérie alors en pleine décolonisation et en transition vers l'économie capitaliste (*Le Déracinement*, 1964 ; *Travail et travailleurs en Algérie*, 1963). Puis qui fait son « Tristes tropiques à l'envers » en étudiant le désarroi des paysans béarnais de son village natal confrontés au célibat. Ces enquêtes fourniront la matière à deux livres, *Esquisse d'une théorie de la pratique* (1972) et *Le Sens pratique* (1980), qui exposeront une théorie de l'action nettement anti-intellectualiste. Pour Bourdieu, nous agissons le plus souvent de manière ajustée au monde, sans pour autant avoir à réfléchir à notre action. Pourquoi ? Parce que nous avons incorporé les régularités du monde social sous forme de dispositions durables à agir, penser et sentir, autrement dit un *habitus*, ajustées à ce monde. Les situations de décalage (l'ouvrier se retrouvant dans le « beau monde ») font ressortir la force de cet ajustement entre notre position et nos dispositions.

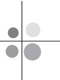
Un véritable entrepreneur scientifique

Mais ce ne sont là que deux aspects d'une œuvre foisonnante, œuvre d'un esprit touche-à-tout qui a livré des analyses empiriques sur la haute couture, sur la religion, sur Martin Heidegger et Gustave Flaubert, sur la science, sur le patronat… Au cours des années 1990, Bourdieu accédera à une visibilité médiatique nouvelle. Tout d'abord avec *La Misère du monde*, grande enquête collective qu'il dirige sur la souffrance dans la société française, qui deviendra un best-seller. Puis surtout à partir de 1995, où son engagement politique se fait plus franc, au sein du mouvement contre le plan Juppé de réforme des retraites et,

ultérieurement, dans la mouvance altermondialiste. Il lance également, avec plusieurs collègues, une collection de livres d'intervention, « Raisons d'agir ». Il l'inaugure avec *Sur la télévision*, reprise d'un cours télévisé au Collège de France, où il dénonce la menace qu'un journalisme de plus en plus soumis aux lois du marché fait peser sur l'autonomie des champs scientifiques et culturels. L'ouvrage se vend comme des petits pains, alors que les critiques de la posture bourdieusienne se multiplient (populisme, démagogie, sectarisme, mélange des genres entre science et militantisme).

Mort en 2002, le sociologue laisse notamment inachevées une tentative d'autoanalyse (*Esquisse pour une autoanalyse*, 2004), ainsi qu'une étude sur Édouard Manet (non publiée). L'œuvre de Bourdieu continue d'irriguer largement les débats et la recherche empirique dans la sociologie française et internationale. Qu'il s'agisse des grands domaines de son œuvre (éducation, culture, « biens symboliques ») ou non, il est désormais possible de penser avec et contre Bourdieu.

Xavier Molénat



Influence (ou postérité)

L'auteur le plus cité au monde

Sur la scène internationale, d'abord : les livres de Pierre Bourdieu sont aujourd'hui traduits en 34 langues et se vendent dans 42 pays, sur tout le continent américain, au Japon, en Chine, en Corée, au Viêtnam, en Inde ou en Slovénie… Et même si les comptages des bases de données sont toujours sujets à caution, Bourdieu fait partie des auteurs les plus cités dans les publications internationales, les références à ses travaux ont doublé depuis dix ans.

Une sociologie critique

En France, Bourdieu avait constitué une véritable école de pensée, toujours bien vivante. Ce que d'aucuns appelaient « la citadelle bourdieusienne » a survécu au maître fondateur : le Centre européen de sociologie et de science politique (une soixantaine de chercheurs dirigés par Gisèle Sapiro), la revue *Actes de la recherche en sciences sociales*, les éditions Raisons d'agir et la collection « Liber » (au Seuil). Les théories de Bourdieu figurent aujourd'hui dans les manuels des lycéens et des étudiants.

Des clés de lecture du monde social

Quelques concepts clés continuent d'être utilisés : l'« *habitus* », manière d'être et de penser intégrée jusque dans nos corps par l'éducation et le milieu social, productrice de routines mentales. Le « champ » (académique, littéraire, politique…), microcosme dans lequel ceux qui maîtrisent les codes peuvent s'arroger des places de choix et où s'exerce une « violence symbolique », « douce et masquée », de la part de ceux qui ont le pouvoir, avec le consentement inconscient des dominés. Nombreux sont les auteurs qui prolongent sa pensée et ses travaux tout en développant leur propre voie (Luc Boltanski, Bernard Lahire, Michel Pinçon et Monique Pinçon-Charlot etc.).

Martine Fournier

PAUL LAZARSFELD (1901-1976)
L'influence des médias

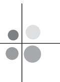


Le sociologue américain Paul Lazarsfeld a développé les grandes enquêtes sur l'influence des médias et les choix électoraux. Il a démontré que les proches jouent un rôle plus marqué que les médias dans la formation des opinions individuelles.

Marienthal, le terrain préliminaire

Les Chômeurs de Marienthal (1932) est l'une des premières enquêtes du genre menées en Europe. Marienthal est un village proche de Vienne. Le bourg avait été construit autour d'une usine de filature qui donnait du travail à la plupart des familles. Mais, en 1929, l'usine ferme et une grande partie de la population se retrouve au chômage. L'enquête menée par Paul Lazarsfeld, assisté de Marie Jahoda et Hans Zeisel, vise à dresser un tableau complet de la vie de ces chômeurs. Pour cela, les chercheurs recueillent le maximum de données : quantitatives (budget des familles, composition des repas, participation aux associations, etc.) et qualitatives (récit de vie, observation participante, interviews).

On découvre ainsi la misère qui s'est abattue sur la plupart des 1 500 habitants du bourg. Le chômage est quasi général, et les « trois quarts des foyers dépendent pour leur existence matérielle du versement des allocations de chômage ». Peu à peu, c'est toute la vie sociale qui décline. La fréquentation de la bibliothèque a baissé. Les associations, si actives naguère, rétrécissent leur activité. Loin de déclencher un mouvement collectif ou une organisation nouvelle de la vie, le chômage conduit à l'abandon de toute activité sociale et militante. Au total, le croisement des données conduit au constat suivant : les chômeurs ont sombré dans l'apathie, la résignation, ou même dans le désespoir pour



certains. Ceux qui voulaient changer leur sort ont migré vers une autre région ou un autre pays. De ce fait, la capacité de résistance des habitants de Marienthal est durablement affectée.

L'ouvrage se conclut sur un constat assez désabusé : « Nous sommes arrivés aux limites de notre problématique et de notre méthode (…). C'était une démarche scientifique qui nous avait menés à Marienthal. Nous en sommes repartis avec un seul souhait : celui que disparaissent rapidement des occasions d'enquête aussi tragiques. »

Si, par la suite, Lazarsfeld prend ses distances avec son enquête sur Marienthal (à cause des faiblesses méthodologiques qu'il y voit *a posteriori*), la question posée constituera l'axe central de toutes ses recherches ultérieures : comment les individus réagissent-ils face à leur environnement social ? Qu'il s'agisse des recherches sur l'influence de la radio ou sur les décisions de consommation, ce thème deviendra dominant dans les travaux de Lazarsfeld.

Médias : la théorie des effets limités

Devenu professeur de sociologie à Columbia, Lazarsfeld va alors prendre la direction de grandes enquêtes statistiques sur la communication de masse et l'influence des médias. C'est ainsi que la fondation Rockefeller lui confia une enquête sur les effets de la radio sur la société américaine : *Radio Research 1942-1943* (1944). Les conclusions de cette recherche iront à l'encontre d'une idée reçue sur l'impact des discours diffusés par la radio (les postes de radio sont en train de se répandre en Amérique). Manifestement, les populations n'étaient pas aussi sensibles que l'on croyait à la propagande et aux médias. Leurs opinions étaient assez stables dans le temps, et elles semblaient devoir plus à l'influence des proches (famille, amis, leaders locaux) qu'à la lecture d'un journal ou l'audition radiophonique des candidats.

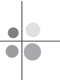
Lazarsfeld en déduit que l'idée d'une influence directe, liée à la simple exposition aux médias (comme le voulait la logique du conditionnement behavioriste, alors en vogue dans la psychologie américaine), est fausse. Il lui substitua un autre modèle de communication en deux étapes (*two steps flow*). Par exemple,

les choix politiques passeraient par l'intermédiaire de personnes influentes, au sein des groupes primaires (les communautés d'appartenance). Lazarsfeld élargit alors ses enquêtes sur l'influence sociale à l'analyse des comportements électoraux (*Voting*, 1954) et de la consommation.

Parallèlement à ses recherches empiriques, il poursuit des travaux de nature méthodologique sur l'application des mathématiques à la recherche sociologique. Il s'agit de mettre au point ou de développer des procédures de recueil, de codification et de traitement des données : méthode des panels, analyse multivariée, analyse de contenu.

Ce travail méthodologique a contribué à donner de Lazarsfeld l'image d'un empiriste obnubilé par une vision quantitativiste du social. Mais, contrairement à cette image courante, Lazarsfeld ne réduisait pas la sociologie à des enquêtes empiriques. En témoignent ses derniers ouvrages, *Qu'est-ce que la sociologie ?* (1954) et *Philosophie des sciences sociales* (1959), qui portent sur l'épistémologie des sciences sociales. Lazarsfeld y renoue avec des réflexions théoriques issues de la tradition européenne.

Jean-François Dortier



La recherche sur les médias après Paul Lazarsfeld

La théorie des effets limités de Paul Lazarsfeld, commentée et critiquée dès les années 1950, a contribué à relancer la recherche sur le rôle des médias dans la formation de l'opinion publique. Elle a été suivie de nombreuses propositions concurrentes à la sienne.

« Le message, c'est le médium »

Inspiré par le succès de la télévision, le paradigme développé par Marshall McLuhan (1964) postule que les propriétés techniques d'un média dominant affectent l'ordre social, influencent le devenir de la société et façonnent des habitudes mentales de manière plus déterminante que le contenu des messages véhiculés. D'où la célèbre formule : « Le message, c'est le médium. » Un peu oubliée, la théorie de M. McLuhan a été relancée par l'arrivée d'Internet.

L'agenda setting

Le paradigme institutionnel, représenté par Maxwell McCombs et Donald Shaw (1972), explique que le rôle des médias n'est pas de dire ce qu'il faut penser, mais ce à quoi il faut penser. C'est ce que signifie la notion d'« *agenda setting* » : les médias mettent certains sujets à l'ordre du jour, au détriment d'autres.

La théorie des effets puissants

Le paradigme critique dénonce le rôle de reproduction des médias qui produisent l'illusion d'une société consensuelle et sans classe. Les médias autorisent certaines idées et en excluent d'autres, selon Max Horkheimer et Theodor Adorno (1973). On retrouve une idée proche avec la notion de « spirale du silence » proposée par Elisabeth Noelle-Neumann (1974).

Une question de culture

Depuis les années 1980, les *cultural studies* tendent à réinvestir la théorie des effets limités en se focalisant sur la réception, c'est-à-dire sur le message tel qu'il est interprété. Le sociologue britannique Stuart Hall distingue trois types de décodage (1973) : hégémonique, négocié et oppositionnel. Le décodage hégémonique est conforme au sens dominant, le décodage négocié consiste à accepter certains éléments et à en refuser d'autres et le décodage oppositionnel signifie la rupture brutale avec le sens dominant. Suivant ce modèle, les analyses des culturalistes soulignent le rôle actif du récepteur. C'est lui qui donne sens aux messages médiatiques, en fonction de ses propres ressources culturelles et de son environnement.

Héloïse Lhérété et Julia Bihl

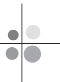
JEAN-PIERRE VERNANT (1914-2007)
À la recherche de l'homme grec



Jean-Pierre Vernant est un historien de la Grèce antique. Il a considérablement renouvelé les études helléniques par une approche associant la psychologie historique à l'analyse structurale. Reçu premier à l'agrégation de philosophie en 1937, Vernant se forme à l'école d'Ignace Meyerson (1888-1983), l'inventeur de la psychologie historique. Après la Seconde Guerre mondiale – durant laquelle il est résistant et rejoint le Parti communiste –, il devient professeur de philosophie à Toulouse puis à Paris. Par l'intermédiaire d'I. Meyerson, il rencontre son second maître : Louis Gernet (1882-1962), helléniste, philologue et sociologue, qui l'oriente vers l'anthropologie historique. D'abord chargé de recherche au CNRS (de 1948 à 1957), il deviendra directeur d'études à l'École pratique des hautes études (section « Pensée sociale et religieuse de la Grèce »), puis occupera jusqu'en 1984 la chaire d'étude comparée des religions antiques au Collège de France.

Le « miracle grec »

Vernant perçoit la Grèce ancienne comme une expérience historique singulière. En effet, selon lui, dans les colonies grecques d'Asie Mineure, entre le VIIIe et le IVe siècle avant notre ère, une nouvelle forme d'humanité surgit… Il s'emploie à mesurer ce qui sépare les anciens héros homériques, ou le paysan d'Hésiode de la Grèce archaïque, de l'homme raisonnable dont parle Aristote. Dans *Les Origines de la pensée grecque* (1962), il analyse ainsi les conditions qui ont rendu possible, autour du VIe siècle av. J.-C., l'essor d'une pensée philosophique et de formes nouvelles de rationalité. L'émergence de la raison grecque (rhétorique, sophistique, démonstration de type géométrique, genres



historiques et traités de médecine) est fille de la cité et s'accompagne de transformations sociales et mentales liées à l'avènement de la *polis*.

Dans *Mythe et pensée chez les Grecs* (1965), il suit en particulier les transformations qui ont alors affecté les cadres de la pensée et les fonctions psychologiques tels que la perception du temps, de l'espace, la mémoire, l'imagination, les formes de travail, la personne, les modes d'expression symbolique, etc. Dans *Mythe et tragédie en Grèce ancienne* (2 t., 1972 et 1986), avec Pierre Vidal-Naquet, il montre que la réflexion de la cité sur elle-même précède l'élaboration du droit. Ils lisent les indices de cette matrice des institutions dans le *corpus* tragique.

Dans le domaine religieux, Vernant associe systématiquement analyse structurale et enquête historique. Il a suivi deux voies principales : le déchiffrement des mythes (le discours mythique obéit à une logique de l'ambigu, de l'opposition complémentaire) et la mise en évidence des structures du panthéon, prolongeant notamment les thèses de Georges Dumézil. La lecture structurale conduit Vernant à voir dans le polythéisme grec un système classificatoire où chaque dieu se définit dans sa relation aux autres dieux. Certaines structures mentales peuvent ensuite être mises au jour. Par exemple, le regroupement des dieux caractérisés par leur intelligence rusée, la mètis (*Les Ruses de l'intelligence*, 1974), dévoile un « schème théologique » organisateur de la pensée grecque.

L'individu en Grèce

Vernant était à la recherche de la psychologie de l'homme grec ancien, de comment il fonctionnait mentalement et intellectuellement. Quelles étaient ses émotions, sa représentation de la mort, de l'espace et du temps, d'autrui ? Que signifiait être soi-même pour un Grec (ce que l'on appellerait aujourd'hui le « moi ») ?

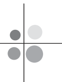
Il montre dans *L'Homme grec* (1993) que la culture antique est marquée par la honte et le sens de l'honneur. L'individu existe en fonction de ce que les autres voient et pensent de lui. L'identité n'y est pas réflexive : pas d'introspection ou d'auto-

analyse comme dans l'Occident moderne. Pour un Grec ancien, ce n'est pas le monde qui est dans ma conscience (idée cartésienne), c'est moi qui suis dans le monde. Ce qui permet à un Grec de constituer son identité, c'est sa relation à l'autre, à l'être aimé, aux dieux et à la mort.

À travers l'histoire grecque, Vernant veut nous faire comprendre que notre rapport au monde, notre psychologie sont des constructions historiques en devenir : l'histoire n'est qu'une transformation continue de la nature humaine.

L'association étroite des travaux de Vernant, de Marcel Détienne et de P. Vidal-Naquet a constitué ce que l'on a pu nommer une « école de Paris », qui a attiré, formé et influencé de nombreux helléniste, latinistes, et autres antiquisants. Nicole Loraux (1943-2003), Françoise Frontisi-Ducroux, Claude Mossé, Ana Iriarte, John Scheid, l'archéologue Alain Schnapp ont été et restent les continuateurs du projet d'anthropologie historique porté par le centre Louis-Gernet, fondé en 1964 par Vernant et ses collègues.

Jean-François Dortier



La psychologie historique : Œdipe sans complexe

La psychologie historique a peu de rapport avec l'ambition de la psychologie tout court, mais est proche de l'histoire des mentalités : elle cherche à dégager une configuration d'idées, d'images, d'affects et de valeurs propres à une époque, un lieu, une culture. Elle se tient à distance des théories expérimentales, mais elle établit ses propositions à l'aide d'outils universels.

La démarche de Jean-Pierre Vernant et de ses collègues procède par homologies de structures. Ainsi, en 1972, dans *Mythe et tragédie en Grèce ancienne*, alors qu'Œdipe était surtout le nom d'un complexe, l'article que Vernant lui consacre tourne le dos à la psychologie des profondeurs : pour lui, Œdipe roi de Sophocle est une tragédie du ve siècle av. J. C. qui parle des affaires d'Athènes. À cette époque, l'autochtonie est l'expression d'une volonté de bien départager citoyens et métèques. Or Œdipe est un homme à la recherche de son origine. Et il découvre qu'il est tellement autochtone que cela devient un inceste. Sophocle voulait-il prévenir les Athéniens contre les excès de l'entre-soi ? C'est ce que semble dire Vernant, qui voit en Œdipe un bouc émissaire porteur des maux de la cité. Pierre Vidal-Naquet, lui, tirera en 1986 un autre fil : Œdipe est roi de Thèbes, ce qui se dit en grec « tyran ». Cherchant à contrer les malheurs de sa cité, il découvre qu'il en est la cause : ce sont ses propres agissements qui ont provoqué la colère des dieux. Il est donc banni, et finit sa vie comme simple citoyen à Colone. Sophocle lui fait dire : « C'est donc quand je ne suis rien que je deviens vraiment un homme. » De cette trame, P. Vidal-Naquet tire une leçon politique : après avoir connu la tyrannie, Athènes est, au ve siècle, une démocratie. On y considère que les seuls bons tyrans sont des tyrans morts ou déchus. Leur place est auprès des dieux de l'Olympe ou bien dans le renoncement à leur trône. Œdipe roi de Sophocle est une fable politique proclamant l'excellence de la démocratie. Mais ce n'est pas tout. Nicole Loraux montrera en 1996 (*Né de la terre. Mythe et politique à Athènes*). que le mythe d'Œdipe est, dans son intégralité, une réflexion sur l'inégal accès des femmes à la citoyenneté et leur statut de « bien » qu'on échange, ou pas.

Nicolas Journet

ANDRÉ LEROI-GOURHAN (1911-1986)
Une anthropologie de la préhistoire

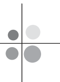


Avant de devenir un grand nom parmi les préhistoriens, André Leroi-Gourhan s'est permis quelques détours. Autodidacte, il a quitté l'école très tôt pour devenir apprenti. Puis, il suit les cours de l'École nationale des langues orientales où il passe des diplômes de russe (1931) et de chinois (1932). Il séjourne deux ans au Japon de 1936 à 1938, puis entre au CNRS en 1940.

Après la guerre, il soutient sa thèse, puis est nommé en 1946 sous-directeur du musée de l'Homme, En 1956, il occupe la chaire d'ethnologie et préhistoire à la Sorbonne. Douze ans plus tard, il est élu au Collège de France, et y enseigne la préhistoire. Entre-temps, il a publié l'essentiel des travaux de recherche qui feront de lui un novateur en matière de préhistoire humaine, et un modèle pour plusieurs générations d'archéologues et anthropologues.

De la technique à l'art préhistorique

« Je cherche des hommes et non des pierres », aimait à dire Leroi-Gourhan. *Dans L'Homme et la Matière* (1943) et *Milieu et Techniques* (1945), il considère conjointement les deux plans sur lesquels l'homme se distingue des autres espèces vivantes : l'outil et l'usage des symboles (dont le langage). Leur développement simultané par l'espèce humaine n'a pas pu être fortuit, et son projet est précisément de comprendre comment l'évolution des techniques et celle des aptitudes mentales se sont appuyées l'une l'autre. Dans *Technique et langage* (1964), premier volume du *Geste et la Parole*, Leroi-Gourhan présente une interprétation sophistiquée du processus d'hominisation. Il montre l'articulation entre la position debout, la libération de la main et la position du crâne : la main s'est affranchie grâce à l'outil, ce qui a



permis une transformation des muscles du cou et du crâne, un raccourcissement de la face, une augmentation de la capacité crânienne, le développement du cerveau et partant, la compétence symbolique. Le second volume, *La Mémoire et les Rythmes* (1965), présente l'évolution technique comme un dépassement de l'évolution biologique : symboles et rythmes sont associés à la maîtrise collective de l'espace et du temps.

Une lecture structurale de l'art paléolithique

À partir des années 1960, Leroi-Gourhan se consacre en partie au moins à l'étude de l'art paléolithique, en particulier à la peinture rupestre. Alors que la théorie dominante y voyait des représentations cultuelles ou magiques, Leroi-Gourhan part dans une autre direction. Très en phase avec la décennie, il en fait une lecture structurale, fondée sur la répartition topographique des images et des signes : il y voit une disposition visuelle qui joue sur la symbolique de la dualité mâle/femelle. Leroi-Gourhan propose aussi de revoir la périodisation de l'art pariétal : il distingue quatre styles, correspondant à des étapes successives. Mais, plus que par ses analyses sur l'art des cavernes – aujourd'hui assez obsolètes –, Leroi-Gourhan a fait progresser les méthodes des préhistoriens par le soin qu'il apportait aux fouilles : découpage horizontal, étude microtopographique des anciens sols d'occupation, conservation intégrale des vestiges, relevés des positions initiales, etc. Ces façons de faire, qui aujourd'hui semblent aller de soi, reflètent l'ambition de Leroi-Gourhan, qui n'était pas seulement de collecter et interpréter des objets, mais de reconstituer le cadre de vie complet des hommes de la préhistoire. C'est ainsi que ses chantiers de la grotte d'Arcy-sur-Cure (Yonne, 1948-1963) et de Pincevent (Seine-et-Marne) sont restés comme des modèles du genre.

Jean-François Dortier

L'héritage d'André Leroi-Gourhan

Esprit non dogmatique, anthropologue autant qu'archéologue, pédagogue ouvert à tous les terrains, des plus traditionnels aux plus modernes : c'est ainsi que ses élèves devenus collègues définissaient l'homme, dans un hommage rendu à leur ancien maître (revue *Terrain*, n° 7, octobre 1986). Autant que par ses travaux de théoricien de l'hominisation et de préhistorien de l'art – ce que l'on croit souvent être son seul apport –, André Leroi-Gourhan a été un maillon très actif dans le développement de la recherche socioanthropologique en France sur plusieurs terrains.

D'abord, en anthropologie des techniques, son œuvre a été poursuivie et développée par plusieurs de ses élèves (Robert Cresswell, Aliette Geistdoerfer) rassemblés autour de la revue *Techniques et culture*, créée en 1983 et toujours vivante en 2015. Par ailleurs, un autre groupe de recherche (Matières et manières), dirigé par Hélène Balfet, Christian Pelras et Bruno Martinelli à l'université de Provence, a repris et documenté les concepts de « chaîne opératoire » et de « tendance » (technologique) chers à Leroi-Gourhan, pour les appliquer à toutes sortes de terrains dans le monde.

Par ailleurs, la technologie culturelle, de par sa nature, échappe à toute caractérisation civilisationnelle : les enseignements et les formations délivrées par Leroi-Gourhan ont aussi bien profité à l'ethnologie du monde moderne qu'à celle des sociétés traditionnelles, rurales, en France et ailleurs.

L'influence des idées de Leroi-Gourhan a été reconnue aussi bien par des sociologues du travail comme Yves Clot et Pierre Naville que par un philosophe des techniques comme Gilbert Simondon. Enfin, des sociologues de terrain comme Colette Petonnet, Jean-Claude Kaufmann, Laurent Thévenot, Nicolas Dodier ont également souligné l'importance décisive pour eux de l'orientation pragmatique des travaux de Leroi-Gourhan.

Nicolas Journet

PETER BERGER ET THOMAS LUCKMANN
L'homme est une production sociale



Peter L. Berger et Thomas Luckmann partent de la vie quotidienne et de la connaissance ordinaire pour expliquer comment le monde social est construit et reproduit. *La Construction sociale de la réalité* est un livre théorique qui propose en fait une théorie générale de la société. Bien qu'il soit publié dès 1966 aux États-Unis, il faudra attendre vingt ans pour disposer du texte en français. Sa découverte a donc été assez tardive mais fulgurante. Énormément cité, le livre figure parmi ceux qui ont fortement contribué à l'émergence d'une problématique « constructiviste » en sociologie, qui cherche à dépasser certaines oppositions classiques en sciences sociales (individu/collectif, idéal/matériel, objectif/subjectif…) et appréhende la réalité sociale comme « des constructions historiques et quotidiennes des acteurs individuels et collectifs ».

La connaissance et le monde ordinaire

Berger et Luckmann posent deux thèses fondamentales : « La réalité est construite socialement et la sociologie de la connaissance se doit d'analyser les processus à l'intérieur desquels celle-ci apparaît. » La réalité, le monde social que nous connaissons et percevons comme évident, est le produit objectivé de l'activité humaine au cours de l'histoire. Or, nous percevons ce monde comme extérieur, au même titre que le monde naturel. Quel rôle joue la connaissance dans notre perception de ce monde comme « naturel » et « évident » ? Les deux sociologues répondent en partant d'une description de la vie quotidienne, basée sur les travaux du sociologue et phénoménologue Alfred Schütz.

Il en ressort plusieurs propositions importantes :

• La vie quotidienne est la « réalité souveraine » : la réalité de la vie quotidienne, que j'expérimente à partir de ma situation déterminée (le « ici » de mon corps et le « maintenant » de mon présent) s'impose à moi. Je peux difficilement la mettre en doute.

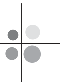
• Je partage ce monde avec d'autres : je perçois le monde quotidien d'emblée comme intersubjectif, partagé par d'autres que moi-même, à la différence, par exemple, du rêve. Avec eux, je partage les significations dans ce monde (nous sommes tous d'accord qu'une fleur est une fleur) et la certitude de la réalité de ce monde.

• La « typification » est l'outil de connaissance du monde : lorsque j'interagis, j'appréhende autrui à partir de typifications, schémas préétablis qui me permettent de prévoir un certain type de comportement, et « en fonction desquels les autres sont appréhendés et "traités" dans des rencontres en face-à-face. Ainsi, j'appréhende l'autre en tant qu'"homme", qu'"Européen", qu'"acheteur", que "type jovial", etc. » Pour Berger et Luckmann, « la structure sociale est la somme totale de ces typifications et des modèles d'interaction établis au moyen de celles-ci ».

• Le langage permet la transmission des typifications : le langage permet d'exprimer une intention subjective et de la rendre disponible pour les autres. En un mot, il l'objective. Il permet également de transmettre, de génération en génération, les stocks de connaissances, c'est-à-dire l'ensemble des connaissances typifiées qui me permettent de comprendre le monde dans lequel je vis.

Les trois moments de la construction

Ces éléments permettent de comprendre le processus de construction sociale de la réalité. Ce dernier comporte trois moments : externalisation, objectivation et internalisation, liés dialectiquement entre eux, ce que les auteurs résument en une formule lapidaire : « La société est une production humaine. La société est une réalité objective. L'homme est une production sociale. »



• « La société est une production humaine » (externalisation) : le phénomène de l'institutionnalisation est ici central. Pour les auteurs, « toute activité humaine est sujette à l'accoutumance », autrement dit à la routinisation, qui permet d'économiser le temps et l'énergie de la décision, et de prévoir le comportement d'autrui. L'institutionnalisation établit des rôles, elle « se manifeste chaque fois que des classes d'acteurs effectuent une typification réciproque d'actions habituelles ».

• « La société est une réalité objective » (objectivation) : pour ceux qui créent l'institution, celle-ci, même si elle tend à se perpétuer, n'est pas immuable. L'ayant construite, ils peuvent la modifier relativement facilement. Tout change avec l'arrivée de la génération suivante : celle-ci perçoit l'institution comme inhérente à la nature des choses. Le « on recommence » devient maintenant « voici comment les choses sont faites ». C'est alors que l'on peut parler d'un monde social, entendu comme « réalité compréhensive et donnée affrontant l'individu d'une manière analogue à la réalité du monde naturel ».

• « L'homme est une production sociale » (internalisation) : s'inspirant des travaux de George H. Mead, les deux auteurs se centrent sur le processus de socialisation. La phase la plus importante est la socialisation primaire, celle de l'enfance. Pendant celle-ci, le monde social est « filtré » par les autruis significatifs. La socialisation primaire est réussie quand l'enfant étend les attentes des autruis significatifs (« maman veut que je me lave les mains avant de manger ») à l'ensemble de la société, autrement dit « l'autre généralisé » : « On se lave les mains avant de manger. » À travers les autres généralisés, c'est toute la société qui est incorporée, et une identité générale qui est attribuée à l'individu. Le langage fournit également des schémas d'action définis institutionnellement (« sois poli avec les gens ») ainsi que des éléments de légitimation (« finis ta soupe si tu veux être un homme »). La socialisation secondaire, elle, concerne l'apprentissage des rôles spécifiques que va jouer l'individu (mari, ingénieur, partenaire sportif…), dans le cadre général de la division du travail.

Xavier Molénat

Succès et successeurs du constructivisme

La dimension objective de la société

Peter Berger et Thomas Luckmann ont formé un cadre pour penser l'interdépendance de la micro et de la macrosociologie. Ce cadre leur permet d'embrasser un grand nombre de pensées hétérogènes (Sartre, Goffman, Hegel, Lévi-Strauss, Freud, Simmel, Parsons…) résolvant par là l'opposition qu'ils jugent fausse entre Émile Durkheim et Max Weber. Ce sont en fait les deux faces d'un même problème : la société possède une « dimension objective (…) construite par une activité qui exprime un sens subjectif ». Rares, cependant, sont les travaux qui ont véritablement mis en œuvre les propositions de *La Construction sociale de la réalité* (1966) dans des enquêtes empiriques. On emprunte plutôt certains moments de l'analyse : par exemple, le processus de typification semble particulièrement pertinent pour Jean-Claude Kaufmann (*Sociologie du couple*, 2003, et *Ego. Pour une sociologie de l'individu*, 2001).

Hyperrelativisme ?

Toutefois, le constructivisme est soumis actuellement à de fortes critiques. Dans un article assez polémique (« Les limbes du constructivisme », *Contretemps*, 2001), Bernard Lahire critique la vision des deux chercheurs d'une réalité qui se réduirait aux représentations qu'en ont les acteurs. Mais cet « hyperrelativisme » n'a rien à voir avec le propos des deux chercheurs, pour qui l'objectivité du monde social ne fait aucun doute. S'ils soulignent l'importance de la connaissance et du langage dans la construction sociale de la réalité, ils ne prétendent pas pour autant qu'elle s'y résume.

X.M.

GEORGES DUMÉZIL (1898-1986)
La clé des mythes indo-européens



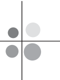
Né en 1898, Georges Dumézil se passionne très tôt pour les langues et la mythologie. Normalien, agrégé de lettres classiques, il enseigne d'abord en lycée, puis se consacre à une thèse sur les mythes évoquant la conquête d'une boisson d'immortalité dans le monde indo-européen. Il en tire un premier livre, *Le Festin d'immortalité*, en 1924. N'ayant pu obtenir un poste dans l'université française, il part en 1925 enseigner l'histoire des religions à Istanbul. Sur place, il apprend le turc et plusieurs langues caucasiennes. Il fera de ces langues sa seconde spécialité, après la mythologie comparée. En 1931, il est lecteur de français à l'université d'Uppsala, en Suède, où il approfondit sa connaissance des langues nordiques et de la mythologie germaine. De retour, il enseigne la mythologie indo-européenne à l'École pratique des hautes études : c'est le début d'une grande carrière de mythologue et d'historien des religions qui ne laissera pas ces disciplines dans l'état où les avait trouvées. Il sera professeur au Collège de France en 1949, académicien en 1978.

Dès 1925, alors qu'il séjournait en Turquie, Dumézil se rend dans le Caucase et découvre la tradition orale des Ossètes, descendants des Alains, une branche des Scythes de langue indo-iranienne. Dans leur mythologie, il remarque que le peuple légendaire qui les représente est divisé en trois familles : les Sages, les Forts et les Riches. Cela lui rappelle la division que l'on retrouve dans la société indienne entre les prêtres (*brahmanes*), les guerriers (*kshatriya*) et les possesseurs de troupeaux et les agriculteurs (*vaishya*). Ce n'est pas une identité de nom, mais une identité de structure. Il publie alors un article, « La préhistoire indo-iranienne des castes » (*Journal asiatique*, 1930), qui sera déterminant pour la suite de son œuvre.

L'idéologie des trois fonctions

C'est toutefois en 1938, après son séjour en Suède, qu'il fait sa découverte fondamentale. Dans la Rome ancienne existait une catégorie de prêtres appelés les *flamines*. Trois d'entre eux étaient les *flamines* majeurs. Ils assuraient le culte de Jupiter, le plus grand des dieux, de Mars, le dieu de la guerre, et de Quirinus, le protecteur de la production agricole. Dumézil remarque que cette tripartition correspond à celle des Nartes et à celle de la société indienne. Aussi en vient-il à penser qu'elle pourrait fonder la conception du monde des peuples indo-européens. Dans cette « idéologie des trois fonctions », comme il l'appellera plus tard, la première fonction correspond à la souveraineté, souvent associée à la magie et aux lois ; la deuxième correspond à la fonction guerrière ; et la troisième à la fonction productrice. Cette hypothèse trouve rapidement une confirmation dans le monde germanique. Dumézil remarque en effet que le panthéon scandinave est dominé par Odin, seigneur de la magie et des runes, par Thor, le plus distingué des guerriers, et par Freyr, le patron de la richesse et de la fécondité. À l'image de l'Inde où ce schéma tripartite s'est cristallisé en castes endogames, Dumézil pense dans un premier temps que cette partition fonctionnelle doit se retrouver dans la société. Mais il abandonnera cette idée au début des années 1950.

Peu après cette découverte, il note que les récits sur les premiers rois de Rome s'articulent autour des trois fonctions. Les deux premiers rois de Rome, Romulus et Numa Pompilius, présentent les deux aspects de la souveraineté ; le troisième roi, Tullus Hostilius, en permanence en guerre, incarne la deuxième fonction ; et le quatrième roi, le plébéien Ancus Martius, enrichit la ville comme le ferait un dieu des récoltes. Dumézil montre également que les premières guerres des Romains reproduisent des conflits entre dieux dans la mythologie scandinave ou indienne. Il peut aussi établir que des récits liés aux débuts de la République, censée remonter à 509 av. J.-C., ont leur équivalent dans les mythologies irlandaise et germanique. Des mythes ont ainsi été transformés en récits à prétention historique : l'histoire ancienne de Rome n'est qu'une mythologie rationalisée.



Un structuraliste réticent

Malgré l'étendue de ses comparaisons, Georges Dumézil n'avait bien sûr pas couvert tout le champ du monde indo-européen. La Grèce restera relativement absente de ses analyses. Il y reviendra après 1968, mais ce sont surtout d'autres spécialistes qui trouveront dans le monde grec les traces de la trifonctionnalité : Jean-Pierre Vernant montrera sa présence dans le mythe hésiodique des races. Tout aussi féconde fut l'application de la méthode dumézilienne au monde médiéval européen. Georges Duby montrera ainsi la renaissance, l'éclipse et la résurgence du schéma ternaire aux XIe et XIIe siècles : il caractérise la société d'ordres divisée en clergé, noblesse et tiers état. Joël Grisward expliquera comment la légende arthurienne est porteuse du même modèle trifonctionnel.

Tout en s'en défendant, Dumézil passait pour un penseur structuraliste, comme il y en eut bien d'autres entre 1950 et 1970. Mais là où beaucoup cherchaient à théoriser sur les structures de l'esprit humain, faisant du structuralisme une doctrine, Dumézil prétendait seulement décrire un système de pensée culturellement et géographiquement situé. Aussi fut-il parfois agacé par les généralisations qui pouvaient être tirées de ses travaux.

Dumézil était conscient du côté provisoire de ses hypothèses et retouchait sans cesse ses travaux. Cela ne l'empêchait pas d'être un excellent jouteur quand il s'agissait de répondre à des critiques qui ne lui paraissaient pas fondées. À la critique récurrente selon laquelle les trois fonctions étaient si générales qu'il était possible de les identifier dans des cultures non indo-européennes (par exemple, dans la Bible), il n'avait pas de mal à montrer que cette prétendue trifonctionnalité n'apparaissait alors que de façon épisodique, jamais de façon systématique et exhaustive comme chez les Indo-Européens. Certains archéologues contestèrent également les thèses de Dumézil, soit en doutant de l'existence d'un peuple indo-européen (Jean-Paul Demoule), soit en soulignant l'absence d'organisation sociale trifonctionnelle chez les anciens Indo-Européens (Colin Renfrew). Mais là encore, ces critiques touchaient peu les résultats de Dumézil. Dans le premier cas,

l'absence de preuve de l'origine commune des Indiens et des Romains ne fait pas disparaître les correspondances relevées par Dumézil. La seconde critique, elle, oublie que Dumézil avait cessé depuis les années 1950 d'affirmer que l'idéologie trifonctionnelle se retrouvait nécessairement inscrite dans la société. Force est de constater que près de vingt ans après sa mort, ses travaux ont continué d'inspirer nombre de chercheurs, même si certains émettent des réserves.

On peut également dire que l'œuvre de Dumézil est au-delà du vrai et du faux : ses livres méritent d'être lus pour leur valeur littéraire. Dumézil avait en effet, en véritable conteur, un sens inégalé de l'intrigue, et chaque dossier mythologique comportait une énigme à résoudre, un exposé des données et la proposition d'une solution. Malicieusement, à la fin de sa vie, il affirmait : « À supposer que j'aie totalement tort, (il) suffira de me changer de rayon dans les bibliothèques : je passerai dans la rubrique "romans" » (Georges Dumézil, *Entretiens avec Didier Eribon*, 1987). Si cette dernière hypothèse s'avérait juste, qui se plaindra d'avoir tant de fascinants romans à lire ?

Thomas Lepeltier

JOHN RAWLS (1921-2002)
En quête d'équité



« La justice est la première vertu des institutions sociales comme la vérité est celle des systèmes de pensée. Si élégante et économique que soit une théorie, elle doit être rejetée ou révisée si elle n'est pas vraie, de même, si efficaces et bien organisées que soient des institutions et des lois, elles doivent être réformées ou abolies si elles sont injustes. » Voilà ce qu'affirme sans détour le philosophe américain John Rawls en 1971 dans *Théorie de la Justice*. L'auteur est encore peu connu : il a déjà cinquante ans et c'est son premier livre. Un livre longuement mûri qui n'entend rien moins que proposer une nouvelle théorie de la justice sociale et politique au moment même où les États-Unis sont confrontés à la guerre du Vietnam et au mouvement pour les droits civiques qui se bat pour mettre fin à la ségrégation raciale. L'ouvrage suscite tant de débats et de critiques que son apport ne tient pas seulement à la théorie de la justice qu'il présente, mais à l'ensemble des réflexions qu'il conduit à formuler.

Les principes de justice

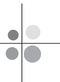
La démarche de Rawls est à la fois originale et ambitieuse. Son objectif est de repenser le contrat social et d'établir à nouveaux frais les principes qui doivent régir des institutions justes. Mais ces principes, Rawls ne les sort pas tel un magicien de son chapeau. Il les établit à partir d'une procédure étonnante, ce qu'il appelle la « position originelle ». Imaginons, explique Rawls, que le choix de ces principes soit confié à des citoyens, à la fois rationnels et raisonnables, placés dans une situation d'égalité. Chacun a autant de poids que les autres et tous ont accepté de se placer sous un « voile d'ignorance », c'est-à-dire dans une situation où chacun ignore quels sont ses talents personnels, sa

situation sociale et les avantages dont il pourrait bénéficier dans la société. De la sorte, leur raisonnement ne sera pas influencé par la considération de leurs intérêts personnels. Selon Rawls, cette position originelle aboutit à un consensus unanime sur deux principes. Le premier établit un droit égal au plus grand nombre de libertés de base, par exemple le droit de vote et d'éligibilité, la liberté d'expression, la protection de la personne, le droit à la propriété privée… Le second principe définit les règles de la justice sociale et a un double versant. Il stipule d'une part que les inégalités socio-économiques ne sont acceptables que si elles bénéficient aux membres les plus défavorisés de la société. D'autre part, il exige le respect de la juste égalité des chances. On voit là tout l'enjeu de ces deux principes : concilier justice sociale et liberté, mais aussi parvenir à penser une justice sociale compatible avec certaines inégalités.

Le fait du pluralisme

La théorie rawlsienne suscite d'âpres discussions et d'importantes critiques. Les libertariens, tel Robert Nozick, jugent ainsi qu'elle porte atteinte aux libertés en accordant trop de place à l'État. Les communautariens (Charles Taylor, Michael Walzer, Alasdair MacIntyre…) refusent les bases d'une théorie qui prétend énoncer des principes universellement valables et suppose de ce fait des sujets abstraits et désincarnés, détachés de tout lien d'appartenance.

Loin de se braquer, Rawls discute, débat et reconnaît qu'il y a des obscurités, des insuffisances. Il s'emploie alors à amender *Théorie de la justice*, notamment sa prétention à l'universalité en réduisant la portée de sa théorie au cadre politique des sociétés démocratiques modernes. Il maintient l'idée que, du point de vue de la théorie politique, il faut définir d'abord le juste et non espérer proposer une conception du bien que tous partageraient. Mais il entend montrer que des citoyens ayant des conceptions du bien différentes peuvent dans le cadre d'un « pluralisme raisonnable » s'accorder sur les principes de la justice sociale et politique. Il est donc possible de parvenir à un « consensus par recoupement » apte à garantir une certaine stabilité politique et sociale.



Le succès de la théorie de la justice rawlsienne ne se limite pas aux États-Unis. Il est très rapidement traduit dans de nombreuses langues. La France fait figure d'exception car l'ouvrage n'est traduit qu'en 1987 (grâce à Catherine Audard) et se heurte à de nombreuses critiques, surtout des milieux politiques. La théorie de la justice comme équité est souvent lue comme une manière de justifier des inégalités socio-économiques au nom de l'efficacité économique. Les inégalités si elles permettent de produire plus de richesses seraient alors acceptables dans un système qui les redistribuerait en partie. Lecture erronée car Rawls ne pense guère que le capitalisme de l'État providence suffit à résoudre les inégalités et émet de sérieuses réserves : « S'il se préoccupe de l'égalité des chances, il n'organise pas les politiques nécessaires pour la réaliser. Il autorise des inégalités très importantes en matière de propriété réelle (celle des moyens de production et des ressources naturelles) si bien que le contrôle de l'économie et de l'essentiel de la vie politique reste entre quelques mains. Et même si, comme le nom "État providence capitaliste" le suggère, les bénéfices sociaux peuvent s'avérer assez généreux et garantir un minimum social qui couvre les besoins essentiels (…), un principe de réciprocité qui régit les inégalités économiques et sociales n'est pas reconnu. » Pour Rawls, seuls une démocratie de propriétaires (où la propriété des richesses et du capital est répartie dans toute la société) ou un socialisme démocratique peuvent être compatibles avec la théorie de la justice qui est en réalité beaucoup plus radicale qu'on le croit. Plus de vingt ans que la théorie de la justice comme équité est mal lue et mal comprise. Quand prendra fin cette injustice ?

Catherine Halpern

Will Kymlicka, successeur de John Rawls ?

Comment concilier la justice et la liberté ? C'est l'un des problèmes le plus souvent débattus par les philosophes anglo-saxons qui, autour de John Rawls, de Ronald Dworkin, de Charles Taylor et d'autres, animent une discussion permanente sur la démocratie moderne et son devenir. Le Canadien Will Kymlicka présente dans *Les Théories de la justice* (1999) les discussions sur la justice sociale autrement que sous la forme d'alternatives entre la « gauche » et la « droite », le « communautaire » et « l'individuel », le « social » et l' « économique », etc. Selon lui, aucune alternative n'offre aujourd'hui de véritable solution. Il analyse donc les différents courants contemporains : « libéraux » (c'est-à-dire plutôt sociaux-démocrates), « libertariens » (ultralibéraux), marxistes, communautariens, féministes, etc. et, sans proposer de solution définitive, décrit les avantages et inconvénients de chaque pensée.

L'auteur se tient loin des positions radicales, par exemple en matière de culturalisme, de rationalisme, ou de féminisme. Sa posture est celle d'un « libéral », c'est-à-dire aux États-Unis d'un modéré, qui plaide pour rendre compatible les différentes exigences de la démocratie, et se garde d'ériger une théorie sur la base d'un seul principe (la liberté, la communauté, la discrimination positive). C'est pourquoi il n'adresse à Rawls aucune critique sévère, et réserve ses objections importantes à chacune des autres écoles.

Son espoir s'exprime ainsi : « Si chaque théorie essaie de définir les conditions politiques, économiques et sociales sous lesquelles tous les membres de la collectivité sont traités sur un pied d'égalité, alors peut-être pouvons-nous démontrer que l'une d'entre elles réussit mieux que les autres à satisfaire le critère que toutes reconnaissent. »

Nicolas Journet

RAYMOND BOUDON (1934-2013)
Logiques de l'individu



La sociologie française a été dominée jusque vers les années 1980 par des courants qualifiés de « holistes ». Pour ceux-ci, les structures sociales pèsent sur les individus sociaux au point que ces derniers se trouvent largement impuissants à échapper à cette force et que l'histoire humaine s'en trouve en bonne partie déterminée.

Décidé à renverser la domination de cette sociologie, dont le plus célèbre représentant est sans doute Pierre Bourdieu, Raymond Boudon suit un cheminement qui va le conduire à imposer le paradigme individualiste méthodologique en sociologie. Réinterprétant les grands fondateurs de la sociologie, particulièrement Émile Durkheim, Max Weber, Vilfredo Pareto, Georg Simmel, Alexis de Tocqueville, il fait l'hypothèse que l'on ne peut comprendre les phénomènes collectifs qu'en analysant les actions individuelles. Autrement dit, il n'y a pas de déterminisme, ni des structures ni de l'histoire, dans la vie des sociétés : les phénomènes collectifs sont des effets résultant de l'agrégation de myriades de conduites individuelles « dont on peut considérer qu'elles sont libres de contraintes purement structurelles » (*L'Inégalité des chances*, 1973), conduites qui n'avaient pas en vue le résultat final. À chaque début de vacances par exemple, la volonté d'éviter les bouchons du samedi matin conduit nombre d'individus à anticiper leur départ… Avec comme résultat de provoquer les bouchons le vendredi soir ! Selon le même mécanisme, la démocratisation de l'enseignement pousse chacun à vouloir toujours plus de diplômes, ce qui par agrégation provoque leur dévalorisation : un diplôme que tout le monde obtient ne vaut plus rien.

Une théorie générale de la rationalité

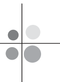
Boudon, au début, qualifiait de pervers ces « effets de composition », mais le terme « pervers » leur donnait une connotation négative qui ne se justifie pas forcément : ainsi en est-il du cas (repris par Pareto à Adam Smith) des deux épiciers se faisant concurrence pour attirer les clients et générant, à leur détriment (baisse des prix : effet pervers pour les épiciers), le plaisir de ces derniers (effet positif pour les clients et, selon la théorie économique standard, pour toute la collectivité).

Boudon propose ensuite une « théorie générale de la rationalité » (TGR) : toute action humaine a lieu parce qu'elle a « de bonnes raisons » de se produire, autrement dit parce qu'elle est rationnelle, et ce parce que les hommes sont eux-mêmes naturellement rationnels.

Mais pour Boudon, la rationalité n'est pas seulement la rationalité instrumentale, développée par les économistes néoclassiques, qui réduit toute action à un calcul d'intérêt. D'une part, pour lui, la rationalité, du fait de l'imperfection de l'information, est limitée. D'autre part, elle peut être liée aux valeurs adoptées par les individus (rationalité axiologique) : en ce sens, le héros sacrifiant sa vie pour une juste cause est rationnel. Boudon plaidera pour l'idée que les valeurs des individus sont universelles et non culturellement générées et différenciées, combattant ainsi le relativisme dans les sciences sociales.

Un individu hors société ?

Selon la même logique et dans la même opposition aux « sociologismes » teintés selon lui d'idéologie (notamment marxiste), Boudon a naturellement inscrit son œuvre récente (depuis le début des années 2000) dans une réflexion sur la nécessité du libéralisme politique et économique : puisque les acteurs humains sont rationnels, intentionnels et qu'ils peuvent faire des choix, ils sont en mesure de vivre la liberté que leur proposent le libéralisme politique, le libéralisme économique et la démocratie parlementaire.



Au cours de sa longue carrière, Boudon a formé de nombreux sociologues, et en a influencé beaucoup d'autres[1]. De nombreuses critiques ont cependant été adressées à ses théories. Certains estiment que la TGR ne saurait épuiser la complexité du social comme de la psychologie humaine. Les « bonnes raisons » de Boudon éliminent à bon compte, pensent-ils, les décisions et actes non rationnels et non intentionnels que chaque individu réalise à chaque instant. Ainsi, la sociologue canadienne Mélanie Girard montre-t-elle dans sa thèse que, lors des débats au sein d'assemblées délibératives, les interventions des participants sont souvent provoquées par d'autres interventions, sans que l'intention du locuteur intervienne, ou alors seulement de façon détournée de cette intention initiale. Ainsi, selon une autre critique récurrente, l'acteur rationnel boudonien n'est-il pas vraiment en société : il est stratégique, poursuit une fin et ne s'en laisse pas détourner par l'interaction avec les autres acteurs.

Plusieurs courants soulignent donc l'importance de placer, au centre de l'analyse, non pas tant les individus que les relations qui les unissent. Le premier est sans doute l'analyse de réseaux, de Michel Forsé et Alain Degenne, très répandue aujourd'hui et adoptée par de nombreux chercheurs. Cette « analyse structurale », comme l'appellent aussi ses promoteurs, montre la lente évolution de la sociologie vers une attention plus soutenue aux relations entre les acteurs qu'aux acteurs eux-mêmes. Le second courant est la sociologie relationnelle. Bien qu'initié dès les années 1980 par Pierpaolo Donati (*Introduzione alla sociologia relazionale*, Franco Angeli, Milano, 1986) et Mustafa Emirbayer (« Manifesto for a relational sociology », *American Journal of Sociology*, 103, 1997), ou encore Simon Laflamme (*La Société intégrée. De la circulation des biens, des idées et des personnes*, Peter Lang, 1992) il est encore relativement confidentiel. On peut cependant penser qu'il est potentiellement le plus intéressant en ce qu'il renouvelle profondément la théorie et la méthode socio-

1- Gérald Bronner, membre de l'Institut Universitaire de France depuis 2008, Pierre Demeulenaere, actuel directeur adjoint du GEMASS, mais encore, par exemple, Nathalie Bulle, Gianluca Manzo, Michel Dubois, ou encore Alban Bouvier, qui fut son assistant à La Sorbonne…

logique. Sa mise en œuvre permet, en effet, de ne pas retomber dans une sorte de holisme ou d'individualisme méthodologiques, puisqu'elle ne s'attache pas aux substances (système, acteur…) mais à l'ensemble des relations qui donnent leur sens et leurs effets aux substances ou aux « formes » (Simmel).

Claude Vautier

STANLEY MILGRAM (1933-1984)
Tous bourreaux ?



Y a-t-il un bourreau qui sommeille dans l'homme ordinaire, comme le suggérait le fonctionnaire nazi Adolf Eichmann durant son procès de 1961 ? Le psychologue Stanley Milgram, de l'université de Yale, se posait, depuis quelque temps, la même question. En 1960, il élabore une expérience appelée à un immense retentissement. Recrutés par petites annonces, des hommes apparemment équilibrés participent à une pseudo-recherche éducative censée déterminer les effets d'une punition sur la mémorisation. Chacun endosse le rôle d'un « enseignant » qui doit envoyer un choc électrique à un « apprenant » chaque fois qu'il se trompe dans la restitution d'une liste de mots. Chaque choc est plus fort que le précédent. Les deux hommes ne se voient pas, mais s'entendent : l'apprenant pousse des cris de douleur. Quand l'enseignant hésite, un expérimentateur garant de la scientificité de la procédure l'encourage à poursuivre. En réalité, les chocs sont factices, et la voix de l'apprenant est préenregistrée.

Une question de contexte

Des psychiatres avaient estimé auparavant que les pseudo-enseignants n'enverraient pas plus de 150 volts, et que seuls 0,1 % de « sadiques » pousseraient le bouton jusqu'à 450 volts, intensité potentiellement mortelle. Or, en réalité, aucun sujet ne s'est arrêté en dessous de 300 volts, et les deux tiers sont allés jusqu'à 450… Pourtant chaque enseignant a subi lui-même une brève décharge électrique réelle, pour lui faire comprendre ce qu'il allait infliger. Il savait qu'à partir de 450 volts, le choc pouvait être extrêmement dangereux. L'apprenant, supposément quinquagénaire et souffrant du cœur, rencontré brièvement au début, le suppliait d'arrêter dès 180 volts, et refusait de répondre

à 300, mais l'enseignant continuait à l'interroger et le torturer dans le vide… Milgram mènera dix-neuf variantes de cette expérience, impliquant plus d'un millier de participants, y compris des femmes.

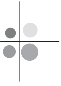
Que peut-on en déduire ? Il semble que la personnalité des cobayes compte peu dans les résultats, mais que tout soit une question de contexte. Par exemple, ce ne sont plus les deux tiers, mais 70 % des sujets qui décochent des décharges « mortelles » si quelqu'un l'a fait avant eux. Et ils sont 90 % à faire de même quand les chocs sont donnés par l'intermédiaire d'une tierce personne. Mais moins de 5 % se prêtent au jeu quand l'apprenant lui-même demande à être électrocuté…

La notion d'état agentique

Dans la lignée d'Hannah Arendt et de sa théorie de la « banalité du mal », Milgram se refuse à considérer l'être humain comme un monstre sadique trahi par ce genre d'expérience. Il juge que ce n'est pas l'occasion, mais le contexte qui crée le larron : la présence d'une autorité scientifique crédible qui donne sa bénédiction et en endosse la responsabilité des risques. La légitimité de l'expérimentateur est primordiale. Car s'il hésite, ou entre en discussion avec un collègue, les sujets renâclent. L'essentiel est bien là : la soumission à l'autorité ne transforme pas en Terminator implacable, mais en râleur, voire en paniqueur, qui accomplit malgré tout le sale boulot. Milgram forge la notion d'« état agentique », pour désigner cette résignation à n'être plus qu'un instrument.

Une expérience renouvelée

L'expérience a été répétée depuis cinquante ans, dans différents lieux, et jusqu'en 2006 par la BBC. Non sans débats éthiques récurrents, puisque la confiance des sujets est abusée et qu'ils se découvrent capables de cruauté manifeste. Pour contourner ces critiques, l'expérimentation a été reproduite avec des apprenants virtuels en images de synthèse. Résultat ? Les sujets se comportent comme si leurs élèves étaient réels. De quoi relancer une série d'expériences, que deux limites souli-



gnées par Milgram lui-même tempéreront toujours : d'abord, tous les individus lambda ne deviennent pas automatiquement des bourreaux ; ensuite, difficile de savoir dans quelle mesure une situation de laboratoire est transposable à la complexité des circonstances et des cas de conscience du monde réel.

Jean-François Marmion

Du bourreau soumis à l'effet Lucifer

L'expérience de Stanley Milgram avait donc montré que chacun d'entre nous pouvait devenir un bourreau, par simple soumission à l'autorité. À sa suite, une deuxième expérience célèbre, d'autres études en psychologie sociale et en histoire sont venues appuyer ou remettre en cause la thèse de Milgram.

En 1971, l'expérience connue sous le nom de « Stanford prison experiment » (Stanford University Press, 1972) allait dans le même sens. Le psychologue Philip Zimbardo pilota une expérience où des étudiants étaient invités à rester quinze jours enfermés dans un bâtiment. Les uns jouaient le rôle de gardiens, les autres celui de prisonniers. Mais certains gardiens commencèrent, après quelques jours, à brutaliser les prisonniers. L'un d'eux, rebaptisé John Wayne, prend son rôle de maton avec un zèle plus qu'excessif. Au bout d'une semaine, l'expérience doit être stoppée, Pour P. Zimbardo, la preuve est faite : porter un uniforme, se voir confier un rôle dans un lieu inhabituel suffisent à transformer un sympathique étudiant en impitoyable tortionnaire. Il a d'ailleurs publié par la suite un livre (*L'Effet Lucifer,* 2007) dans lequel il revient en détail sur l'expérience de Stanford et y voit une explication à ce qui s'est passé dans la prison d'Abou Ghraib (Irak). En 2004, des soldats américains s'étaient livrés à des actes de torture sur des prisonniers. D'autres psychologues sont arrivés aux mêmes conclusions pour ce qui concerne le monde de l'entreprise : Wim Meeus et Quinten Raaijmakers, de l'université d'Utrecht (Pays-Bas) ont montré comment des recruteurs peuvent être amenés à détruire psychologiquement un candidat à l'embauche si on leur en intime l'ordre. Mais la question demeure de savoir pourquoi on devient si facilement un bourreau.

Plus récemment, des chercheurs sont revenus sur l'expérience de Milgram, en se fondant sur l'analyse des commentaires des cobayes, conservés dans les archives de l'université de Yale. Ils en tirent la conclusion que, loin d'être dans un état de soumission, les participants auraient fait au contraire preuve de leur « engagement » dans une étude qu'ils jugeaient utile et vertueuse. Comme l'écrit l'un d'entre eux : « Heureux d'avoir pu rendre service »… Alors, le bourreau est-il un psychopathe assoiffé de sang, un exécutant aveugle (thèse de la « banalité du mal »), ou agit-il en toute conscience en pensant faire le bien ? Le débat reste ouvert.

Jean-François Dortier

EDWARD O. WILSON (né en 1929)
Le social expliqué par l'évolution



En France, Edward O. Wilson a été mal reçu pour avoir commis un crime de réductionnisme en affirmant en 1975, dans *La Sociobiologie*, que chez les humains comme chez les fourmis (son domaine de spécialité), la sélection naturelle était le moteur de la formation des sociétés et des comportements culturels.

Le projet d'une sociobiologie

Cet éthologue reprend, en 1975, l'essentiel du projet de Charles Darwin, et fait le projet d'une sociobiologie appliquée aux sociétés humaines. Malgré une certaine simplicité d'arguments, on lui doit d'avoir intégré à ses objets d'étude les comportements dits « altruistes » par les éthologues. L'altruisme désigne toutes les conduites *a priori* désavantageuses pour l'individu mais répandues dans les sociétés animales comme humaines : sacrifice de soi, coopération, générosité, etc. Comment expliquer leur diffusion ? Diverses explications fondées sur la communauté de gènes (altruisme de parentèle) ou la communauté d'intérêts (altruisme réciproque) ont été avancées, donnant une description un peu plus vraisemblable des sociétés que celle d'une lutte de « tous contre tous ».

En effet, selon Wilson, nous partageons avec les fourmis un caractère commun : la vie en société. Plus exactement, il s'agit d'un type de société qui ne se limite pas à la vie grégaire (comme les moutons et les sardines) ou celle de petits groupes familiaux (comme les oiseaux ou les lions). Les animaux dits « eusociaux », comme les fourmis et les humains (mais aussi les termites et les abeilles) poussent plus loin la socialité : elle inclut non seulement les comportements parentaux, mais aussi la coopération et la division du travail au sein de grands groupes. Il y a là, selon

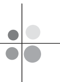
Wilson, un avantage adaptatif qui a permis aux fourmis comme aux humains de coloniser la Terre entière.

Approche génétique, approche culturelle

La sociobiologie s'est heurtée à un certain échec par le recours mécanique aux modèles animaux et au tout génétique. Pendant longtemps, le père de la sociobiologie a soutenu l'idée que le développement de la vie en société trouvait son explication dans la loi des gènes. Il s'appuyait sur la théorie du partage des gènes entre fourmis pour expliquer leur altruisme et leur coopération. Selon la théorie de la parentèle, en effet, coopérer avec les autres n'est avantageux qu'à condition de posséder un patrimoine génétique commun.

Après avoir été le principal promoteur de cette théorie génétique de la sociabilité, Wilson la remet désormais en cause. Serait-il passé dans le camp des anthropologues qui attribuent la naissance des sociétés à l'émergence de la culture et du symbolique ? Pas exactement : Wilson reste darwinien et continue d'attribuer un rôle important à la sélection naturelle. Mais il estime désormais que la sélection naturelle ne s'exerce pas sur les gènes, mais à plusieurs niveaux : génome, individus, groupes, colonies. Il s'ensuit que la sélection de groupe est possible. Autrement dit, l'union fait la force même si l'on n'est pas apparenté. Conséquence : des individus peuvent avoir intérêt à collaborer, même s'ils ne partagent pas de gènes.

Voilà donc réconciliées l'approche génétique et l'approche culturelle. Car la sélection à niveaux multiples conduit à une « coévolution gène-culture » où se combinent facteurs biologiques et culturels dans l'émergence des comportements sociaux. « La nature humaine n'est pas guidée par les gènes, écrit Wilson, mais par une cascade de facteurs épigénétiques. » Gènes, protéines, cellules, organismes agissent les uns sur les autres. S'appuyant sur des travaux récents concernant les origines du langage, de la religion, de la morale l'art, Wilson construit donc pas à pas un nouveau grand récit de l'évolution des sociétés humaines. Au passage, il en appelle à une réconciliation entre sciences de la nature et sciences sociales. Ce nouveau grand récit



sera-t-il bientôt détrôné ? Sans doute. Mais cela marque en tout cas un tournant dans la théorie de l'évolution, dominée par un modèle du « gène égoïste » aujourd'hui décrié par celui-là même qui en fut le promoteur, Richard Dawkins.

Jean-François Dortier

Essor (et déclin ?) de la psychologie évolutionniste

Lancée à la fin des années 1980, la psychologie évolutionniste a été formalisée par Leda Cosmides (psychologue) et John Tooby (anthropologue) autour de quelques principes bien arrêtés : la relative lenteur de l'évolution biologique (par rapport à celle des cultures humaines), la modularité de l'esprit (les conduites sont gouvernées par des modules cérébraux spécialisés), la large diffusion, sinon l'universalité, des conduites observées.

La démarche de base consiste à rapporter à des contraintes anciennes (celles qui prévalaient chez nos ancêtres chasseurs-cueilleurs) des traits, des attitudes, des comportements, des aptitudes ou des anomalies largement diffusés que l'on observe actuellement dans l'espèce humaine, toutes cultures confondues. Pour chacun de ces traits (par exemple, le langage ou l'existence des religions), une hypothèse évolutive est avancée : remis dans le contexte ancien, le trait est considéré comme expliqué lorsque sa valeur adaptative, c'est-à-dire avantageuse du point de vue de sa reproduction ou de son maintien, est démontrée.

Dès son origine, ce courant a essuyé de nombreuses critiques. Ses détracteurs l'ont accusé de réductionnisme, de justifier l'ordre existant et de spéculer sans fondement sur le mode de vie des ancêtres de la préhistoire. Mais, plus récemment, c'est du sein même des neurosciences que sont venues des critiques plus fondamentales. Peut-être la fin de l'evopsy ? En France, elle n'a connu qu'un développement discret, tant le milieu de sciences sociales lui était allergique.

Nicolas Journet

MICHEL FOUCAULT (1926-1984)
L'histoire au service de la philosophie

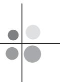


« Le manque de sens historique est le péché originel de tous les philosophes », écrivait Nietzsche. Michel Foucault saura retenir la leçon. Dans sa leçon inaugurale au Collège de France (1971), il recense les contraintes qui pèsent sur le discours en général.

Parmi celles-ci, il relève le catalogue des disciplines, qui range et classe le savoir dans des cases séparées. De fait, son œuvre ne cesse de déborder toujours la philosophie. En tout premier lieu par son souci de l'histoire – pas seulement de l'histoire du passé, mais aussi de l'histoire en train de se faire. Ce souci historique est présent dès sa thèse de philosophie sur la folie : Foucault, s'il commente Descartes, passe beaucoup plus de temps à lire divers traités, à multiplier ses sources, à se plonger dans les archives, à faire appel à des textes littéraires… C'est d'ailleurs l'historien Philippe Ariès qui défend le manuscrit et le fait paraître en 1961 sous le titre *Histoire de la folie à l'âge classique*. Il y montre que la folie n'est pas une essence éternelle. Elle est d'abord le fruit d'une perception sociale qui s'inscrit dans l'histoire.

Une archéologie du savoir

Ce fil historique, Foucault ne le lâchera pas. En 1963, il publie *Naissance de la clinique* où il se penche sur la réorganisation que connaît la médecine au tournant des XVIIe-XVIIIe siècles au moment où se fait jour la nécessité de disséquer les cadavres et où donc la perception de la vie et de la mort, du visible et de l'invisible se voit profondément modifiée. *Les Mots et les Choses* (1966), sous-titré « Une archéologie des sciences humaines », montre que les savoirs se développent toujours dans une *épistémè*, c'est-à-dire dans les cadres généraux de la pensée propres à une époque. Car Foucault refuse l'idée que le savoir connaît un



développement continu. Si, jusqu'à la fin du XVIe siècle, l'étude du monde repose sur la ressemblance et l'interprétation, un renversement se produit au milieu du XVIIe siècle : une nouvelle *épistémè* apparaît, reposant sur la représentation et l'ordre, où le langage occupe une place privilégiée. Mais cet ordre va lui-même être balayé au début du XIXe siècle par une autre *épistémè*, placée sous le signe de l'histoire qui voit apparaître pour la première fois la figure de l'homme dans le champ du savoir. Mais pour combien de temps ?

On comprend alors pourquoi c'est à une chaire qu'il intitule « Histoire des systèmes de pensée » qu'il est élu en 1970 au Collège de France. S'il continue à explorer d'autres champs, c'est toujours pour montrer leur historicité. Ainsi *Surveiller et Punir* (1975) repense l'institution pénale en montrant comment le châtiment a laissé place à l'âge classique à la détention pénale pour dresser les corps et les âmes. Enfin sa dernière œuvre, *Histoire de la sexualité*, composée de trois volumes – *La Volonté de savoir* (1976), *L'Usage des plaisirs* (1984) et *Le Souci de soi* (1984) –, remonte aux sources antiques de la civilisation occidentale pour comprendre l'homme comme sujet de désir et appréhender une histoire de la subjectivité à travers notamment les techniques du corps réglant le gouvernement de soi, et donc des autres.

Est-ce à dire que Foucault est historien et non philosophe ? Comme le note Gilles Deleuze à l'occasion d'un colloque consacré à Foucault, en janvier 1988, « si Foucault est un grand philosophe, c'est parce qu'il s'est servi de l'histoire au profit d'autre chose : comme disait Nietzsche, agir contre le temps, et ainsi sur le temps, en faveur je l'espère d'un temps à venir ». Foucault lui-même expliquait dans l'introduction à *L'Usage des plaisirs* que ses travaux étaient certes des études d'histoire mais non des travaux d'historien. Ils sont un « exercice philosophique » dont l'enjeu est de « savoir dans quelle mesure le travail de penser sa propre histoire peut affranchir la pensée de ce qu'elle pense silencieusement et lui permettre de penser autrement ».

Mieux comprendre le présent

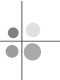
L'éclairage historique n'est pas là pour mémoire : s'il est

généalogie, c'est qu'il vise à mieux comprendre le présent pour pouvoir peut-être s'en affranchir. Ce point de vue historique est donc toujours en rapport avec notre actualité : « Ce travail fait aux limites de nous-mêmes doit d'un côté ouvrir un domaine d'enquêtes historiques et de l'autre se mettre à l'épreuve de la réalité et de l'actualité, à la fois pour saisir les points où le changement est possible et souhaitable, et pour déterminer la forme précise à donner à ce changement (Foucault, « *What is enlightenment?* », *in The Foucault Reader*, 1984). » Cette « ontologie historique de nous-mêmes » peut s'organiser selon trois axes : l'axe du savoir, l'axe du pouvoir, l'axe de l'éthique. Elle tente donc de répondre à trois questions : « Comment nous sommes-nous constitués comme sujets de notre savoir ? Comment nous sommes-nous constitués comme sujets qui exercent ou subissent des relations de pouvoir ? Comment nous sommes-nous constitués comme sujets moraux de nos actions ? »

Du philosophe au militant

On comprend mieux dès lors pourquoi Foucault ne se contentera pas de penser la société, les savoirs, les institutions… Son passage en 1968-1969 à l'université de Vincennes, alors haut lieu de la contestation, le fait entrer, pour reprendre l'expression de Didier Eribon, « dans la geste gauchiste ». Il n'est plus seulement un penseur qui écrit mais aussi un penseur qui agit. Désormais, l'universitaire sera aussi militant. Et peu importe qu'il entre en 1970 dans la vénérable institution qu'est le Collège de France. Il n'arrêtera pas pour autant de signer des tracts, de manifester, d'organiser des mouvements. En 1971, il fonde, avec Jean-Pierre Vernant et Jean-Marie Domenach, le Groupe d'information sur les prisons (Gip) qui marque le début d'une série d'actions visant à dénoncer la sombre réalité pénitentiaire. Foucault n'est pas seulement un philosophe insoumis, il est insoumis parce que philosophe. La philosophie ne vise-t-elle pas selon lui « au lieu de légitimer ce qu'on sait déjà, à entreprendre de savoir comment et jusqu'où il serait possible de penser autrement ? (*L'Usage des plaisirs*) ».

Catherine Halpern



Microphysique du pouvoir

C'est le savoir qui assied le pouvoir des institutions telles que l'école, l'usine ou la prison. Par ces micropouvoirs, la société discipline et contrôle les populations. Michel Foucault propose une lecture du pouvoir en termes de rapports de forces multiples, d'ampleur microsociologique et structurant les activités des hommes en société. Le pouvoir est une sorte de flux qui traverse et connecte l'ensemble des éléments du corps social. Dans *La Volonté de savoir* (1976), Foucault précise sa pensée en attribuant quatre caractéristiques au pouvoir.

• Le pouvoir est immanent : il n'est pas exercé seulement par le haut, mais agit partout dans des « foyers locaux » (rapports entre pénitent et confesseur, employé et employeur, enfant et éducateur…).

• Le pouvoir varie en permanence : il y a d'incessantes modifications dans les rapports de force (entre enfant et éducateur, employé et employeur…), dont ne saurait rendre compte l'analyse des institutions.

• Le pouvoir s'inscrit dans un double conditionnement : en dépit de son caractère dispersé, il obéit également à une logique globale qui permet de caractériser une société à une époque donnée.

• Le pouvoir est indissociable du savoir : tout point d'exercice du pouvoir dans une société moderne est également un lieu de formation du savoir (sur le vivant, la folie, le sexe mais aussi la petite enfance ou l'art de produire…). De façon symétrique, tout savoir établi permet et assure l'exercice d'un pouvoir.

Foucault montre ainsi, dans *Surveiller et Punir* (1975), comment dans toute l'Europe au début du XIXe siècle, le supplice disparaît et laisse la place à un calcul savant des peines : « Ce n'est plus le corps supplicié, mais le corps assujetti à travers lequel on vise le contrôle des âmes. » Naît un véritable pouvoir disciplinaire pliant tout à la fois les âmes et les corps, que ce soit en prison mais aussi à l'école, à la caserne, à l'hôpital ou à l'atelier. En portant un tel regard sur la modernité et en reformulant ainsi la question du pouvoir, Foucault remet en cause les promesses de la philosophie des Lumières et invite clairement à explorer les cadres normatifs des sociétés prétendument démocratiques et libérales.

Clément Lefranc

L'archipel des héritiers

Michel Foucault est le philosophe contemporain le plus cité de la planète, et aussi l'un des plus controversés. Mépris de l'histoire, partialité, erreurs factuelles : de Jean-Paul Sartre à Marcel Gauchet, des historiens et des philosophes, et non des moindres, lui ont adressé des critiques vives et souvent fondées. Mais tout penseur digne de ce nom a naturellement ses opposants et Foucault compte bien plus d'admirateurs que de contradicteurs. Pour se repérer, on peut distinguer trois phases dans la réception de l'œuvre de Foucault.

• Années 1960-1970 : l'âge critique

La méthode et les thèses de Foucault font, à cette époque, de nombreux émules. Robert Castel dans ses travaux de sociologie sur l'ordre psychiatrique, l'historien Georges Vigarello dans ses réflexions sur le corps à la fin des années 1970, ou encore Michèle Perrot (dans son histoire de la prison ou dans celle des femmes) ont fait partie des premiers à prendre appui sur le Foucault critique de la modernité. Des géographes comme Yves Lacoste se sont également servis de sa notion « géopolitique » afin de « démontrer l'importance politique et stratégique » de la géographie.

• Années 1990-2000 : l'effet de mode

La publication des *Dits et écrits* en 1994 puis celle des cours du Collège de France à partir de 1997 inaugurent une nouvelle phase dans le rapport à l'œuvre de Foucault qui devient plus patrimonial. La fin des années 1990 verra se multiplier les discussions, parfois âpres, concernant l'intérêt des concepts foucaldiens pour les sciences sociales. Judith Butler, avec *Troubles dans le genre* (1990), revient à l'analyse foucaldienne à partir de sa critique de la distinction entre « sexe » et « genre ». Trois notions retiennent plus particulièrement l'attention dans l'ensemble des sciences humaines et sociales : celles de biopolitique, de dispositif et d'hétérotopie.

• Aujourd'hui : nouvelle génération, nouveaux territoires

On ne compte plus aujourd'hui les actualisations, prolongements et adaptations des principales thèses de Foucault. C'est désormais une autre génération de chercheurs – qui n'ont pas connu Foucault de son vivant – qui s'occupe d'explorer de nouveaux territoires avec les outils forgés par le philosophe. L'un des auteurs emblématiques est le philosophe Guillaume Le Blanc qui tente de saisir les différentes formes de disqualification, de fragilité et d'*Invisibilité sociale* (2009) qui touchent nos sociétés. Pauvreté, précarité, vulnérabilité sont des notions propices à l'analyse foucaldienne, surtout lorsqu'elle montre comment ceux que l'on nomme précaires résistent en retournant leur désignation ou en détournant les normes sociales en vigueur.

Jean-François Bert

MICHEL CROZIER (1922-2013)
La vie des organisations



Michel Crozier fait partie de ces intellectuels français nés dans l'entre-deux-guerres, dont l'originalité intellectuelle et méthodologique a largement passé les frontières françaises. Né en 1922 dans la Marne, il a obtenu son diplôme de HEC Paris et une licence en droit en 1949, avant de partir aux États-Unis pendant quatorze mois pour y étudier les syndicats. Ce fut un véritable choc. Au fil de ses rencontres, il découvre une autre façon de vivre, de travailler et de s'organiser en société qui le marque à jamais. De retour en France, il s'y impose comme le père de l'« analyse stratégique ».

Comprendre les relations de pouvoir

Ses premières enquêtes de terrain cherchent à rendre compte du fonctionnement (et des dysfonctionnements) des systèmes bureaucratiques. Dans *Le Phénomène bureaucratique* (1964), il met au jour les rouages organisationnels cachés de deux organisations publiques, l'Agence parisienne des chèques postaux et la Seita. Les relations de pouvoir apparaissent comme le principal élément structurant de l'organisation. Mais, loin de reproduire l'organigramme, elles reposent sur des données implicites, notamment la maîtrise des « zones d'incertitude ». C'est ainsi qu'à la Seita, le conflit récurrent entre les ouvriers de production et les ouvriers d'entretien s'enracine dans la maîtrise de la zone d'incertitude que constituent les pannes de machine. Crozier montre également comment la centralisation et la multiplication des règles aboutissent à la constitution de « cercles vicieux bureaucratiques » qui rigidifient l'organisation.

Dans *L'Acteur et le Système* (1977), il va donner une assise théorique à ces premières analyses: cet ouvrage, coécrit avec

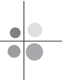
Erhard Friedberg, est le livre fondateur de l'analyse stratégique. Il est aujourd'hui un classique de la littérature sociologique. La thèse peut se résumer en quelques propositions. L'acteur n'est pas totalement contraint, il a une certaine marge de liberté. Son comportement est le résultat d'une stratégie rationnelle. Mais cette rationalité n'est pas pure, elle est limitée : les gens ne prennent pas les décisions optimales, mais celles qu'ils jugent satisfaisantes compte tenu de leur information, de la situation et de leurs exigences (les auteurs reprennent à leur compte la théorie de l'économiste américain Herbert A. Simon).

L'analyse stratégique comme méthode d'intervention

Pour Crozier, c'est sur la base de ces postulats qu'il faut analyser le fonctionnement des organisations. L'analyse stratégique étudie donc les relations de pouvoir et les effets des stratégies des acteurs dans l'organisation. Elle cherche à mettre au jour les logiques sous-jacentes des systèmes contingents nés de cette interdépendance. Elle est devenue une méthode de diagnostic organisationnel et d'accompagnement du changement de plus en plus usitée, par des sociologues mais aussi par des professionnels du management.

Crozier a également cherché à appliquer cette analyse à la société française dans son ensemble, dans une perspective réformatrice : toute une série d'ouvrages s'inscrit dans ce projet. Il y a selon lui un modèle bureaucratique à la française (centralisateur, rigide, cloisonné) qui imprègne l'ensemble des organisations et empêche tout changement social. La crise de mai 1968 est interprétée comme un signe révélateur de ce blocage (*La Société bloquée*, 1971). Dans ses essais suivants, Crozier va préciser sa cible : ce n'est pas tant la société française qui est bloquée que l'État français qui, par son conservatisme, son « bureaucratisme » et son omnipotence, freine l'innovation et les adaptations dynamiques (*État moderne, État modeste*, 1986). Enfin, dans *La Crise de l'intelligence* (1995), il dénonce le rôle des technocrates et des élites, qui gênent les transformations que la société civile est encline à accepter.

Philippe Cabin



Le legs à la sociologie

Une méthode d'analyse

Michel Crozier a développé une méthode pour réaliser le diagnostic d'une organisation à partir d'outils simples : le sociogramme et la grille d'analyse stratégique. Le sociogramme représente sous forme de schéma les relations entre les acteurs, c'est-à-dire les alliances, les conflits, les dépendances entre acteurs (Qui choisit qui ? Qui rejette qui ?). Puis, la grille d'analyse stratégique présente un tableau de cinq colonnes qui met en lien l'acteur, ses objectifs, ses ressources, ses contraintes et ses stratégies.

Le Centre de sociologie des organisations (CSO)

Crozier a contribué à transformer la manière de faire de la sociologie en France, notamment en mettant le terrain au cœur de l'analyse. Il a également fait de la sociologie une discipline légitime, voire indispensable, pour étudier les organisations et le management. Dans les années 1960, il fonde le Centre de sociologie des organisations. Devenu laboratoire de recherche en 1976, l'équipe comprend aujourd'hui une vingtaine de chercheurs du CNRS, de nombreux enseignants-chercheurs et doctorants français et étrangers.

Un cadre théorique

À la suite de Crozier, de nombreux auteurs ont adopté son approche centrée sur le jeu des acteurs face aux contraintes des systèmes bureaucratiques. Parmi les chercheurs, Jean-Daniel Reynaud a complété les travaux de Crozier et Ehrard Friedberg dans les années 1970 par une théorie de la régulation sociale. Afin de comprendre comment un groupe social se structure et mène des actions collectives, il a analysé les mécanismes de construction/destruction des règles et leur application dans les organisations.

Julia Bihl

JÜRGEN HABERMAS (né en 1929)

La communication, fondement du social



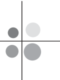
Présent sur tous les fronts – la bioéthique, l'Europe ou le révisionnisme –, Jürgen Habermas est l'une des grandes figures intellectuelles de notre époque. Il a été profondément influencé par le marxisme et par la critique de la rationalité technique et scientifique, laquelle instrumentaliserait la nature mais aussi l'homme pour les intérêts de la classe dominante. La publication de *Théorie de l'agir communicationnel*, en 1981, constitue un tournant dans la pensée d'Habermas : il s'éloigne de la théorie critique défendue par l'école de Francfort pour se rapprocher de l'esprit des Lumières et des procédures démocratiques. On comprend alors son souci d'agir dans l'espace public qui, selon lui, occupe une place essentielle dans le fonctionnement des sociétés d'aujourd'hui.

La raison communicationnelle

Habermas est un auteur difficile et *Théorie de l'agir communicationnel* ne déroge pas à cette règle. Cet ouvrage de près de mille pages n'entend rien moins que proposer une nouvelle théorie de la société reposant sur la communication. Pour ce faire, le philosophe allemand reprend la généalogie des penseurs de la modernité – de Max Weber à Max Horkheimer et Theodor Adorno, en passant par George H. Mead, Émile Durkheim, les acquis de la pragmatique du langage avec John L. Austin et John Searle. Il s'agit pour lui d'asseoir l'idée d'une « raison communicationnelle ». D'où le caractère abstrait du livre, qui lui fut du reste bien souvent reproché.

De la discussion au consensus

Si, dans ses premiers ouvrages, Habermas a fait la critique



de la raison occidentale comme l'expression de la technoscience dominatrice et aliénante, il montre dans *Théorie de l'agir communicationnel* que la raison a également une fonction communicationnelle, qui s'ancre spontanément dans le langage et le discours, et même dans ses formes les plus quotidiennes. Les énoncés émis par quiconque cherche à se faire comprendre des autres ont une triple prétention à la validité : prétention à l'exactitude, prétention à la justesse par rapport au contexte social et à ses normes, et enfin prétention à la sincérité. C'est pourquoi il est possible, même en ayant pris acte de l'échec des grands systèmes métaphysiques, de parvenir à un consensus sur les normes éthiques ou politiques en débattant de manière argumentée. On comprend dès lors le débat qu'aura Habermas avec le postmodernisme. La pensée postmoderne ne croit plus à la raison : tout discours ne peut être que relatif, notre époque ayant montré que l'on ne pouvait guère fonder de normes universelles. La théorie d'Habermas montre au contraire que la raison communicationnelle nous permet de sortir de cette impasse et « sans dramatiser, de prendre congé du concept d'absolu ».

Catherine Halpern

Qu'est-ce que l'agir communicationnel ?

Toute sociologie repose sur un modèle plus ou moins explicite permettant de comprendre le comportement des acteurs. Jürgen Habermas distingue quatre modèles d'action :

• Selon le modèle traditionnel d'un agir téléologique, l'acteur poursuit un but défini à l'avance et utilise pour cela des moyens propres à lui assurer le succès. Le stratège militaire, l'entrepreneur ou le joueur d'échec en sont des modèles types.

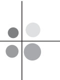
• Une conception axiologique de l'action présente les comportements comme régis par des normes : les membres d'une même communauté obéissent à certaines attentes de comportement. Le prêtre, le professeur ou tout autre professionnel dans l'exercice de ses activités s'inscrit dans ce type d'action.

• L'action peut aussi être représentée dans une logique dramaturgique : il s'agit alors de proposer de soi une certaine image à des interlocuteurs assimilés à un public. Le demandeur d'emploi ou le courtisan doit se plier aux règles d'une telle logique d'action.

• Le concept d'un agir communicationnel construit des consensus dans un dialogue de sujet à sujet, exempt de manipulation : la relation entre les acteurs se constitue dans le langage, elle ne lui préexiste pas. Le député à l'Assemblée ou le commercial qui négocie un contrat entrent dans le cadre de l'agir communicationnel.

Dans la réalité, toute action est un mélange de ces quatre types purs.

Yves Jeanneret



L'école de Francfort : quatre générations de penseurs

Sous l'intitulé de « théorie critique », l'école de Francfort développe, à partir des années 1940, une philosophie sociale inséparable d'une visée émancipatrice. S'il peut y avoir un fil tendu susceptible de relier entre eux les grands penseurs francfortois, il est dans le rapport entre théorie de la société et critique de l'aliénation et de l'injustice, entre réflexion sur soi et recherche de l'émancipation pour tous.

• Theodor Adorno et Max Horkheimer, fondateurs de l'école de Francfort, s'interrogent, pendant la Seconde Guerre mondiale, sur la perte de sens dans un monde moderne où la rationalité (scientifique, technique, technocratique) tient une place dominante. Appuyant leur réflexion sur des études de sociologie empirique, ils ciblent les penchants fascistes que recèlent même les sociétés libérales (*Études sur la personnalité autoritaire*, 1950).

• Loin du pessimisme historique de ses collègues, Herbert Marcuse ira, lui, rechercher du côté d'un réinvestissement esthétique et érotique du travail les conditions d'une société plus libre, inspirant directement les mouvements de Mai 68 (*L'Homme unidimensionnel*, 1964).

• Mais le véritable renouvellement du programme initial de M. Horkheimer viendra de Jürgen Habermas. Il cherche à repenser avec précision le lien entre théorie et pratique, en ressaisissant à travers les ressources de la communication langagière le pouvoir dont peuvent disposer les acteurs sociaux dans les sociétés modernes et laïques pour accéder à l'autonomie et se libérer de l'emprise impersonnelle des systèmes économique et administratif. Dans ce cadre, la reconnaissance intersubjective devient la condition incontournable d'un état social émancipé, qui ne trouve vraiment à s'exprimer qu'à travers les espaces publics délibératifs des États de droit démocratiques. La théorie critique de la société se fait théorie normative de la discussion.

• Pour Axel Honneth, directeur de l'Institut de recherche sociale de Francfort depuis 2001, la reconnaissance ne peut se suffire des conditions de la communication. Elle présuppose une lutte toujours recommencée contre la diversité des formes du mépris social, sans laquelle l'émancipation reste un vain mot (*La Lutte pour la reconnaissance*, 1992).

C'est l'émancipation, au fond, qui continue aujourd'hui encore de donner sens au programme d'une théorie critique issue de l'école de Francfort. Cette dernière sera à ranger au magasin des accessoires le jour où « émancipation » sera devenu un mot vide de sens ou obsolète.

Yves Cusset

PAUL RICŒUR (1913-2005)
Expliquer plus pour comprendre mieux

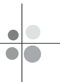


Philosophe de tous les dialogues, Paul Ricœur a été l'un des rares penseurs français à examiner avec la plus grande rigueur les problèmes posés par les sciences humaines de son temps. Ce faisant, il a rouvert la voie au dialogue des idées dans un champ du savoir où la concurrence des « grands récits » tend toujours à faire rage.

Gare au savoir totalisant

Le premier défi que Ricœur rencontre sur son parcours remonte à sa thèse. Il est alors engagé à la réalisation d'un travail sur la volonté. Il croise la question du corps et les disciplines des sciences humaines, la biologie et la psychologie. S'il accueille la psychologie dans sa recherche, Ricœur tient toute forme de réductionnisme naturaliste comme l'adversaire désigné. Il s'efforce de bien distinguer les types d'approche en faisant la part de ce qui relève du discours proprement scientifique et du discours philosophique. Grâce au détour par les sciences expérimentales, la philosophie réflexive, explique-t-il, peut mieux éprouver ses limites. En retour, cette expérience vaut aussi pour les sciences expérimentales. Contrairement au reproche que l'on a souvent formulé contre Ricœur, il ne place pas la posture philosophique en surplomb et ne prétend pas à la maîtrise globale des sciences humaines. Au contraire, chaque discipline doit aller jusqu'au bout de ses capacités explicatives, sans pour autant se laisser aller à la démesure de se présenter comme un savoir totalisant.

La seconde traversée des sciences humaines entreprise par Ricœur est celle de la psychanalyse. En 1960, il entreprend une lecture systématique du *corpus* freudien qui aboutira en 1965 (*De l'interprétation. Essai sur Freud*). Son objectif, totalement



incompris en France à la sortie de l'ouvrage, est de défendre le statut singulier de scientificité propre à la psychanalyse contre les critiques des logiciens comme Karl Popper qui invalidait le savoir psychanalytique au nom de son incapacité à prouver ses énoncés. Ricœur entreprend de montrer, textes de Sigmund Freud à l'appui, que la psychanalyse relève d'une épistémologie mixte. Il distingue l'imbrication chez S. Freud de trois regards : une énergétique des pulsions, une exégèse du sens apparent, et une vision du monde autour d'Éros et Thanatos.

Insistant sur l'efficacité de l'une ou l'autre science humaine, Ricœur met par contre en garde contre les programmes qui entendent tout englober. D'où sa confrontation avec le programme structuraliste. Dans un dialogue avec Claude Lévi-Strauss en 1963, il reconnaît la fécondité de l'anthropologie structurale en tant que méthode et sa possibilité d'avoir accès aux logiques du signe. Mais l'horizon du sens, du comprendre et le fait que la langue ne s'actualise que dans l'acte de parole restent présents à ses yeux.

La pratique historienne

Ricœur a aussi visité à plusieurs reprises le territoire de l'historien. Il défend la légitimité de la pratique historienne en même temps qu'il dénonce certaines illusions, lorsque la corporation prétend, au nom d'un savoir objectif, concevoir la société comme une chose. Ricœur montre en chacune de ses interventions à quel point l'histoire relève d'une épistémologie mixte qui se situe entre l'explication causale et la compréhension, entre la narration et le réel. Avec *Temps et Récit* (1983-1985), il s'en prend à l'illusion de l'école historique française des Annales à vouloir reléguer le récit historique au statut de l'insignifiance.

Ricœur va profiter de sa nomination comme professeur à Chicago dans le début des années 1970 pour mener un dialogue serré avec la philosophie anglo-saxonne, qu'il va d'ailleurs contribuer à faire connaître en France. Dès *Temps et Récit*, il insiste sur l'apport du courant narrativiste qui conçoit tout récit, y compris littéraire, comme un « gisement de sens ». Il en tire la conclusion essentielle que raconter, c'est déjà expliquer. Par contre, il main-

tient qu'il existe une différence marquée entre l'histoire (qui tend à la vérité) et le récit de fiction.

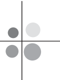
Dialogue avec les neurosciences

À la fin des années 1990, Ricœur entreprend de dialoguer avec celui qui incarne les neurosciences dans leur ambition la plus forte, Jean-Pierre Changeux. Ce dialogue aboutit à une publication commune (*La Nature et la Règle*, 1998). Ricœur est tout aussi disposé à admettre le bien-fondé et l'apport des sciences cognitives, mais là encore à condition qu'elles ne s'érigent pas en savoir universel : « Je combattrai donc ce que j'appellerai désormais un amalgame sémantique, et que je vois résumé dans la formule, digne d'un oxymore : “Le cerveau pense.” »

Au réductionnisme potentiel des neurosciences, il oppose un dualisme sémantique qui laisse s'exprimer une double perspective. Ricœur critique notamment la relation d'identité postulée par J.-P. Changeux entre le signifié psychique et la réalité corticale. Cette identification, selon lui, abolit la différence entre le signe et ce qu'il désigne. Depuis le début de ses interventions dans le champ des sciences humaines, la position de Ricœur est la même et consiste à défendre fermement la position selon laquelle « je veux expliquer plus pour comprendre mieux ».

Cette exigence de la traversée interprétative au cœur même de l'esprit de méthode ne sera pas entendue au moment où la configuration des sciences humaines trouve son expression philosophique dans les pensées du soupçon, les stratégies de dévoilement. Mais à partir des années 1980, le basculement est manifeste et se traduit par une tout autre orientation intellectuelle, qui se distingue par une attention nouvelle portée à la part explicite et réfléchie de l'action.

François Dosse



La guerre des mémoires et de l'histoire

Sur le terrain de l'histoire, Paul Ricœur, avec la publication en 2000 de *La Mémoire, l'histoire, l'oubli*, entendait clarifier le statut distinct de la mémoire et de l'histoire. Il montrait que ces deux domaines relèvent d'une visée différente, « véritative » pour l'histoire et « de fidélité » pour la mémoire. Mais, après avoir opéré cette distinction, Ricœur montre en quoi on ne peut considérer comme absolue la coupure entre ces deux dimensions du savoir, si souvent en conflit. Une méfiance trop poussée vis-à-vis des méfaits de la mémoire conduirait à sacraliser le rôle de l'historien. Un simple recouvrement de l'histoire par la mémoire ferait l'impasse sur l'exigence épistémologique de l'écriture de l'histoire. C'est pour mieux penser ensemble, mais de manière articulée, cette tension que Ricœur s'emploie à une phénoménologie de la mémoire, une épistémologie de l'histoire pour déboucher sur une ontologie de notre condition en tant qu'êtres historiques. Entre la revendication de reconnaissance de la mémoire et celle de l'histoire, Ricœur affirme que l'on ne peut pas trancher fondamentalement, ce qui place toutes les cérémonies de commémoration devant le défi de la « juste mémoire ».

F.D.

ANTONIO DAMASIO (né en 1944)
L'émotion, moteur de la raison

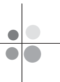


L'Erreur de Descartes, livre paru en 1994, à première vue fleure bon son philosophe. Pourtant l'auteur, Antonio Damasio, enseigne à l'Institut d'études biologiques de La Jolla, en Californie, et dirige le département de neurologie de l'université de l'Iowa.

Mais son propos remet en cause le divorce moderne entre philosophie et sciences de la nature. Le livre s'ouvre sur la longue description de deux patients séparés par plus d'un siècle : d'abord Phineas Gage, qui a survécu alors qu'une barre à mine lui a transpercé le crâne lors d'une explosion : ensuite Elliot, opéré d'une tumeur cérébrale. Tous deux, souffrant d'une lésion dans une zone précise de l'avant du cerveau, le cortex préfrontal ventromédian, ont conservé une intelligence normale tout en perdant la capacité d'éprouver des émotions. Or, tout en raisonnant correctement, ils sont devenus incapables de prendre des décisions judicieuses et de tirer des leçons de leurs erreurs. Au fil des années, Damasio déniche une douzaine d'autres cas cliniques présentant la même lésion, qui raisonnent sans ressentir et se retrouvent handicapés au quotidien. C'est le cas, par exemple, de cet homme incapable de décider seul du prochain rendez-vous avec son médecin tant il n'en finit pas de peser le pour et le contre.

Les marqueurs somatiques

À partir de ces cas concrets, Damasio formule son hypothèse des aides à la décision, qu'il appelle « marqueurs somatiques ». Il suggère que notre corps conserve des traces permanentes de ce que nous vivons et les réactive suivant le contexte pour aider à éliminer les choix qui pourraient, sur la foi de l'expérience, s'avérer préjudiciables. Ce processus, automatique, peut se réaliser



à notre insu (lorsque nous décidons sans trop savoir pourquoi, sur la base de l'intuition), ou engendrer des sensations qui attireront notre attention (ce qui constitue l'émotion proprement dite). Les états du corps engendrent donc l'émotion, laquelle participe à la rapidité et à la pertinence du raisonnement. Des observations par imagerie cérébrale, de même que les résultats de tests de neuropsychologie proposés aux patients « frontaux », soutiennent cette hypothèse. On peut donc dire que Descartes se trompait non seulement lorsqu'il opposait le corps à la pensée, mais invitait la raison à s'affranchir de toute émotion. Selon Damasio, les rouages les plus primaires de l'organisme paraissent bel et bien liés à nos plus hautes facultés intellectuelles. « L'édifice de l'éthique ne s'écroule pas, la morale n'est pas menacée et, chez l'individu normal, la volonté reste la volonté », rassure Damasio.

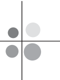
Le livre renoue à sa manière avec des idées défendues un siècle plus tôt par William James (l'émotion résulte d'une réaction corporelle, et non l'inverse), avant que le sujet soit frappé d'interdit par le behaviorisme et l'ensemble de la psychologie scientifique, qui jugeaient que l'émotion ne pouvait constituer un objet d'observation et d'expérimentation. Certes, Damasio n'est pas le premier de nos contemporains à braver cet interdit. Le neurobiologiste Jean-Didier Vincent avec sa *Biologie des passions* (1986) et le philosophe Daniel Dennett dans *La Conscience expliquée* (1991), pour ne citer qu'eux, avaient récemment risqué le grand écart. Mais en articulant vignettes cliniques, mise à l'épreuve d'une hypothèse inédite et vulgarisation, *L'Erreur de Descartes* a connu un retentissement tel qu'il se voit toujours cité comme ouvrage de référence en neuropsychologie, la discipline qui met en relation fonctionnement cérébral et comportements humains. À défaut de la déclencher, l'ouvrage de Damasio cristallise la réhabilitation de l'émotion, dorénavant étudiée sous toutes les coutures : comment elle influe sur la création et le rappel des souvenirs, comment elle constitue peut-être une forme d'intelligence à part entière (Daniel Goleman parle d' « intelligence émotionnelle » en 1996), à quelles aires cérébrales elle est associée…

Certains, comme Klaus Scherer, la considèrent comme un phénomène complexe impliquant des dimensions physiologiques, cognitives, motrices, etc., et intéressant plusieurs disciplines, les « sciences affectives » : l'émotion est alors envisagée non comme un simple état du corps, mais comme un processus menant de l'évaluation d'une situation à la sélection d'une réponse.

Audace et lucidité

Ainsi dopées, les recherches sur les émotions ne restent pas cantonnées à la psychologie. Elles disséminent dans d'autres branches du savoir, comme chez les historiens (Marc Ferro, *Le Ressentiment dans l'histoire*, 2007, ou Christophe Prochasson, *L'Empire des émotions*, 2008) et les économistes. En même temps que paraît *L'Erreur de Descartes*, Daniel Kahneman et Amos Tversky, dans des recherches qui vaudront au premier le prix Nobel d'économie en 2002, déconstruisent expérimentalement le mythe de l'*Homo œconomicus* guidé par le seul calcul rationnel ou bien voué à se tromper. Ce qui apporte de l'eau au moulin de Damasio lorsqu'il affirme que « les instruments fragiles de la rationalité ont besoin d'une aide spéciale »… *L'Erreur de Descartes* a ouvert de multiples voies, et reflète encore aujourd'hui l'enthousiasme, mais aussi l'aspiration à l'humilité, de la majorité des neuropsychologues et neuroscientifiques : « Le moral des troupes est au beau fixe (…). Les raisons de se faire du souci ne viennent pas de l'insuffisance des progrès, mais plutôt du torrent de faits nouveaux que les neurosciences sont en train de déverser, menaçant peut-être toute possibilité de penser clairement (…). Il n'y a pas de réponse unique à l'énigme du cerveau et de l'esprit, mais bien plutôt de nombreuses réponses, liées aux innombrables composantes du système nerveux qui existent à ses nombreux niveaux d'organisation anatomique. » Ce mélange d'audace et de lucidité a consacré Damasio parmi les auteurs incontournables de la psychologie du dernier quart de siècle.

Jean-François Marmion



Erreur chez Descartes, vérité chez Spinoza

Dans *Le Sentiment même de soi* (1999) et *Spinoza avait raison* (2003), Antonio Damasio prolonge la démonstration entamée en 1994 avec *L'Erreur de Descartes*, en distinguant émotion (réaction observable du corps à une situation) et sentiment (interprétation subjective de l'émotion et de sa cause). Tous les animaux peuvent éprouver une émotion (peur, agressivité, appétence), même de façon embryonnaire, mais seul l'être humain, et dans une moindre mesure les autres mammifères et les oiseaux, connaissent les sentiments, car eux seuls sont dotés des structures cérébrales permettant de localiser précisément les changements ressentis dans leur corps. Émotions et sentiments sont des produits de l'évolution contribuant à nos compétences vitales : non contents de nous aider à sélectionner les comportements les plus appropriés, ils permettent d'établir des relations durables de cause à effet, d'apprendre, d'anticiper une situation sur la base de l'expérience, donc de construire une temporalité, et de concevoir une représentation cohérente de notre environnement et de notre individualité…

En d'autres termes, ils servent à poser les rudiments de la conscience. Tout cela se trouvant facilité dans notre espèce par le développement du langage. Or, c'est dans la philosophie de Baruch Spinoza que Damasio distingue la préfiguration des découvertes neuroscientifiques suggérant cette indissociabilité du corps et de la pensée.

J.-F. M.

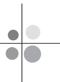
AMARTYA SEN (né en 1933)
Repenser les inégalités



Repenser l'inégalité (*Inequality Reexamined*), livre publié en 1992, a fait la renommée d'Amartya Sen, avant de lui valoir un prix Nobel en 1998. Cinquante-cinq pages de références bibliographiques, un texte dense, difficile, écrit dans un langage qui cite aussi bien Hannah Arendt (sur la pluralité sociale et politique) que John Rawls (sur la théorie de la justice et les conditions de l'égalité individuelle), l'ouvrage ne se présente pas vraiment comme un livre grand public. « La question clé pour analyser et mesurer l'inégalité, c'est : “Égalité de quoi ?” Le problème essentiel, celui qui fait l'objet de cet ouvrage, c'est la remise en cause de la pertinence de l'espace des revenus pour mesurer la pauvreté… La pauvreté se laisse mieux saisir en termes de manque de capabilités que de manque de satisfaction des besoins fondamentaux. » L'idée centrale de Sen est que la mesure de la richesse est insuffisante pour évaluer la pauvreté. Le revenu mesuré par le PIB, par exemple, ne constitue pas un bon indicateur pour analyser les inégalités. La pauvreté, selon Sen, n'est pas constituée uniquement par la faiblesse des revenus. C'est d'abord « la limitation de vie que certaines personnes sont forcées de vivre ».

Articuler théorie et expérience : capabilités et IDH

Au début de sa carrière d'économiste, Sen est plutôt un théoricien. Ses premiers ouvrages portent sur des questions techniques d'économétrie, apparemment très éloignées du monde de tous les jours, comme le « théorème de Kenneth Arrow » (prix Nobel 1972) qui affirme l'impossibilité de fonder des choix collectifs d'ensemble sur les préférences trop diverses des individus. C'est pourtant à ce propos que Sen perçoit la nécessité d'articuler théorie et réalités d'expérience.



Les théoriciens orthodoxes soutiennent généralement qu'il est inutile de s'interroger sur les inégalités, car il n'est pas possible de fabriquer les instruments mathématiques suffisamment fiables permettant la comparaison précise des degrés de satisfaction des individus. Sen déplace alors l'espace de l'analyse vers ce qu'il appelle les « capabilités », et ce faisant, vers une remise en cause d'ensemble de ce que signifient les inégalités. Les capabilités, ce sont les possibilités qu'ont les individus de faire des choix sociaux. Cette liberté est ce qui est recherché par tous. Les biens économiques prennent alors une autre signification : « L'attention se porte, dans cette analyse, sur les libertés qui résultent des biens, et non sur les biens considérés en eux-mêmes. » Loin d'être une simple question de revenus, l'inégalité doit se mesurer en termes d'étendue des privations de capabilités. Et celles-ci peuvent être très spectaculaires, même à l'intérieur des pays riches. Sen montre ainsi qu'à la fin des années 1980, les habitants masculins du quartier de Harlem (New York) ont moins de chance d'atteindre l'âge de quarante ans que les hommes du Bangladesh. Ce n'est évidemment pas parce que le revenu moyen à Harlem est inférieur à celui du Bangladesh. Le phénomène est lié à des problèmes de soins médicaux, de manque d'attention à la santé, de prévalence de la criminalité urbaine, et à d'autres facteurs de ce genre qui affectent les capabilités de base des résidents de Harlem.

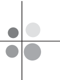
L'influence des travaux de Sen est aujourd'hui perceptible partout. Tant dans l'analyse des ONG humanitaires que dans les rapports du Programme des Nations unies pour le développement (Pnud), l'indice du développement humain (IDH), pensé et construit à partir des travaux de Sen et de l'économiste pakistanais Mahbub ul Haq, est devenu en quelques années un indicateur de référence en économie. Il intervient dans les prises de décision des gouvernements et des institutions internationales. La mesure du PIB par habitant en parité de pouvoir d'achat (PPA) n'est plus considérée comme suffisante pour analyser les inégalités. On y agrège d'autres données fondamentales : l'espérance de vie à la naissance, les taux d'alphabétisation des adultes, et les taux (bruts) de scolarisation combinés. On obtient alors

un indice de développement humain, jugé plus pertinent que la simple mesure des revenus. Le développement humain en question traduit un processus d'élargissement des choix.

Critiques

L'influence de *Repenser l'inégalité* a souvent été jugée comparable à celle de *Théorie de la justice* de John Rawls (1971). Mais les thèses de Sen n'ont pas échappé à la critique. Sous la plume d'Émmanuelle Bénicourt, par exemple, la théorie de J. Rawls a pu être opposée à celle de Sen. Dans un article intitulé « Contre Amartya Sen » (2004), É. Bénicourt juge que loin d'avoir permis une réflexion plus générale sur les inégalités, les travaux de Sen ont additionné des critères multiples et non hiérarchisés. J. Rawls dénonçait déjà ce genre d'indicateurs « qui ne comprennent aucune méthode explicite, ni aucune règle de priorité ». É. Bénicourt ajoute : « Si Sen recueille le consensus, c'est que chacun peut trouver ce qu'il veut dans son discours confus. » T.N. Srinivasan, professeur à Yale et spécialiste du commerce international, s'interroge également : l'IDH constitue-t-il « un nouveau paradigme, ou la réinvention de la roue » ? Quant à Gerald A. Cohen, économiste et philosophe canadien, il fustige « l'ambiguïté », voire « l'obscurité », de certains des concepts utilisés par Sen, surtout celui de capabilités, et son usage très extensif – et particulièrement flou selon lui – de la notion de liberté. Malgré ces attaques venues de différents horizons, l'influence des thèses de Sen est désormais bien établie. Elle se manifeste aussi bien dans les travaux de sociologues comme ceux de Serge Paugam (*Les Formes élémentaires de la pauvreté*, 2005) que dans les instances politiques. Sen a fait partie, par exemple, de la commission Stiglitz chargée sur l'initiative de Nicolas Sarkozy, en 2008, de proposer à l'OCDE de nouveaux indicateurs sociaux.

René-Eric Dagorn



L'économiste des pauvres ?

En France, Amartya Sen est souvent perçu comme un intellectuel critique de gauche, proche de l'altermondialisme. On l'oppose en cela à John Rawls, dont l'ouvrage *Théorie de la justice* (1971) est souvent étiqueté comme libéral. Pourtant, les deux auteurs se connaissent très bien et leurs travaux sont considérés dans l'espace intellectuel anglo-saxon comme très proches. En fait, Sen a d'abord fait l'objet en France d'une lecture politique avant d'être reconnu académiquement.

Dans les années 1990, il commence à circuler au sein des courants rénovateurs communistes et des écologistes (la revue *Mouvements*). Un recueil intitulé *L'économie est une science morale* paraît en 1999 et fait de lui un penseur radical. Il est présenté dans la préface comme un représentant du tiers-monde et critique de « l'analyse économique traditionnelle », comme quelqu'un qui « n'a pas de conseil à donner aux gens qui lui demandent comment placer leur argent parce qu'il s'intéresse essentiellement au sort de ceux qui n'ont pas d'argent à placer ». L'attribution du prix Nobel d'économie à Sen (1998) a donné une très grande force à cette lecture particulière qui fait de lui « l'économiste des pauvres » tout en restant un penseur libéral.

Xavier Molénat

EDGAR MORIN (né en 1921)
À l'assaut de la complexité

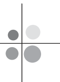


« Il serait excessivement candide, particulièrement pour un sociologue, d'imaginer la sociologie comme une science pure, séparée des intérêts et des pressions sociales, d'imaginer une sociologie en quelque sorte dégagée des réalités sociologiques. (…) La sociologie est toute imprégnée d'idéologie. Au sociologue d'en avoir conscience (…). Il porte en lui des présuppositions inconscientes qu'il est de son devoir de reconnaître et d'extirper. » Ces lignes ont été écrites en 1952 par un jeune sociologue de trente-et-un ans entré un an plus tôt au CNRS, en rupture de ban du Parti communiste, Edgar Morin.

L'homme et l'œuvre : inséparables et multidimensionnels

L'année précédente, il avait publié *L'Homme et la Mort*, un essai de « socioanthropologie » sur la mort qui reflétait l'un des thèmes obsessionnels du jeune auteur, depuis le décès de sa mère survenu lorsqu'il n'avait encore que dix ans. Ce lien entre son travail et les tourments de sa vie, Morin l'assumera pleinement tout au long de son œuvre où se mêlent recherche et engagement, événements personnels et bouleversements de l'histoire.

Dans *L'Homme et la Mort*, puis dans *Le Cinéma ou l'Homme imaginaire* (1956) se trouvent déjà présents quelques thèmes clés que l'on retrouvera plus tard. S'y entremêlent des niveaux d'analyses anthropologiques, sociologiques, historiques, psychologiques et les forces contraires qui travaillent toute société. *Le Paradigme perdu* (1973) soutient que la nature multidimensionnelle – « bio-anthropo-sociologique » – de l'humain exige l'articulation des savoirs disciplinaires. Chaque discipline des sciences humaines n'aborde l'homme que sous l'une de ses dimensions.



Ce faisant, elle le découpe, le mutile et s'interdit donc de le comprendre vraiment.

L'œuvre de Morin se découpe en plusieurs périodes et vies parallèles : celle de l'intellectuel engagé, du sociologue, du philosophe, de l'écrivain à la fois amoureux de la vie, émerveillé et tourmenté, désireux de tout comprendre dans une sorte de pensée globale et complexe et conscient des limites de cette vaste entreprise.

Dans les années 1960, il publie coup sur coup *L'Esprit du temps* (1962), *La Métamorphose de Plozevet* (1967), *Mai 1968 : la brèche* (1968), *La Rumeur d'Orléans* (1969). Parallèlement, il rédige de nombreux articles sur des sujets « mineurs » : la publicité, la chanson, la jeunesse, l'astrologie. Toutes ces études ont un thème commun : l'irruption de la « modernité » dans la société française. Ces changements, le sociologue entend les saisir « à chaud », au moment où ils se déroulent. Tel est l'objet de ce que Morin dénomme la « sociologie au présent ».

Sa méthode de pensée invite à une méthodologie multidimensionnelle. Contre l'observation à partir d'une méthode unique (questionnaire fermé, sondage, étude de comportements), la bonne compréhension d'un phénomène suppose de croiser plusieurs sortes de données quantitatives et qualitatives, analytiques et globales. La proximité et l'immersion du chercheur sont nécessaires ; c'est ce qu'il nomme la méthode *in vivo* (pratiquée pour *La Rumeur d'Orléans*, *La Métamorphose de Plozevet*).

La nature de la société

Les analyses de sociologie du présent et l'élaboration conjointe d'une théorie de la complexité conduisent Morin à forger une vision de la société qui va à l'encontre des analyses en termes de structures, de fonctions ou de système intégrés, qui avaient dominé la sociologie d'après-guerre. Morin conçoit le monde social comme une entité où travaillent en permanence des forces contraires qui s'assemblent et s'opposent, où ordre et désordre se mêlent, où les actions individuelles et les événements sont à la fois produits et producteurs de la dynamique sociale, où

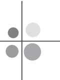
les phénomènes d'émergence, d'auto-organisation et de bifurcations viennent parfois briser les régularités de l'ordre social.

La conscience de la complexité sociale débouche aussi sur une conception de la démarche des sciences humaines. D'abord, l'irréductible imbrication des phénomènes humains suppose de relier entre eux les différents niveaux d'analyse. La démarche réductionniste, dominante dans les sciences sociales et consistant à séparer les phénomènes pour les étudier dans le détail, ne peut être qu'une étape de la recherche. Les sciences de l'homme se sont enfermées dans des modèles réducteurs qui enferment l'humain dans une seule de ses dimensions.

Pour autant, la démarche complexe ne doit pas se réduire à une grille abstraite que l'on peut projeter sur le réel pour l'enfermer dans ses rets. La véritable connaissance suppose un retour permanent entre synthèse et analyse, savoirs spécialisés et approche globale, objet concret et théorie. Tant il est vrai, comme l'affirmait Blaise Pascal, qu'il est « impossible de connaître le tout si je ne connais pas singulièrement les parties, mais je tiens pour impossible de connaître les parties si je ne connais pas le tout de ces parties ».

Enfin, cette démarche de la complexité suppose d'inclure l'observateur dans son observation. Le sociologue n'est jamais en position de surplomb par rapport à l'objet étudié. C'est ce qu'avait déjà compris le jeune Morin dès 1952.

Jean-François Dortier



Réconcilier les savoirs

Faire communiquer ce qui ne communique pas, joindre ce qui a été disjoint, telle est la mission clairement explicitée dans l'architecture même de l'ouvrage *La Méthode*, découpé en six tomes, recouvrant chacun un grand continent du savoir qui a été isolé par la tradition occidentale : *La Nature de la nature*, *La Vie de la vie*, *La Connaissance de la connaissance*, *Les Idées*, *L'Humanité de l'humanité* et *L'Éthique*.

En faisant travailler ensemble la physique, la biologie, la sociologie, l'anthropologie, la politique, l'éthique et les sciences humaines, *La Méthode* veut faire exploser le cloisonnement disciplinaire qui émiette le savoir en spécialités, et cherche à construire un véritable paradigme de la complexité. Du latin « *complecti* », la pensée complexe qui recouvre l'idée d'« englober » et celle de « tisser ensemble ». Elle s'applique à mettre au jour tous les entrelacs théoriques qui structurent le « tissu » de la connaissance humaine.

La convergence de tous ces savoirs aboutit chez Morin à la prise de conscience du caractère mouvant et incertain du savoir scientifique, maltraité alors par diverses découvertes. Dans les années 1930, le physicien allemand Werner Heisenberg prouve le principe d'indétermination et d'incertitude de la particule, bouleversant totalement les conceptions déterministes valables jusqu'alors. Au même moment, on apprend que l'univers est en expansion et qu'il est né d'une déflagration initiale, le big-bang. Passionné par la théorie de l'auto-organisation de John von Neumann et de Heinz von Foerster, Edgar Morin détecte alors l'éventualité d'une jonction entre la thermodynamique, la logique, la biologie et la philosophie.

C'est ainsi qu'en 1972, il fonde le Centre international d'études bioanthropologiques et d'anthropologie fondamentale (Ciebaf), autour duquel il réunit des chercheurs de renommée mondiale pour un colloque intitulé « L'unité de l'homme ». De cet événement naîtra l'essai bioanthropologique *Le Paradigme perdu*, « rameau prématuré de *La Méthode* », qui propose un véritable manifeste pour restituer l'homme dans sa totalité bio-anthroposociale, perdue dans le labyrinthe des approches parcellaires. Paradigme de l'homme disparu, que Morin chargera *La Méthode* (« ce nouvel évangile dont nous sentons le besoin ») de retrouver.

Louisa Yousfi

PETIT DICTIONNAIRE BIO-BIBLIOGRAPHIQUE

Arendt, Hannah (1906-1975)

Née à Hanovre dans une famille juive libérale, Hannah Arendt étudie d'abord la théologie. Amie de Hans Jonas, elle suit les cours de philosophie de Karl Jaspers, d'Edmund Husserl et de Martin Heidegger. Elle fuit l'Allemagne nazie en 1933 et s'installe en France puis aux États-Unis en 1941. Elle obtient la nationalité américaine en 1951, date à laquelle est publié son premier grand ouvrage, *Les Origines du totalitarisme*.

- Les Origines du totalitarisme, 1951, rééd. Seuil, coll. « Points », 2005-2010.
- Condition de l'homme moderne, 1958, rééd. Pocket, 2007.
- La Crise de la culture, 1961, rééd. Gallimard, coll. « Folio », 2003.
- Eichmann à Jérusalem, 1963, rééd. Gallimard, coll. « Folio », 2006.

Bateson, Gregory (1904-1980)

Tour à tour zoologue, anthropologue, éthologue, psychologue, G. Bateson fait figure de touche-à-tout dans les sciences humaines. Il s'oriente d'abord vers l'anthropologie et part alors en Nouvelle-Guinée où il fait la rencontre de Margaret Mead, en 1933. Tous deux vont mener ensemble une enquête sur les mécanismes de communication mère-enfants et le processus de socialisation à Bali (*La Cérémonie du Naven*). En 1942, il découvre la cybernétique et les fondements de l'approche systémique. Installé en Californie, il réunit autour de lui des spécialistes de différentes disciplines (mathématiciens, psychiatres, biologiste, etc.). L'école de Palo Alto vient de naître. G. Bateson peut alors initier son grand projet : appliquer la démarche systémique aux sciences sociales et à l'étude des communications interpersonnelles (d'où naîtra notamment la théorie du *double bind*). Par la suite, Bateson s'éloigne de Palo Alto. Sa passion de la communication animale l'amène à étudier dauphins et autres poulpes en baie de Californie. Nous sommes dans les années 1970, l'époque de l'écologie, de la contre-culture, et du New Age, dont G. Bateson devient l'un des gourous.

- Vers une écologie de l'esprit, 1972.
- La Nature et la Pensée, 1979.

Berger, Peter L. (né en 1929)

Sociologue et théologien, se définissant lui-même comme appartenant à la tradition libérale protestante. Il a réalisé de nombreux travaux en sociologie de la religion, notamment dans son lien avec la modernité (*The Sacred Canopy*, 1967 ; *A Rumor of Angels*, 1970). Il dirige depuis 1985 l'Institute for the Study of Economic Culture (devenu en 2000 l'Institute on Culture, Religion and World Affairs) de l'université de Boston, qui se concentre sur l'analyse des liens entre changement socioéconomique (mondialisation notamment) et culture.

- La Religion dans la conscience moderne, Centurion, 1971.
- Les Mystificateurs du progrès, Puf, 1978.
- Invitation à la sociologie, La Découverte, 2006.
- Le Réenchantement du monde, Bayard, 2001 (dir.).

Boudon, Raymond (1934-2013)

Agrégé de philosophie, il est notamment marqué par sa rencontre avec Paul Lazarsfeld, qui l'oriente vers une conception rigoureuse (et quantitative) de la sociologie. Entré au CNRS en 1962, il fonde le Groupe d'études des méthodes de l'analyse sociologique de la Sorbonne (Gemas) en 1971. Il y défend la notion d'individualisme méthodologique selon lequel les faits sociaux doivent être analysés comme la résultante d'actions individuelles. Il est également membre de l'Institut de France depuis 1991.

- L'Inégalité des chances, 1973, rééd. Hachette, 2011.
- Effets pervers et ordre social, 1977, rééd. Puf, 2009.
- L'Idéologie ou l'Origine des idées reçues, 1986, rééd. Seuil, coll. « Points », 2011.
- Essais sur la théorie générale de la rationalité, Puf, 2007.

Bourdieu, Pierre (1930-2002)

Ce fils de petit fonctionnaire du Béarn connaîtra un parcours scolaire exemplaire (lycée Louis-le-Grand, agrégation de philosophie). Nommé au Collège de France en 1981, il a notamment fondé la revue *Actes de la recherche en sciences sociales*. Son œuvre, de réputation mondiale, s'attache à élucider les processus de domination (concepts d'habitus, de capital social, de distinction, de champ).

- Les Héritiers. Les étudiants et la culture, 1964, avec Jean-Claude Passeron, rééd. Minuit, 1994.
- La Distinction. Critique sociale du jugement, 1979, rééd. Minuit, 1996.
- Le Sens pratique Minuit, 1980.
- La Misère du monde Seuil, 1993.
- Méditations pascaliennes, 1997, rééd. Seuil, coll. « Points », 2003.

Braudel, Fernand (1902-1985)

Agrégé d'histoire en 1923, Braudel commence sa carrière en Algérie où il enseignera pendant dix ans, puis au Brésil en 1935-1936 avant d'entamer, à l'École pratique des hautes études et sous le parrainage de Lucien Febvre, une carrière universitaire qui en fera une célébrité mondiale. Le choix d'un sujet de thèse sur cette *Méditerranée* qu'il a côtoyée pendant ses années algériennes fera sensation dans le monde universitaire français, et consolidera les choix défendus par « l'école des Annales ».

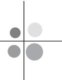
- La Méditerranée et le monde méditerranéen à l'époque de Philippe II (1949).
- Civilisation matérielle, économie et capitalisme (1979).
- La dynamyque du capitalisme, 1985.
- Grammaire des civilisations, 1987.
- L'Identité de la France, 3 vol. 1986-1987.

Chomsky, Noam (né en 1928)

Linguiste américain, fondateur de la grammaire générative. Noam Chomsky a joué un rôle décisif en linguistique durant la seconde moitié du XXe siècle. Son grand projet : fournir un modèle de grammaire universel qui permette de décrire et de produire (générer) tous les énoncés d'une langue. En cinquante ans de carrière passés au Massachusetts Institute of Technology (MIT), N. Chomsky a modifié plusieurs fois sa théorie linguistique (tout en gardant les mêmes postulats de base), mais, au fil du temps, après avoir inspiré des milliers de recherches de par le monde, le programme chomskien a perdu de son aura initiale auprès de la communauté scientifique.

Chomsky est également un intellectuel engagé et un polémiste redoutable. Aucun des débats contemporains (politique, relations internationales, problèmes sociétaux…) n'échappe à ses analyses qui heurtent de plein fouet les conformismes intellectuels de tous bords.

- Structures syntaxiques, 1957.



- Aspects de la théorie syntaxique, 1965.
- Le Langage et la Pensée, 1967.
- Réflexions sur le langage, 1970.
- La Nouvelle Syntaxe, 1982.
- The Minimalist Program, 1995.

Crozier, Michel (1922-2013)

Né en 1922, il est passé par HEC et est licencié en droit. En 1961, il fonde le Centre de sociologie des organisations (CSO) qu'il dirige jusqu'en 1993 (et qui existe toujours).

- Le Phénomène bureaucratique, Seuil, 1964.
- La Société bloquée, 1967, rééd. Seuil, coll. « Points », 1997.
- L'Acteur et le Système, 1977, avec Ehrard Friedberg, rééd. Seuil, coll. « Points », 2007.
- On ne change pas la société par décret, Fayard, 1979.

Damasio, Antonio (né en 1944)

Originaire de Lisbonne, c'est dans cette même ville qu'Antonio Damasio poursuit son double parcours universitaire de médecin neurologue et de neuropsychologue. Il quitte ensuite le Portugal pour rejoindre Norman Geschwind à Harvard et y mener ses premières recherches en neurosciences. À la fin des années 1970, il rejoint l'université de l'Iowa et développe ses recherches en neuropsychologie avec Arthur Benton. Depuis 2005, il dirige le Brain and Creativity Institute à la University of Southern California. Ses principaux intérêts de recherche portent sur les mécanismes neurologiques de la prise de décision, les émotions, la mémoire et le langage. Il est mondialement connu pour ses ouvrages de vulgarisation.

- L'Erreur de Descartes. La raison des émotions, 1994.
- Le Sentiment même de soi. Corps, émotions, conscience, 1999.
- Spinoza avait raison : Joie, tristesse, le cerveau des émotions, 2003.

Darwin, Charles (1809-1882)

Naturaliste anglais, auteur d'une célèbre théorie de l'évolution des espèces. L'histoire « canonique » veut que Darwin ait conçu sa théorie lors de son voyage à bord du Beagle, de 1831 à 1836. Cette vision d'une découverte solitaire, appuyée uniquement sur l'observation des faits, ne résiste pas à l'analyse de l'historiographie. Comme la plupart des grands modèles scientifiques, il s'agit d'une construction théorique nouvelle élaborée à partir d'observations personnelles, mais aussi de nombreuses influences intellectuelles réorganisées dans un cadre nouveau. C'est en 1859 que paraît *L'Origine des espèces*. Il complétera ensuite ses travaux par une théorie de la sélection naturelle.
La théorie de Darwin s'impose encore aujourd'hui comme un paradigme dominant, une sorte de métathéorie qui englobe les disciplines qui ont trait à l'évolution. Mais ce succès du darwinisme renvoie à une diversité de modèles très différents. D'une certaine façon, il est possible d'affirmer que « nous sommes tous darwiniens », chacun pouvant à loisir choisir sa propre version du darwinisme.

- L'Origine des espèces (1859), rééd. Seuil, 2013.
- La descendance de l'homme et la sélection sexuelle (1871), Hachette/BnF, 2013.

Dumézil, Georges (1898-1986)

Né à Paris, il entre à l'École normale supérieure en 1916. Mobilisé peu après, il participe aux combats. Après l'agrégation des Lettres et quelques mois d'enseignement au lycée de Beauvais, il est lecteur à l'Université de Varsovie. Il soutient en 1924 sa thèse sur *Le Festin d'Immortalité* dans les mythologies indo-européennes. Il fut ensuite, pendant six ans (1925-1931), professeur d'histoire des religions à l'Université d'Istanbul. Rentré en France, il est

chargé de conférences puis directeur d'études (1935-1968), à l'École pratique des hautes études, Vᵉ section. Élu au Collège de France à une chaire de Civilisation indo-européenne, créée pour lui, il y enseigna jusqu'à sa retraite (1949-1968). Élu à l'Académie française, le 26 octobre 1978 au fauteuil de Jacques Chastenet, il fut reçu sous la coupole le 14 juin 1979 par Claude Lévi-Strauss.

- Mythe et Épopée
  – T. I : L'Idéologie des trois fonctions dans les épopées des peuples indo-européens, 1968.
  – T. II : Types épiques indo-européens : un héros, un sorcier, un roi, 1971.
  – T. III : Histoires romaines, 1973.

Durkheim, Émile (1858-1917)

Né à Épinal, agrégé de philosophie, il est considéré comme le « père de la sociologie en France », celui qui a permis à la sociologie d'y acquérir son autonomie universitaire. Entouré de nombreux collaborateurs qui forment une véritable « école durkheimienne », il fonde en 1898 la revue *L'Année sociologique*.

- De la division du travail social 1893, rééd. Puf, 2007.
- Les Règles de la méthode sociologique, 1895, rééd. Flammarion, coll. « Champ », 2010.
- Le Suicide 1897, rééd. Puf, 2007.

Elias, Norbert (1897-1990)

Né à Breslau (Allemagne), étudiant en médecine et en philosophie, il fuit le nazisme en 1933. Il n'obtiendra son premier poste d'enseignant en sociologie qu'en 1954, à l'université de Leicester. Il est déjà à la retraite quand, dans les années 1970, son œuvre commence à connaître le succès. Pour Elias, l'histoire occidentale est marquée par une révolution des normes qu'il nomme un processus de civilisation. Ce mouvement séculaire correspond au passage du Moyen Âge, où la violence des conduites est la norme, à la société moderne, où les conduites deviennent plus civilisées, plus policées.

- La Civilisation des mœurs, 1939, t. I du Processus de civilisation, rééd. Pocket, 2006.
- La Dynamique de l'Occident, 1939, t. II du Processus de civilisation, rééd. Pocket, 2003.
- La Société des individus, 1987, trad. fr. Fayard, 1991.

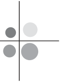
Foucault, Michel (1926-1984)

Michel Foucault fut une personnalité hors du commun, dont l'œuvre n'a pratiquement pas connu de « purgatoire » depuis sa mort trop précoce. Agrégé, puis docteur en philosophie en 1961, peu attiré d'ailleurs par l'enseignement, il sera de 1970 à sa mort professeur au Collège de France. Rien pourtant, dans sa vie, n'évoque la paisible carrière d'un « mandarin », et ses plus importantes recherches sont aussi des engagements personnels contre tous les enfermements, qu'il s'agisse du corps, de la parole ou de la vie intime, mais tout aussi bien du discours ou du savoir. Michel Foucault, en particulier, n'a jamais conçu la philosophie sans l'histoire, considérant comme Friedrich Nietzsche que « le manque de sens historique est le péché originel de tous les philosophes », et ceci lui vaut encore aujourd'hui de nombreuses critiques, d'un bord ou de l'autre de ces deux disciplines.

- Histoire de la folie à l'âge classique, 1961.
- Naissance de la clinique, 1963.
- Les Mots et les Choses, 1966.
- L'Ordre du discours, 1971.
- Surveiller et Punir, 1975
- Histoire de la sexualité
  – T. I : La Volonté de savoir, 1976.
  – T. II : L'Usage des plaisirs, 1984.
  – T. III : Le Souci de soi, 1984.

Freud, Sigmund (1856-1939)

Sigmund Freud naît à Friedberg (Moravie) ; puis sa famille s'installe à Vienne



où il entreprend des études de médecine et de neuropsychiatrie. En 1876, il rencontre Josef Breuer. En 1885 il séjourne à Paris où il travaille à l'hôpital de La Salpêtrière auprès de Jean Charcot sur des cas d'hystérie. En 1886, il rentre à Vienne, se marie avec Martha Bernay et ouvre un cabinet de médecine. En 1893, il rédige *Études sur l'hystérie* avec son ami J. Breuer. En 1896, Freud emploie pour la première fois le mot « psychanalyse » (psycho-analyse). En 1900, il publie *L'Interprétation des rêves*. À partir de cette période, Freud se consacre à produire une œuvre imposante (livres, articles et conférences) où il développe les concepts de la psychanalyse et à créer un mouvement psychanalytique à travers une association internationale. Il meurt à Londres en 1939, à l'âge de 83 ans.

- L'Interprétation des rêves, 1899.
- Psychopathologie de la vie quotidienne, 1901.
- Trois essais sur la théorie de la sexualité, 1905.
- Cinq leçons sur la psychanalyse, 1910.
- Introduction à la psychanalyse, 1916.
- Le Moi et le Ça, 1923.

Goffman, Erving (1922-1982)

Né en 1922 au Canada anglophone dans une famille juive d'origine russe, il suit des études de sociologie à Chicago. Il consacre sa thèse en 1953 au « Mode de communication au sein d'une communauté îlienne », fruit d'une observation participante d'un an aux îles Shetland sur les formes de sociabilité entre les habitants. Puis il enseigne un peu (sans enthousiasme, dit-on) à Berkeley et à Philadelphie. En fait, il est surtout attiré par la recherche et, jusqu'à sa mort en 1982, sa pensée ne cessera de se développer.

Goffman est l'un des principaux représentants du courant visant à décrire et à analyser des situations concrètes de la vie quotidienne. Selon lui, une fonction importante de la communication est le maintien de la « face », c'est-à-dire l'image positive de soi que l'on tente de présenter aux autres, que ce soit à travers le langage, les postures, l'habillement, etc. E. Goffman a notamment analysé les « rituels d'interaction » entre les personnes.

- La Mise en scène de la vie quotidienne (1956-1959), 2 vol., rééd. Minuit, 2000.
- Asiles. Études sur la condition sociale des malades mentaux (1961), (1961), rééd. Minuit, 2003.
- Stigmate. Les usages sociaux des handicaps (1963), rééd. Minuit, 1996.

Gordon Childe, Vere
(1892-1957)

Né à Sydney, formé à Oxford, homme d'une grande culture, V. Gordon Childe s'est d'abord essayé à une carrière politique auprès des travaillistes australiens. Puis, ayant tiré un trait sur la politique, il s'exile en Angleterre où il est embauché en 1927 par l'université d'Édimbourg pour enseigner l'archéologie : il y fera une bonne partie de sa carrière avant de rejoindre l'Institut d'archéologie de Londres. Dans ses ouvrages, l'archéologue traite de la préhistoire ouest et est européenne, mais aussi de sa vision de la dynamique des sociétés humaines et de sa conception du regard du préhistorien qui, selon lui, ne doit pas différer radicalement de celui de l'historien.

- Man Makes Himself (1936), rééd. Spokesman Books, 2003, trad. fr. L'Invention de la civilisation, Gonthier, 1963, rééd. Kontre Kulture 2013.
- What happened in History (1942), trad. fr. De la préhistoire à l'histoire, Gallimard, 1963.

Habermas, Jürgen (né en 1929)

Le philosophe et sociologue allemand Jürgen Habermas peut être considéré comme le dernier héritier de l'école de Francfort. Assistant de Theodor

W. Adorno de 1956 à 1959, il reprend la « théorie critique » avec notamment la volonté de garder une inspiration marxiste mais non dogmatique et révisée. Malgré la prolixité et la difficulté de ses écrits, J. Habermas connaît un grand succès et, de plus, est considéré comme un des auteurs contemporains les plus importants. Habermas prône dans ses écrits une interaction entre la logique « communicationnelle » ancrée sur le monde vécu et la société civile et la logique « institutionnelle » garante de la pérennisation des acquis sociaux.

- Connaissance et intérêt, 1965.
- La Technique et la science comme « idéologie », 1968.
- Théorie de l'agir communicationnel, 1981.
- Morale et Communication, 1983.

Hayek, Friedrich von (1899-1992)

Né en Autriche, F.A. von Hayek fut l'élève de Ludwig von Mises (le fondateur de l'école autrichienne néo-classique). Immigré en Angleterre, il rejoint la London School of Economics, où il deviendra professeur. Là, il s'oppose farouchement à John M. Keynes et se fait le chantre du libéralisme économique. Le marché concurrentiel, la décentralisation et l'expression des droits de l'individu peuvent permettre de gérer au mieux l'économie, car le libéralisme est finalement le seul système qui permet de corriger ses propres défauts et de gérer la complexité des sociétés modernes. Hayek a obtenu le prix Nobel d'économie en 1974 (avec Gunnar Myrdal).

- Prix et production, 1931.
- La Route de la servitude, 1943.
- Scientisme et Sciences sociales, 1952.

James, William (1842-1910)

Fils d'un universitaire de grande renommée et frère de l'écrivain Henri James, W. James est une personnalité éclectique. Médecin, psychologue et philosophe, il est l'un des leaders de la première génération du pragmatisme. Après avoir longuement hésité entre la médecine et la peinture, il devient professeur en physiologie puis en psychologie à Harvard. Il y créera le premier laboratoire de psychologie expérimentale. Dans ses *Principes de psychologie* (1890), il s'attache à bien distinguer la psychologie de la métaphysique. Il décrit la conscience comme un flux continuel en perpétuel changement. Ses analyses sur « le flux de conscience » inspireront du reste des romanciers tels Virginia Woolf et James Joyce mais aussi des philosophes comme Henri Bergson.

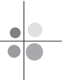
- Précis de psychologie, 1890, rééd. Les Empêcheurs de penser en rond, 2003.
- La Volonté de croire, 1897, rééd. Les Empêcheurs de penser en rond, 2005.
- Les Formes multiples de l'expérience religieuse. Essai de psychologie descriptive, 1902, rééd. Exergue, 2001.
- Le Pragmatisme, 1907, rééd. Flammarion, coll. « Champs », 2007.

Keynes, John M. (1883-1946)

L'économiste J.M. Keynes s'est vite distingué comme un étudiant brillant, qui accédera tôt au rang de professeur dans la prestigieuse université de Cambridge. Il publie plusieurs ouvrages remarqués sur la théorie monétaire.

Mais Keynes ne se contente pas d'être un pur théoricien. Il aborde le sujet en réformateur et en homme d'action. Conseiller du gouvernement britannique, il participe aux grandes négociations de son époque. En 1919, il est présent à la Conférence de Paris sur la paix. Il prend alors position contre les réparations trop fortes imposées à l'Allemagne et a exposé ses thèses dans *Les Conséquences économiques de la paix* (1919).

Au lendemain de la Seconde Guerre



mondiale, il dirigera la délégation britannique lors des accords de Bretton Woods où il préconise la création d'un Fonds monétaire International. Sa *Théorie générale* vise à trouver des réponses au problème de la crise économique de l'entre-deux-guerres, c'est-à-dire le chômage de masse.
Esprit éclectique et ouvert, Keynes était aussi un amoureux de la vie, de la poésie et des arts.

- Théorie générale de l'emploi, de l'intérêt et de la monnaie 1936, rééd. Payot, 1998.

Lazarsfeld, Paul (1901-1976)

Sociologue américain, d'origine autrichienne, il est l'inventeur des grandes enquêtes sur l'influence des médias. Il fait parallèlement des études de droit, d'économie et de mathématiques. Son doctorat en poche, il crée avec Karl et Charlotte Bühler un centre de recherche en psychologie économique. Il mène une grande enquête publiée en 1932, *Les Chômeurs de Marienthal*, une des premières enquêtes du genre en Europe.
Devenu professeur de sociologie à Columbia, Lazarsfeld prend la direction de grandes enquêtes statistiques sur la communication de masse et l'influence des médias. Puis, il poursuit des travaux de nature méthodologique sur l'application des mathématiques à la recherche sociologique (méthode des panels, analyse multivariée, analyse de contenu).
Ses derniers ouvrages *Qu'est-ce que la sociologie*? (1954) et *Philosophie des sciences sociales* (1959), portent sur l'épistémologie des sciences sociales et renouent avec des réflexions théoriques issues de la tradition européenne.

- Les Chômeurs de Marienthal, 1932.
- (avec B. Berelson, H. Gaudet) The People's Choice: How the Voter Makes up His Mind in a Presidential Campaign, 1944.
- (avec B. Berelson, W.N. McPhee) Voting: A Study of Opinion Formation in a Presidential Campaign, 1954.
- Philosophie des sciences sociales, 1959.

Leroi-Gourhan, André (1911-1986)

Grand nom de la préhistoire française de la deuxième moitié du xx[e] siècle. Orphelin, il quitte l'école à 14 ans, devient apprenti, mais reprend des études à l'École nationale des langues orientales (il étudie le russe, le chinois). Il entre au CNRS en 1940. Il est nommé au musée Guimet et au musée Cernuschi. Après la Seconde Guerre mondiale, il soutient sa thèse, puis sera nommé sous-directeur du musée de l'Homme. Il obtient la chaire d'ethnologie générale de la Sorbonne en1956 et est élu à la chaire de préhistoire du Collège de France en 1968. À la fois chercheur et professeur, il a formé toute une génération de préhistoriens.

- Évolution et techniques. T. I. : L'Homme et la Matière; T. II. : Milieu et Techniques, 1943 et 1945.
- Les Religions de la préhistoire, 1964.
- Le Geste et la Parole. T. I: Technique et Langage; T. II: La Mémoire et les Rythmes, 1964 et 1965.
- Préhistoire de l'art occidental, 1965.

Lévi-Strauss, Claude (1908-2009)

Né en 1908, à Bruxelles, Lévi-Strauss fait ses études à Paris (licencié en droit, agrégé de philosophie), C. Lévi-Strauss enseigne ensuite au lycée de Mont-de-Marsan. Puis, il enseigne la sociologie à l'université de Saõ Paulo. Effectue un voyage ethnographique dans le Brésil central, puis une autre expédition dans le Mato Grosso.
Démobilisé pendant la guerre, puis interdit d'enseignement par les lois de Vichy, il part aux États-Unis et enseigne la sociologie la New School for Social

Research de New York. Il rencontre Franz Boas, se lie avec les surréalistes en exil, et Roman Jakobson l'initie à la linguistique structurale. En 1943, il commence à travailler sur les systèmes de parenté. Après la guerre, il est nommé attaché culturel à l'ambassade de France à New York. En 1948, de retour en France, C. Lévi-Strauss est nommé sous-directeur au musée de l'Homme et directeur d'études à l'EPHE. L'année suivante, il soutient et publie sa thèse sur *Les Structures élémentaires de la parenté*. 1959 : Élu au Collège de France, C. Lévi-Strauss inaugure une chaire d'anthropologie sociale. Ensuite, il crée le Laboratoire d'anthropologie sociale avec Isac Chiva et fonde la revue *L'Homme*. En 1973, il est élu à l'Académie française. Il meurt en 2009, laissant derrière lui une œuvre immense à l'influence considérable.

- Les Structures élémentaires de la parenté, 1949.
- Race et Histoire, 1951.
- Tristes tropiques, 1955.
- Anthropologie structurale, 1958 et 1971.
- Le Totémisme aujourd'hui, 1962.
- La Pensée sauvage, 1962.
- Le Regard éloigné, 1983.
- La Potière jalouse, 1985.
- Histoire de lynx, 1993.
- Regarder, écouter, lire Plon, 1993.
- Mythologiques
  - T. I : Le Cru et le Cuit, 1964.
  - T. II : Du miel aux cendres, 1967.
  - T. III : L'Origine des manières de table, 1968.
  - T. IV : L'Homme nu, 1971.

Lewin, Kurt (1890-1947)

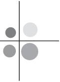
Après avoir fait ses études de psychologie à Berlin dans les années 1910, où régnait alors la psychologie de la « *Gestalt* » (ou théorie de la forme), Kurt Lewin devint professeur et chercheur dans cette même université de 1924 à 1935. À l'arrivée du fascisme, K. Lewin, qui est juif, quitte l'Allemagne en 1935 pour les États-Unis. C'est là qu'il réalise de nombreuses expériences sur la motivation, les styles de commandement, la dynamique des groupes. En 1944, il fonde le « Research Center for Group Dynamics » au Massachusetts Institute of Technology (MIT). Il meurt trois ans plus tard, en 1947. Il a jeté les bases de la psychologie sociale en laissant derrière lui non seulement une œuvre théorique (théorie du « champ de force », styles de leadership…), mais aussi en ayant mis la discipline sur la voie de l'expérimentation et formé de nombreux chercheurs de renom (Leon Festinger, Theodore Newcomb…).

- A Dynamic Theory of Personality, 1935.
- Principles of Topological Psychology, 1936.
- Authority and Frustration, 1944.

Lorenz, Konrad (1903-1989)

Un des fondateurs de l'éthologie (étude du comportement animal). Après son doctorat en zoologie à Vienne, Loenz consacre ses premières publications de chercheur au phénomène de l'empreinte. Au cours des années suivantes, ses travaux portent sur les comortements instinctifs chez les animaux. Des années 1930 aux années 1960, il poursuit ses recherches et son enseignement aux universités de Vienne et de Könisberg. C'est à cette époque qu'il va tenter d'appliquer les principes de l'éthologie au comportement humain. Dans un livre célèbre et très controveré, *L'Agression, une histoire naturelle du mal* (1963), il soutient que l'agressivité est une conduite naturelle indispensable à la survie de toute espèce animale. En 1973, il reçoit le prix Nobel de médecine (avec N. Tinbergen et Karl von Frisch).

- L'Agression, une histoire naturelle du mal, 1963.
- Trois essais sur le comportement animal et humain, 1965.
- Les Fondements de l'éthologie, 1978.
- Les Oies cendrées, 1989.



Luckmann, Thomas (1927-2016)

Professeur de sociologie, très proche d'Alfred Schütz, dont il reprend la chaire à la New School for Social Research de New York en 1959. Il s'occupera de la publication posthume de textes manuscrits de ce dernier (*Structures of the Life-World*, t. I et II, 1973 et 1984).

Son œuvre porte essentiellement sur la religion (*The Invisible Religion*, 1967) et sur l'approfondissement de la sociologie phénoménologique (*Phenomenology and Sociology*, 1978 ; *Life-World and Social Realities*, 1983).

Ses œuvres n'ont pas été traduites en français.

Marx, Karl (1818-1883)

Né à Trèves (Rhénanie), il poursuit des études de droit et de philosophie. Après avoir été directeur de journal, il est expulsé de Paris et de Cologne et s'installe à Londres, où il survit grâce à l'aide de son camarade Friedrich Engels. Il crée la Ire Internationale des travailleurs en 1864. Après sa mort, Engels finira de publier les tomes II et III de son maître livre, *Le Capital*. Ni sociologue, ni philosophe, ni économiste mais un peu tout cela à la fois, il a laissé une marque profonde sur la sociologie, notamment à travers sa vision conflictuelle et dynamique de l'ordre social et sa théorie des classes.

- L'Idéologie allemande
  Avec Friedrich Engels, 1845-1846, rééd. La Dispute, 2012.
- Manifeste du Parti communiste
  Avec Friedrich Engels, 1848, rééd. Flammarion, coll. « GF », 1998.
- Le Capital, 1867, rééd. Gallimard, coll. « Folio », 2008.

Mauss, Marcel (1872-1950)

Né à Épinal en 1872 dans une famille de rabbins, M. Mauss étudie d'abord la philosophie à Bordeaux (agrégé en 1893), s'initie à l'anthropologie en lisant James G. Frazer et Edward B. Tylor, entreprend des études de sanskrit, de linguistique comparée et d'histoire des religions. Dès la fondation de la revue *L'Année sociologique* en 1898, il rejoint les rangs de ce groupe de sociologues réunis par son oncle maternel É Durkheim, l'inventeur de la sociologie scientifique. L'influence de ce dernier est déterminante.

Sociologue durkheimien, M. Mauss se distingue cependant et révèle, sur des champs nouveaux comme ceux de l'échange et du don, la dimension anthropologique de cette sociologie naissante. Il en tire des conséquences pour la sociologie générale, avec l'idée centrale de « fait social total ». En effet, M. Mauss appréhende les faits à partir de leurs usages sociaux et les analyse dans leur relation à l'ensemble du corps social dont ils font partie.

M. Mauss a conjugué une carrière de savant et de militant. Sociologue en même temps que socialiste, il mena une vie politique intense, fut l'ami de Jean Jaurès et rédigea de nombreux articles dans *L'Humanité* ou *Le Populaire*.

- Manuel d'ethnographie, 1947.
- Sociologie et anthropologie, 1950.
- Œuvres, 3 vol., 1968-1969.
- Écrits politiques, 1997.

Mead, Margaret (1901-1978)

Élève de F. Boas, Margaret Mead est la figure de proue du culturalisme et la « grande prêtresse » de l'anthropologie américaine. Dès l'âge de 24 ans, elle part étudier les populations des îles Samoa, en Océanie. De ce voyage, elle tire son premier et célèbre livre, *Coming of Age in Samoa* (1927) où elle traite de l'adolescence. Lors de voyages ultérieurs dans les îles du Pacifique, à Bali (où elle rencontre en 1933 son deuxième mari Gregory Bateson), elle entreprend d'étudier les types de personnalités en fonction de l'éducation. Puis, elle s'intéresse de plus en plus à la comparaison des caractères nationaux et aux change-

ments sociaux dans les pays industrialisés, notamment aux statuts respectifs des hommes et femmes en Amérique et dans les sociétés du Pacifique.
- Mœurs et sexualité en Océanie (1928-1935), reéd Pocket, 2006.
- L'Un et l'Autre Sexe (1949), rééd. Gallimard, coll. « Folio », 2005.

Michelet, Jules (1798-1874)

De 1831 à 1867, soit près de quarante années de travail, Jules Michelet rédige une monumentale *Histoire de France*, au style inimitable, qui marquera les mémoires. Elle décrit la longue avancée d'un peuple vers sa liberté et contre la fatalité. Ce faisant, il crée un genre d'histoire promis à un grand avenir : l'histoire nationale.
- Histoire de France (17 vol., 1831-1867), reéd. Les Équateurs, 2013-2015.
- Histoire de la Révolution française (7 vol., 1847-1853), reéd. Gallimard, coll. « Folio », 2007.

Milgram, Stanley (1933-1984)

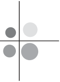
Psychologue américain, formé à Harvard, célèbre pour la série d'expériences de psychologie sociale qu'il a menées à Yale de 1960 à 1963 sur la soumission à l'autorité. Décédé à 51 ans d'une crise cardiaque.
- La Soumission à l'autorité, Calmann-Lévy, 1974.

Morin, Edgar (né en 1921)

Sociologe, philosophe, essayiste. Très actif dans la résistance, communiste fort peu stalinien et donc vivement exclu du parti, mais entré au CNRS dès 1950, Edgar Morin inaugure sa carrière d'observateur des mouvements souterrains de la société française avec l'enquête sur Plozevet, qui sera suivie par celle, très remarquée, sur la rumeur d'Orléans en 1969. Invité dans le monde entier, et de plus en plus écouté, il entreprend enfin une très vaste série d'ouvrages qu'on peut considérer comme un traité pratique d'épistémologie contemporaine, et qu'il regroupera sous le terme global de *Méthode*.
- Le Cinéma ou l'Homme imaginaire, 1956.
- Commune en France. La métamorphose de Plozevet, 1967.
- La Rumeur d'Orléans, 1969.
- Le Paradigme perdu : la nature humaine, 1973.
- La Méthode
  – T. I : La Nature de la nature, 1977.
  – T. II : La Vie de la vie, 1980.
  – T. III : La Connaissance de la connaissance, 1986
  – T. IV : Les Idées. Leur habitat, leur vie, leurs mœurs, leur organisation, 1991.
  – T. V : L'Identité humaine, 2001.
  – T. VI : Éthique, 2004.
- Pour sortir du xxe siècle, 1981.
- Penser l'Europe, 1987.
- Introduction à la pensée complexe, 1990.
- Une politique de civilisation, avec Sami Naïr, 1997.
- Le Monde moderne et la question juive, 2006.

Peirce, Charles S. (1839-1914)

Philosophe et logicien américain. Il fut, avec John Dewey (1859-1952) et William James (1842-1910), un des fondateurs du pragmatisme. C'est aussi en logicien qu'il aborde la pensée. Il a ainsi établi une théorie des « catégories de l'esprit » (ou « phanéroscopie ») très sophistiquée, qui connaîtra plusieurs reformulations successives. De cette théorie découle une science des signes ou « sémiotique ». La plupart de ses ouvrages sont composés d'articles rassemblés et publiés après sa mort.
- Collected Papers, 6 vol., 1931-1958.
- Écrits sur le signe [1885-1911], 1978.
- À la recherche d'une méthode [1893], 1993.



Piaget, Jean (1896-1980)

Jean Piaget est considéré dans le monde entier, depuis les années 1960, comme un des plus grands spécialistes du développement intellectuel des enfants. Passionné de biologie dès son enfance, lecteur de Pascal, Kant, Bergson, il s'attache à comprendre les conditions d'évolution des êtres vivants. Ses interrogations, d'abord philosophiques, le conduisirent à étudier la genèse des fonctions cognitives chez l'enfant. Travailleur infatigable, il restera actif jusqu'au bout, laissant derrière lui une production particulièrement abondante. Son livre de 1926 (*La Représentation du monde chez l'enfant*) est traduit en anglais dès 1926, puis en espagnol en 1929. Certaines de ses œuvres seront traduites en quinze langues (dont le chinois, le japonais, l'hébreu, l'arabe, le russe). Sa conception des stades de la pensée chez l'enfant reste un classique, même si elle est remise en question aujourd'hui, notamment par les acquis de la psychologie du développement et les progrès des neurosciences.

- Le Langage et la Pensée chez l'enfant, 1923.
- La Représentation du monde chez l'enfant, 1926.
- Le Jugement moral chez l'enfant, 1932.
- La Naissance de l'intelligence chez l'enfant, 1936.
- La Formation du symbole chez l'enfant, 1946.
- Introduction à l'épistémologie génétique, 1950.
- Six études de psychologie, 1964.
- Sagesse et Illusions de la philosophie, 1965.
- La Psychologie de l'enfant, 1966.
- Psychologie et Pédagogie, 1969.
- Psychologie et Épistémologie, 1970.

Popper, Karl (1902-1994)

Le philosophe des sciences Karl R. Popper naît à Vienne en 1902, à un moment où la capitale autrichienne est le centre culturel de l'Europe. Durant sa jeunesse, l'adolescent suit avec passion les débats intellectuels qui se nouent autour du marxisme, de la psychanalyse ou encore de la théorie de la relativité du jeune Albert Einstein.

Très tôt, il est amené à s'interroger sur la scientificité de certaines de ces théories, notamment du marxisme auquel il adhérera un temps. Enseignant les mathématiques et la physique dans les collèges, il poursuit ses réflexions épistémologiques sur la nature de la science et publie en 1934 sa *Logique de la découverte scientifique*.

Issu d'une famille juive protestante, l'arrivée du nazisme l'oblige à fuir en Nouvelle-Zélande. Après la guerre, il vient s'installer à Londres (grâce à l'intervention de son ami Friedrich von Hayek). Il fera toute sa carrière comme enseignant de philosophie et de méthodologie scientifique à la célèbre London School of Economics, et c'est là qu'il publiera toute son œuvre.

- Logique de la découverte scientifique, 1934.
- Misère de l'historicisme, 1944-1945.
- Conjectures et réfutations, 1953.
- La Quête inachevée, 1976.
- L'Univers irrésolu, plaidoyer pour l'indéterminisme, 1982.

Rawls, John (1921-2002)

Philosophe américain, sa *Théorie de la justice* (1971) a connu un extraordinaire retentissement sur la philosophie anglo-saxonne. Le but de cet essai de philosophie politique et morale est de fonder un contrat social juste. Le tour de force de J. Rawls est d'avoir construit un modèle théorique où il concilie les principes de liberté et de justice. La liberté est souvent synonyme d'inégalités. La théorie de J. Rawls tolère ces inégalités tout en justifiant le recours à une politique de redistribution en faveur des plus démunis.

- Théorie de la justice, 1971.
- Le Libéralisme politique, 1993.

Ricœur, Paul (1913-2005)

Né à valence en 1913, de famille protestante ; il passe l'agrégation de philosophie en 1935, enseigne à Strasbourg et à la Sorbonne avant de diriger, la nouvelle Université de Nanterre juste après 1968 ou il subit de plein fouet la contestation ambiante. Disgrâcié en France dans les années 1970 il part enseigner à Louvain, Montréal, Yale et Chicago. Les années 1980 voient le retour de Paul Ricœur au premier plan de la vie intellectuelle française. Proche du mouvement « Esprit » il s'intéressa à la phénoménologie, l'existentialisme et à la philosophie du langage. Il a gardé toujours cet esprit d'ouverture qui fait de lui un philosophe complexe et original.

- Philosophie de la vérité, 1950-1961.
- Histoire et Vérité, 1955.
- De l'interprétation. Essai sur Freud, 1965.
- Le Conflit des interprétations. Essai d'herméneutique, 1969.
- La Métaphore vive, 1975.
- Temps et Récit, 1983-1985.
- Lectures 1991-1993.
- La Mémoire, l'histoire, l'oubli, 2000.

Saussure, Ferdinand de (1857-1913)

Né à Genève, Saussure poursuit ses études dans sa ville natale, puis à Leipzig et Berlin. Il acquiert une certaine notoriété avec son mémoire de fins d'études *Le système primitif des voyelles dans les langues indoeuropéennes* en 1879. Secrétaire adjoint à la Société de linguistique à partir de 1882, il est nommé Professeur de sanskrit et de grammaire comparée à l'université de Genève. En 1906 il succède à Joseph Wersheimer à la chaire de linguistique générale. Il dispensera des cours consacrés aux fondements de la linguistique générale de 1906 à 1911.

- Cours de linguistique générale, Reconstitué en 1916 par ses élèves Charles Bally et Albert Sechehaye.

Schmitt, Carl (1888-1985)

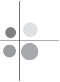
Le philosophe Carl Schmitt, disciple de Max Weber, est un théoricien du politique et un des représentants du courant de la révolution conservatrice allemande. À une époque où la société allemande est en crise, où la société semble dominée par les forces de l'économie et de la technique, C. Schmitt réaffirme les pleins droits du politique.

Dans *La Notion de politique* (1932), C. Schmitt élargit considérablement la sphère du politique au-delà de l'État. Selon lui, l'État n'est qu'une forme historiquement éphémère alors que le politique l'englobe. L'homme est par essence un animal politique, qui vit en communauté et qui doit se regrouper. L'essence du politique réside dans la constitution d'une communauté organisée avec un dedans et un dehors, « les amis et les ennemis ». Cette communauté a pris à l'époque moderne la forme de l'État-nation.

- La Notion de politique, 1932.

Schumpeter, Joseph Aloys (1883-1950)

Joseph A. Schumpeter est né en Autriche en 1883, la même année que John M. Keynes. Après de brillantes études de droit et d'économie, Schumpeter accède à la carrière professorale et publie dès 1908 son premier ouvrage *Nature et contenu principal de la théorie économique*, puis en 1912 *Théorie de l'évolution économique*. Au lendemain de la guerre, il devient ministre des Finances d'un éphémère gouvernement socialiste, puis va diriger une banque à Vienne jusqu'en 1924. Ces deux expériences furent des échecs. J.A. Schumpeter abandonne alors la vie publique et revient à la carrière universitaire, en Allemagne d'abord, puis aux États-



Unis, où il se réfugie après la victoire du nazisme. Professeur à Harvard, il va alors se consacrer entièrement à ses travaux économiques et sociologiques, dont le thème central sera la dynamique du capitalisme.

Il publie notamment *Business Cycles* en 1939, puis en 1942 son ouvrage le plus célèbre *Capitalisme, socialisme et démocratie*. Il entreprend la rédaction d'une monumentale *Histoire de la pensée économique* (1954) que la mort ne lui laissera pas le temps de conclure.

- Théorie de l'évolution économique (1912), rééd. Dalloz, 1999.
- Les Cycles d'affaires (1939).
- Capitalisme, socialisme et démocratie (1942), rééd. Payot, 2004.

Sen, Amartya (né en 1933)

Économiste indien, né au Bengale. Prix Nobel d'économie en 1998 pour ses travaux sur les famines, la pauvreté et l'économie du bien-être, tous guidés par l'idée de justice et la lutte contre les inégalités. De 1998 à 2004, il est directeur du Trinity College à l'université de Cambridge. Il est actuellement professeur à Harvard et à l'Université de Jadavpur (Calcutta). Ses nombreux ouvrages ont été traduits dans une trentaine de langues.

- Poverty and Famines. An essay on entitlement and deprivation, 1981.
- Un nouveau modèle économique. Développement, justice, liberté, 2000.
- La Démocratie des autres. Pourquoi la démocratie n'est pas une invention de l'Occident, 2005.
- L'Idée de justice, 2010.

Simon Herbert A. (1916-2001)

Prix Nobel d'économie (1978), créateur avec Allan Newell du premier programme d'intelligence artificielle, cet économiste et sociologue américain a cherché à comprendre les processus de décision et les modes de raisonnement de l'être humain en situation sociale. En introduisant le concept de rationalité limitée, H.A. Simon invite à repenser les liens entre l'économie, les sciences cognitives et les autres sciences humaines.

- Administrative Behavior : A Study of Decision-Making Processes in Administrative Organizations, 1947.
- (avec J.-G. March) Les Organisations. Problèmes psychologiques, 1958.
- Science des systèmes, science de l'artificiel, 1969.
- Models of Bounded Rationality : Empirically Grounded Economic Reason, 1982.
- Models of My Life, 1991.

Smith, Adam (1723-1790)

Écossais, Adam Smith poursuit des études brillantes à Glasgow et Oxford. Il devient à 27 ans professeur de philosophie à l'université de Glasgow, où il enseigne la logique puis la philosophie morale. Il effectuera un long voyage en Europe (1774-1776), au cours duquel il rencontrera de nombreux penseurs.

- Théorie des sentiments moraux, 1759, rééd. Puf, 2003.
- Enquête sur la nature et les causes de la richesse des nations, 1776, rééd. Puf, 1995.

Tocqueville, Alexis de (1805-1859)

Issu d'une vieille famille de la noblesse normande, Tocqueville est une personnalité politique doublée d'un écrivain hors pair, connu surtout pour son ouvrage foisonnant publié au retour de son séjour en Amérique, *De la démocratie en Amérique*, et sa remarquable analyse historique, *L'Ancien Régime et la Révolution*.

- Mémoire sur le paupérisme, 1835.
- De la démocratie en Amérique, 1835-1840, 2 tomes.
- L'Ancien Régime et la Révolution, 1856.

Vernant, Jean-Pierre
(1914-2007)
Historien spécialiste de la Grèce antique. Formé au lycée Louis-Le-Grand, agrégé de philosophie en 1937, il fut résistant pendant la guerre et a rejoint le parti communiste (il en sera membre de 1932 à 1970). Il devient professeur de philosophie à Toulouse puis à Paris. Influencé par Ignace Meyerson (psychologie historique) et par l'hélléniste Louis Gernet, il s'oriente vers l'anthropologie historique. Il deviendra directeur d'études à l'École pratique des hautes études (section Pensée sociale et religieuse de la Grèce), et occupera jusqu'en 1984 la chaire d'étude comparée des religions antiques au Collège de France, date à laquele il devient professeur honoraire et reçoit la médaille d'or du CNRS.

- Mythe et pensée chez les Grecs, 1965.
- (avec M. Detienne) Les Ruses de l'intelligence. La mètis des Grecs, 1974.
- L'Individu, la mort, l'amour. Soi-même et l'autre en Grèce ancienne, 1989.
- Mythe et religion en Grèce ancienne, 1990.
- (collectif) L'Homme grec, 1993.

Vygotski, Lev (1896-1934)

Né dans une famille russe aisée et très cultivée, Vygotski est une sorte d'enfant prodige de la psychologie. Ses études très diversifiées lui font aborder le droit, la médecine, la philosophie, les langues anciennes et la littérature.

Vygotski a cherché à concilier les deux approches alors en cours en psychologie (le courant psychophysique et un courant plus phénoménologique). Pour lui, l'intelligence se développe comme un processus combiné entre développement organique et influence culturelle. Il propose une vision dynamique des aptitudes intellectuelles, qui peuvent être stimulées par l'environnement. Il nomme « zone proximale de développement » la distance qui existe entre le potentiel latent d'un enfant et les réalisations effectives.

L.S. Vygotski est mort à 38 ans. Ses travaux, longtemps ignorés ou laissés en marge de la psychologie du développement, font actuellement l'objet d'une redécouverte en Europe et aux États-Unis.

- Pensée et langage, 1934.

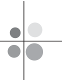
Watson, John B. (1878-1958)

Né dans une famille très pratiquante, John B. Watson est d'abord tenté par la philosophie, fait ses études à l'université de Chicago où il s'oriente finalement vers la psychologie et la neurologie. Il sera professeur à l'université Johns Hopkins de 1908 à 1920. Il est considéré comme le chef de file de l'école behavioriste.

- « Psychology as a behaviorist views it », *Psychological Review*, vol. xx, 1913.
- Le Comportement. Une introduction à la psychologie, 1914.
- Le Behaviorisme, 1924, rééd. CEpl, 1972.

Weber, Max (1864-1920)

Né à Erfurt (Thuringe), il se forma au droit avant d'enseigner l'histoire du droit puis l'économie politique. Ce n'est qu'en 1919 qu'il deviendra professeur de sociologie à l'université de Munich. Ce sociologue allemand fait partie de cette génération de penseurs qui, comme Émile Durkheim en France, va donner corps à la discipline sociologique, proposer des outils d'analyse, et une représentation de la société moderne. Le thème dominant de son œuvre (*Économie et Société*, 1922 ; *L'Éthique protestante et l'esprit du capitalisme*, 1920) concerne les fondements culturels et sociaux du monde moderne qu'il envisage sous l'angle de la « rationalisation » de la vie sociale.



Sa démarche part de l'étude de l'action sociale et son outil privilégié d'analyse est l'idéal-type.

- L'Éthique protestante et l'Esprit du capitalisme 1904, rééd. Gallimard, 2004.
- Le Savant et le Politique, 1919, rééd. 10/18, 2006.
- Économie et Société, 1921 (posth.), rééd. Pocket, 2007.

Wilson, Edward O. (né en 1929)

Biologiste et entomologiste américain, formé à l'université de l'Alabama et à Harvard, Wilson est considéré comme le fondateur de la sociobiologie. C'est un spécialiste de la biodiversité.

- La Sociobiologie (1975), trad. fr. Le Rocher, 1987.
- L'Humaine Nature. Essai de sociobiologie (1978), trad. fr. Stock, 1979.
- La Conquête sociale de la Terre, Flammarion, 2013.

Wittgenstein, Ludwig (1889-1951)

Né à Vienne d'une grande famille bourgeoise, le jeune Ludwig Josef Wittgenstein débute des études d'ingénieur, qu'il délaisse bientôt pour aller suivre les cours de Bertrand Russell (1872-1970) à Cambridge, en 1912. La guerre venue, il s'engage dans l'armée autrichienne, et c'est durant cette période qu'il compose le *Tractatus logico-philosophicus* (il sera terminé en 1918 et publié en 1921). Ce court traité aura une influence déterminante sur le cercle de Vienne.

Esprit solitaire, ombrageux et tourmenté, Wittgenstein décide de tout plaquer au lendemain de la Seconde Guerre mondiale. Il fait don de l'immense fortune héritée de son père et devient instituteur. Puis il démissionne quelque temps plus tard. Après quelques contacts avec les membres du cercle de Vienne, il part pour l'université de Cambridge en 1929, où B. Russell, son ancien professeur, lui propose un poste. Il y enseignera jusqu'en 1947, date de sa démission. Il meurt d'un cancer en 1951.

- Tractacus logico-philosophicus, 1921.
- Le Cahier bleu et le cahier brun, 1933-1935.
- Investigations philosophiques, 1953.

Cet ouvrage a été conçu à partir d'articles tirés du magazine *Sciences Humaines*, revus et actualisés pour la présente édition. Les encadrés non signés sont de la rédaction.

CONTRIBUTEURS

Céline Bagault
Journaliste.

Claudie Bert
Journaliste.

Jean-François Bert
Sociologue, historien des sciences sociales, Université de Lausanne.

Julia Bihl
Journaliste.

Philippe Cabin
Journaliste.

Justine Canonne
Journaliste.

Solenn Carof
Docteure en sociologie.

Yves Cusset
Philosophe.

René-Éric Dagorn
Historien, enseigne à Sciences Po Paris, membre du comité de rédaction de *espacestemps.net*.

Jean-François Dortier
Fondateur et directeur du magazine *Sciences Humaines*.

François Dosse
Historien, philosophe, professeur des Universités (IUFM de Créteil, Sciences Po Paris).

Christian Escribe
Maître de conférence en psychologie, université Toulouse-2 (Laboratoire cognition, langues, langage, ergonomie).

Emmanuel Fournier
Philosophe.

Martine Fournier
Journaliste, Conseillère auprès de la rédaction du magazine *Sciences Humaines*.

Catherine Halpern
Journaliste.

Titus Holliday
Journaliste.

Olivier Houdé
Professeur à l'université Sorbonne Paris Cité, directeur du laboratoire de psychologie du développement du CNRS (LaPsyDÉ).

Évelyne Jardin
Journaliste.

Yves Jeanneret
Professeur des universités au Celsa.

Nicolas Journet
Journaliste scientifique au magazine *Sciences Humaines*.

Michel Lallement
Professeur, titulaire de la chaire d'analyse sociologique du travail au Cnam.

Jacques Lecomte
Psychologue. Président d'honneur de l'Association française de psychologie positive.

Clément Lefranc
Journaliste.

Thomas Lepeltier
Historien et philosophe des sciences ; chargé de cours à l'Université d'Oxford.

Héloïse Lhérété
Rédactrice en chef du magazine *Sciences Humaines*.

Claudette Mariné
Professeure de psychologie, université Toulouse-2 (Laboratoire cognition, langues, langage, ergonomie).

Jean-François Marmion
Rédacteur en chef du magazine *Le Cercle Psy*.

Régis Meyran
Anthropologue. Chercheur associé à l'université de Nice-Sophia Antipolis.

Xavier Molénat
Journaliste.

Dominique Ottavi
Maître de conférences à l'université Paris-8.

Dominique Picard
Psychosociologue, professeur des Universités.

Dorothée Picon
Économiste.

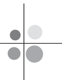
Claude Vautier
Docteur en sociologie ; chercheur au Lereps (université Toulouse-1).

Xavier de la Vega
Journaliste.

Achille Weinberg
Journaliste.

Louisa Yousfi
Journaliste.

TABLE DES MATIÈRES



Achevé d'imprimer en août 2016 par CPI Firmin Didot
Dépôt légal : troisième trimestre 2016